



Investir dans les populations rurales

## **République du Burundi**

---

### **Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles au Burundi (PAIVA-B)**

#### **Rapport de supervision**

#### **Rapport principal et appendices**

Dates de la mission: 24 octobre – 05 novembre 2016

Date du document: 18/11/2016

No. du Projet: 1100001469

No. du rapport: 4256-BI

Division Afrique orientale et australe  
Département gestion des programmes



## Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	1
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du projet	22
E. Aspects fiduciaires	22
F. Durabilité	28
G. Autres	29
H. Conclusion	29

## Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	31
Appendice 2:	Cadre logique actualisé à la revue à mi-parcours (Novembre 2013) et évolution des indicateurs	35
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	45
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	48
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	85
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	97
Appendice 7:	Mise en application des recommandations de la précédente mission de supervision de 2015 et de la mission d'appui pour le service financier de Juin 2016	99
Appendice 8:	Evaluation de la gestion financière - Questionnaire d'orientation	105
Appendice 9:	Passation des marchés et gestion des achats	112
Appendice 10:	Gestion des savoirs: Apprentissage et innovation	114

## Sigles et acronymes

ACORD	Association pour la Coopération, la Recherche et le Développement
ACSA	Agent communautaire de santé animale
AGR	Activité génératrice de revenu
ARMP	Autorité de régulation des marchés publics
AUM	Association des usagers des marais
BIF	Franc burundais (monnaie locale)
BV	Bassin-versant
CAPAD	Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement
CCDC	Comité communal de développement communautaire
CDC	Comité de développement communautaire au niveau de la colline
CCL	Centre de collecte du lait
CCR	Comité collinaire de reconnaissance
CDC	Comité de développement communautaire (au niveau colline)
CDFC	Centre de développement familial et communautaire
CEP	Champ école producteurs (Farmer's Field School)
CPM	Commission de passation des marchés
CSC	Chaîne de solidarité communautaire
CSCB	Chaîne de solidarité communautaire bovine
DAO	Dossier d'appel d'offres
DGPAE	Directeur Général de la Planification Agricole et de l'Elevage
DNCMP	Direction nationale de contrôle des marchés publics
DPAE	Direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage
DPD	Demande de paiement direct
DRF	Demande de remboursement de fonds
FBU	Franc burundais (monnaie nationale)
FENACOBUR	Fédération nationale des Coopératives d'épargne et de crédit du Burundi
FIDA	Fonds international de développement agricole
GCS	Groupe de caution solidaire
GIPP	Gestion intégrée de la production et de la protection des cultures
ha	Hectare
IA	Insémination artificielle
IMF	Institution de microfinance
ISABU	Institut des Sciences agronomiques du Burundi
L ou l	litre
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
ONCCS	Office national de contrôle et de certification des semences
ONG	Organisation non gouvernementale
OPP	Opérateur de proximité
PAIVA-B	Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi
PAM	Programme alimentaire mondial
PARSE	Projet d'appui à la reconstruction du secteur élevage
PP	Pratiques paysannes
PNSEB	Programme national de subvention des engrais au Burundi
PPM	Plan de passation des marchés
PRDMR	Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PRODEFI	Programme de développement des filières
PTBA	Programme de travail et budget annuels
RAF	Responsable administratif et financier
RMP	Revue mi-parcours
SAF	Service administratif et financier
SE	Suivi-évaluation
SFC	Service foncier communal
SRI	Système de riziculture intensive
TDR	Termes de référence

UCP	Unité de Coordination du projet
UE	Union européenne
UFC	Unité de facilitation et de coordination
USD	Dollars des Etats Unis d'Amérique
ZP	Zone du projet

## A. Introduction<sup>1</sup>

1. Du 24 octobre au 05 novembre 2016, une mission du FIDA a effectué la sixième supervision du PAIVA-B. L'objectif principal de la mission était de: (i) procéder à la revue des progrès réalisés depuis la dernière supervision de 2015 et vérifier la mise en exécution des recommandations de cette mission et de celles des missions d'appui; (ii) évaluer les performances du projet dans l'exécution des activités inscrites au PTBA 2016 en prenant en compte le financement initial et le financement additionnel; (iii) analyser les résultats et les contraintes au niveau des différentes composantes et proposer des solutions pour améliorer les performances du projet dans l'exécution de ces composantes; (iv) examiner le fonctionnement des comptes du projet, les demandes de retrait de fonds et les états des dépenses et (v) apprécier les performances du système de suivi-évaluation du projet.

2. La mission a rencontré les Gouverneurs des provinces de Gitega, Kayanza, Cibitoke et Bubanza, les Directeurs Provinciaux de l'Agriculture et de l'Elevage (DPAE) et les Coordinatrices des Centres de Développement Familial et Communautaire (CDFC) des 4 provinces visitées. Elle a visité 5 communes situées dans les provinces de Gitega (Bugendana), Kayanza (Muhanga), Cibitoke (Mabayi) et Bubanza (Rugazi). Elle y a tenu des séances de travail avec les Unités de Facilitation et de Coordination Régionales (UFCR), les partenaires, les prestataires de services et les bénéficiaires du projet.

3. La mission a tenu des réunions de travail avec l'Unité de Facilitation et de Coordination du Projet (UFCP), les principaux partenaires et prestataires de services du PAIVA-B dont les DPAE, l'ONG ACORD, la Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement (CAPAD), la Fédération Nationale des COOPEC du Burundi «FENACOBUR», le Consortium TWITEZIMBERE-COPED-HELP CHANNEL, etc. Une réunion de restitution de l'aide-mémoire a été organisée le vendredi le 04 novembre 2016 sous la présidence de M. Séverin Bagorikunda, Secrétaire Permanent du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage(MINAGRIE).

4. L'objectif général du PAIVA-B est le développement d'une agriculture familiale, organisée, commerciale, rentable et durable, permettant un accroissement des revenus des petits exploitants des 6 provinces d'intervention à savoir Gitega et Karusi en première phase, Cibitoke et Kayanza en deuxième phase, et Bubanza et Muramvya dans une troisième phase (à partir de 2016 avec le financement additionnel).Le financement total du PAIVA-B, financement additionnel compris, est de 52 987 USD.

5. La durée du projet était de 8 ans. Avec le financement additionnel qui permet notamment au PAIVA-B d'étendre ses activités sur les deux dernières provinces de Bubanza et Muramvya, les dates initiales d'achèvement et de clôture ont été reportées respectivement au 30 septembre 2018 et au 31 mars 2019.

6. La mission adresse ses remerciements au Gouvernement du Burundi, à l'équipe du PAIVA-B, aux partenaires d'exécution du projet et à toutes les personnes rencontrées pour la disponibilité et la bonne qualité des échanges. Elle apprécie le contenu des documents et des informations mis à sa disposition et la bonne organisation des visites de terrain.

## B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

7. **Appréciation générale de l'exécution du projet.** La coordination du projet a été proactive et a anticipé le processus de passation des principaux marchés prévus sur le financement additionnel. Malgré les difficultés rencontrées ayant conduit au désistement de certains attributaires de marchés, le PAIVA-B a réalisé de très bonnes performances. Ces difficultés concernent notamment l'inaccessibilité aux devises au niveau des banques commerciales qui a trouvé une solution

---

<sup>1</sup> Composition de la mission: Composition de la mission: Mme Rym Ben Zid, Représentante et Chargée du Programme FIDA au Burundi et Chef de mission, M Isidore Toyi, Chargé de Programme Pays, M Anas Abouelmikias, Expert International en gestion comptable et financière, et M. Yves Minani, Agronome, consultant en appui au Bureau du FIDA au Burundi. Le Gouvernement était représenté par le Directeur Général du Développement Communal; Monsieur Bizimana Floribert.

satisfaisante<sup>2</sup>, la flambée du taux de change du dollar par rapport à la monnaie locale au niveau des bureaux de change, le long processus de passation des marchés et l'arrivée tardive des fonds du financement additionnel. La mission encourage le projet à continuer sur la même lancée et à anticiper la passation des marchés de 2017.

8. Dans le cadre de l'approche programme, la Coordination du PAIVA-B devra continuer à se concerter régulièrement avec le Coordonnateur du PRODEFI I et du PRODEFI II en vue de rechercher ensemble la synergie et la complémentarité des actions. En collaboration avec les autres projets, le PAIVA-B devra mieux définir les tâches des cadres et agents aussi bien au niveau de l'UFCP que des UFCR pour qu'il y'ait un meilleur partage du travail. Les UFCR doivent prester équitablement pour le compte de tous les projets et s'occuper davantage du travail de suivi des activités sur terrain. Quant à eux, sans délaisser complètement le travail de suivi et de supervision de la mise en œuvre des activités sur le terrain, les cadres des UFCP doivent s'occuper davantage des activités de passation et de suivi des marchés.

9. Comme l'année passée, la mission estime que le projet doit concentrer ses efforts sur la définition de dispositifs à mettre en place pour consolider et pérenniser les acquis du financement initial et du financement additionnel dans les 4 premières et dans les deux dernières provinces d'intervention. Il devra se désengager des provinces Gitega et Karusi sur la base d'une stratégie claire qui sera élaborée par le projet et partagée avec les différents partenaires et comprenant notamment la consolidation des investissements au cours de l'année 2017.

10. La mission constate une bonne collaboration entre ACORD et CAPAD pour établir une stratégie de structuration des associations des usagers des marais (AUM) et des Groupements Pré-Coopératives (GPC) en articulant la constitution des AUM à celle des GPC. Elle apprécie le fait que le PAIVA-B ait progressivement adopté l'approche des conventions de collaboration axées sur les résultats et qu'il évaluera les performances des prestataires de services sur la base des résultats et non sur la base du volume d'activités réalisés.

11. La mission rappelle encore une fois que les cartes de localisation des activités élaborées lors de la RMP et finalisées lors de la mission de formulation du financement additionnel sont très utiles et doivent être régulièrement actualisées. Leur utilisation devra être généralisée car elle aide à la prise de décision.

### **Composante 1: Renforcement et protection du capital productif**

12. L'état d'exécution des prévisions de l'année en matière de renforcement et de protection du capital productif est satisfaisant: L'étude de faisabilité sur les 210 ha de nouveaux marais à aménager sur le financement additionnel a été réalisée, l'analyse du rapport provisoire est en cours. Les travaux d'aménagement de 453 marais sont avancés et seront terminés dans un mois. Dans la plupart des marais, des améliorations ont été notées au niveau du suivi par les communautés. Mais le planage des parcelles par les usagers prévu en octobre-novembre 2016 devra être progressivement effectué sous l'encadrement de ACORD. Les travaux de protection des Bassins Versants (BV)<sup>3</sup> qui ont connu un certain ralentissement<sup>4</sup> viennent de reprendre avec la dérogation du MINAGRIE et des autorités provinciales qui ont autorisé les projets financés par le FIDA à continuer d'utiliser la main d'œuvre pour le creusement et la végétalisation des fossés antiérosifs moyennant le paiement de 4 jours sur 6 travaillés dans la semaine. La production des plants en pépinières a continué en privilégiant les plants de *Calliandra, sp* destinés à l'alimentation du bétail. Le projet a bien démarré certaines activités d'adaptation aux changements climatiques comme l'acquisition des stations météorologiques au profit de l'IGEBU, l'appui à l'apiculture et les formations sur la fabrication des foyers améliorés.

13. La Chaîne de Solidarité Communautaire Bovine (CSCB) connaît une évolution positive grâce à un bon suivi assuré conjointement par les Comités de Développement Collinaires (CDC), les Comités Communaux de Développement Communautaire (CCDC), l'administration locale, les Agents Communautaires de Santé Animale (ACSA), les Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Elevage et le projet. Suite à l'amélioration des soins vétérinaires dispensés par les ACSA et les

---

<sup>2</sup> En effet, le FIDA a engagé un dialogue avec le Gouvernement pour lever cette contrainte.

<sup>3</sup> En effet, le FIDA a également engagé un dialogue avec le Gouvernement à ce sujet pour lever cette contrainte.

<sup>4</sup> Notamment à cause de l'adoption par le Gouvernement d'un protocole empêchant de payer la main d'œuvre recrutée lors des travaux d'aménagement des bassins versants.



techniciens vétérinaires communaux (TVC), les bovins importés s'adaptent mieux et résistent de plus en plus aux maladies. Une baisse de la mortalité des animaux, également imputable à l'amélioration de la sélection des bovins à importer par les équipes du projet a été notée. Les bénéficiaires d'animaux, souvent incapables d'entretenir plus de 2 ou 3 bovins, décident de vendre le surplus du troupeau. L'insuffisance et la vieillesse des taureaux géniteurs ont été évoquées surtout dans la première zone d'intervention du PAIVA-B. Il faudra, en synergie avec d'autres projets comme le PRODEFI et le PNSADR-IM, développer l'insémination artificielle (IA) et sélectionner les meilleurs taurillons issus des vaches distribuées par le PAIVA-B et le PRODEFI pour en faire des taureaux géniteurs en faisant toujours attention aux risques de consanguinité. Il faudra aussi promouvoir la réforme des taureaux âgés et leur remplacement dans le cadre de la CSCB. L'encadrement de 35 CEP élevage initiés en 2015 (répartis dans les provinces Kayanza et Cibitoke) n'a pas pu être poursuivi après l'affectation du Consultant en charge des CEP dans l'UFCR Centre. Les activités d'intensification rizicole enregistrent des progrès: l'extension du système de riziculture intensive (SRI) continue, la production des semences de base et certifiées de riz est bien assurée en collaboration avec l'ISABU et l'ONCCS et les CEP vivriers sont bien encadrés.

## Composante 2: Valorisation agricole et accès aux marchés

14. La valorisation du riz a continué à enregistrer des progrès notables en 2016. En effet, les usagers des marais ont reçu de la FENACOBUR des crédits intrants qui leur ont permis d'avoir une bonne production. En témoigne la progression de la quantité de paddy stockée dans les hangars d'anciens Groupements Pré-Coopératifs (GPC) de Gitega, Karusi et Kayanza (39,195 T en 2014, 115,997 T en 2015: 196% par rapport à 2014; 324,629 T en 2016, soit 279, 9% par rapport à 2015). La quantité de paddy achetée grâce au crédit commercial octroyé aux GPC par la FENACOBUR représente 67,3% de la quantité totale de paddy stockée en 2016. Cela démontre l'importance de plus en plus grande du crédit commercial dans le développement des activités des GPC rizicoles. Une certaine diversification a été observée avec satisfaction au niveau du stockage des productions agricoles (78,162 T de haricot et 10,989 T de maïs en 2016).

15. Grâce à l'amélioration progressive des services rendus aux membres par les GPC rizicoles, le taux d'adhésion ne cesse d'augmenter passant de 15,9% en 2014 à 26,7% en 2015 et à 28,9% en 2016, soit une augmentation de 2,2% par rapport à 2015. Les GPC comprennent l'intérêt d'améliorer constamment les services qu'ils rendent aux membres et aux non membres. La plupart de ces GPC ont en effet ouvert des boutiques d'intrants qui accordent des crédits aux membres et essaient de jouer efficacement l'interface entre les producteurs et les IMF en vue du financement de la production et de l'achat des récoltes. Ils luttent ainsi contre les pratiques usuraires auxquelles faisaient face les producteurs désirant acheter des intrants et payer la main d'œuvre de la part des commerçants.

16. Le PAIVA-B ne fait que commencer les activités d'appui à la valorisation du lait avec le recrutement d'un prestataire de services en 2016. En attendant la mise en place des infrastructures et équipements prévus sur le financement additionnel du PAIVA-B, les GPC laitiers encadrés par le projet sont encouragés à continuer d'établir des contrats avec ceux du PRODEFI qui sont en relation avec Modern Dairy Burundi (MDB) afin que ces derniers s'engagent à prendre au moins une partie de leur production journalière de lait. Les GPC laitiers ont intérêt à diversifier les marchés d'écoulement du lait pour ne pas dépendre uniquement d'un seul partenaire en situation de quasi-monopole et d'ouvrir des comptoirs de vente de lait à proximité des Centres de Collecte de Lait (CCL). Il s'avère nécessaire d'accompagner les GPC maïs qui viennent d'être structurés surtout dans la nouvelle zone d'intervention (Bubanza, Cibitoke et Muramvya) au niveau de l'approvisionnement en semences sélectionnées, en semences de maïs hybrides et en engrais subventionnés.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer une stratégie claire de désengagement des provinces Gitega et Karusi et la partager avec les partenaires</li> </ul>	UFCP/Coordonnateur	31 janvier 2017
<ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir la réforme des taureaux âgés et leur remplacement dans le cadre de la CSCB; étudier la faisabilité d'augmentation du nombre de taureaux géniteurs sur les collines dans le cadre de la mise en œuvre de la CSCB</li> </ul>	UFCP/Responsable élevage	Continue

## C. Produits et effets

### Composante 1: Renforcement et protection du capital productif

#### Résultat 1: Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues

17. **Résultat 1.1: Des associations d'usagers de marais (AUM) sont créées et capables de prendre en charge durablement l'entretien et la maintenance des ressources en eau et en terres.** ACORD a organisé des ateliers MARP au niveau des 6 marais en cours d'aménagement à partir d'avril 2016. Il s'agit des marais Nyaminoga-Mwaro, Kinyandobwe et Gakana en commune Rango ainsi que Nyakagezi (aval), Nyandirika et Gasambi, en commune Muhanga de la Province de Kayanza. Une réunion par marais a été organisée pour sensibiliser les usagers sur les activités qui seront entreprises avant, pendant et après aménagement (1123 participants dont 524 femmes). Des comités de suivi des travaux d'aménagement ont été mis sur pied de manière participative. Ils ont été successivement formés sur : (i) leurs rôles et responsabilités (208 participants dont 39 femmes sur 350 invités), (ii) l'approche générale du projet en matière d'aménagement des marais (3548 participants dont 1816 femmes), (iii) les normes de construction des ouvrages hydro-agricoles (210 participants dont 67 femmes sur 350 invités) et, (iv) l'évaluation de la première étape des travaux d'aménagement déjà réalisés et la planification de la suite des travaux (210 participants dont 79 femmes sur 350 invités).

18. ACORD a également formé les relais des AUM des communes Muhanga et Rango de la province de Kayanza sur le planage et la construction des diguettes (650 participants dont 238 femmes sur 650 invités) et recyclé les usagers des anciens marais sur le SRI (700 participants dont 274 femmes sur 700 invités).

19. Grâce à une bonne collaboration entre ACORD et CAPAD, la mission constate avec satisfaction que la dynamique de structuration des groupements pré-coopératives (GPC) en relation étroite avec les AUM initiée en 2015 se poursuit et se généralise. Par le biais des GPC, les membres des groupements de riziculteurs (10 personnes par groupement) demandent et reçoivent des crédits intrants auprès de la FENACOBU qui leur permettent d'augmenter significativement la productivité et la production rizicoles. Néanmoins, *un meilleur suivi de la situation des remboursements de ces crédits intrants par la CAPAD et les agents de crédits s'avère nécessaire* pour éviter des impayés qui amènent la FENACOBU à pénaliser tous les usagers des marais situés dans les communes dont les taux de remboursement sont faibles.

20. ACORD est appelée à proposer les mécanismes à mettre en place en vue de permettre aux groupements de riziculteurs de s'approvisionner à temps par achat en engrais subventionnés auprès des services du MINAGRIE dans le cadre du Programme National de Subvention des Engrais (PNSEB). D'ailleurs, la DPAE a déjà initié à Gitega un approvisionnement groupé en engrais des GPC.

21. La collecte des redevances n'est pas encore tout à fait au point. Elle est facilitée par les communes qui perçoivent une taxe sur les parcelles de marais aménagés et reste problématique dans les autres communes. Des situations paradoxales peuvent même arriver dans un marais se trouvant à cheval entre deux communes dont l'une perçoit la taxe communale et l'autre ne la perçoit pas. Par ailleurs, les usagers n'acceptent pas facilement de s'acquitter des redevances lorsque la récolte n'est pas bonne. Le paiement des redevances dont le montant est variable d'une commune à une autre se fait en espèces alors qu'il pourrait se faire en nature. *Face aux divergences constatées, la mission recommande au PAIVA-B et à ACORD, en concertation avec d'autres projets, de mener une étude sur la perception et la gestion des redevances et d'élaborer un guide pratique de perception et de gestion des redevances.*

22. **Résultat 1.2: Le capital productif des marais est accru et l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau est assurée par les AUM.** *Aménagement et réhabilitation des marais:* Les

marais de 210 ha à aménager sur le financement additionnel ont été identifiés<sup>5</sup> en province de Kayanza. Le rapport provisoire de l'étude de faisabilité de ces marais qui a démarré le 16 août 2016 a été déposé et est en cours d'analyse. Les travaux d'aménagement de 453 ha de marais<sup>6</sup> dans la même province ont démarré le 01/03/2016 pour une période de 5 mois. Ils sont à divers degrés d'avancement au 30/09/2016: Gasambi et Nyandirika (100% et réceptionnés provisoirement), Nyakagezi (67%), Kinyandobwe (68%), Gakana (65,0%) et Nyaminoga-Mwaro (70%). Les marais de Nyakagezi, Kinyandobwe et Gakana accusent des taux d'exécution faibles suite à un approvisionnement irrégulier en ciment et au non-paiement régulier de la main d'œuvre à l'origine de nombreux arrêts des chantiers. Des demandes de prolongation des délais d'un mois suite aux arrêts consécutifs à la présence de cultures ont été introduites et la prolongation a été accordée aux entreprises retardataires. *La mission recommande néanmoins au PAIVA-B d'exiger à l'avenir des entreprises de travaux le respect strict du calendrier d'exécution et de leur appliquer, en cas de défaillance, des pénalités de retard conformément aux dispositions des contrats et du code des marchés publics.*

**23. Des marais endommagés par des inondations:** des pluies torrentielles survenues au début de l'année dans certains marais aménagés et déjà mis en valeur ont provoqué des dégâts à la fois sur les ouvrages et sur les champs de riz. Moyennant l'appui de l'administration locale au niveau de la sensibilisation et la participation des usagers, le projet a effectué les premiers travaux de réparation pour rétablir le fonctionnement des réseaux d'irrigation et de drainage. Pour réaliser les gros travaux de réparation des ouvrages et des canaux dans ces marais, un travail d'inventaire des besoins a été réalisé. Un dossier technique d'exécution des travaux de réhabilitation de ces marais (devis et plans) a été élaboré par les équipes du projet qui compte réaliser les travaux en régie moyennant la non objection du FIDA qui a lui été accordée le 04 octobre 2016. Le suivi de ces travaux sera assuré par les Unités de Facilitation et de Coordination Régionales (UFCR). *La mission recommande au projet de faire diligence pour que ces travaux démarrent dans les meilleurs délais en vue de permettre aux usagers de ces marais de bénéficier pleinement de l'eau d'irrigation pendant la prochaine saison rizicole.*

24. Par ailleurs, comme le projet va bientôt se désengager de l'ancienne zone d'action (provinces Gitega et Karusi) et qu'il va transférer tous les investissements hydro-agricoles aux usagers, il serait indiqué que le projet fasse un inventaire exhaustif de tous les ouvrages défectueux dans les marais aménagés et réhabilités dans cette zone et de procéder, en fonction de ses disponibilités financières, à la réparation et à la consolidation de ces ouvrages avant leur transfert effectif.

25. Dans le cadre de l'entretien des marais, le projet a doté les AUM des communes Muhanga et Rango de matériel d'entretien des anciens et nouveaux marais constitué de 560 brouettes, 1600 pelles, 1700 machettes, 1600 coupe-coupe et 5200 cordes.

**26. Visites d'échanges d'expérience:** au mois d'août 2016, 2 visites d'échanges d'expériences ont été effectuées en province de Karusi au bénéfice de 30 membres des comités des AUM et encadreurs de la province Kayanza dont 8 femmes. Le but poursuivi est d'apprendre les stratégies de gestion de l'eau, d'entretien et de maintenance des ouvrages hydro-agricoles, de les expliquer aux autres usagers des marais de leurs communes et de les mettre en application à leur tour.

**27. L'appui au développement des cultures vivrières:** L'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) qui a signé de nouveau une convention de collaboration avec le projet a assuré, sur la base d'un manuel de formation et d'une fiche technique, la formation d'un premier groupe d'agri-éleveurs de la commune Bukinanyana de la province de Cibitoke (300 participants dont 124 femmes) sur la technique de compostage à l'air libre. Cette technique qui facilite l'approvisionnement du compost dans les parcelles éloignées des habitations est très appréciée. Elle exige beaucoup de main d'œuvre pour la collecte de la matière première, ce qui est à la base d'un faible degré d'adoption malgré l'impact du compost sur l'augmentation de la production..

---

<sup>5</sup> Il s'agit pour la commune de Muhanga des marais de Rugamba (60 ha) et Kamena (50 ha) et pour la commune de Rango des marais de Nyarubanda-amont (50 ha) et Nyandobwe aval (50 ha).

<sup>6</sup> Il s'agit pour la commune de Muhanga des marais de Gasambi (50,84 ha), Nyandirika (105,35 ha) et Nyakagezi (89,92 ha), pour la commune de Rango des marais de Kinyandobwe (81,67 ha), Gakana 38,03 ha) et Nyaminoga-Mwaro (78,26 ha).

28. En outre, 13 750 rejets de bananiers, essentiellement de variétés PHIA17 et PHIA23, d'une commande de 2015 ont été distribués dans les communes de Mutaho (5000 rejets pour 300 bénéficiaires) en province de Gitega, Muhanga (2750 rejets pour 138 bénéficiaires) et Rango (6000 rejets pour 250 bénéficiaires) en province de Kayanza. Le projet prévoit la distribution de 53 000 rejets de bananiers dans les provinces de Gitega, Kayanza, Cibitoke et Bubanza au mois d'octobre 2016.

29. **La production des plants et le reboisement:** Au cours de la campagne sylvicole 2015-2016, sur 3 186 850 plants prévus, 2 850 709 plants (89,5%) dont 1 739 670 plants de *Calliandra, sp* (61;03 %) ont été produits. Sur les 2 850 709 plants produits; 2 579 754 plants (90,5%) ont été distribués. Dans le cadre des boisements communautaires une partie de ces plants (98 940 plants) ont été mis en place sur 7 collines de la commune Rango formant le BV des marais de Nyarubanda amont, Nyamwondo et Nzarazangwe.

30. Le projet prévoit la production de 2 080 000 plants principalement d'Eucalyptus pour le reboisement des crêtes dénudées dans les communes des provinces de Muramvya (Bukeye, Muramvya, Rutegama), Bubanza (Musigati, Rugazi) et Cibitoke (Bukinanyana). Ainsi ACORD a conduit des séances MARP d'information des populations sur les pépinières (3 921 participants dont 1 304 femmes) et de formation des membres des pépiniéristes producteurs de plants forestiers des provinces Bubanza et Muramvya (sur l'organisation des travaux en pépinières, sur les différentes étapes de production de plants ainsi que les échéances à respecter pour les différents travaux (158 participants dont 56 femmes)). Les principales contraintes rencontrées portent sur le manque de perches pour les ombrières surtout dans la commune de Bukeye qui a provisoirement donné l'autorisation à un privé d'installer des plantations de thé dans les boisements communaux ou domaniaux dans lesquels les pépiniéristes pouvaient prélever ces perches.

31. D'après les données disponibles au projet, 1 156,16 ha de boisements ont été installés par le projet sur les terrains communaux situés sur 44 collines des Provinces Cibitoke (commune Bukinanyana), Gitega (communes Bugendana et Mutaho), Karusi (commune Bugenyuzi) et Kayanza (commune Muhanga et Rango). Le travail d'inventaire et de localisation géo spatiale prévu a été suspendu suite aux directives de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire. *La mission recommande au PAIVA-B de revoir les termes de référence en concertation avec cette direction générale afin de réaliser cette étude indispensable avant le transfert aux communes concernées et, sur la base de procès-verbaux, les boisements installés pour qu'elles assurent leur entretien et leur exploitation rationnelle.*

32. **La protection des bassins versants (BV):** en vue d'appuyer les communes dans la mise en œuvre du protocole du gouvernement en matière de lutte antiérosive, le projet a prévu l'achat du matériel (1 300 houes, 2 600 pelles, 2600 pioches, 210 double décimètre, 210 imperméables, 210 paires de bottines, 210 écritoirs et 210 triangles à pente) pour les communes des provinces Bubanza, Cibitoke et Muramvya. Le marché pour la fourniture de ce matériel a été attribué à deux fournisseurs et la réception d'une partie de ce matériel (triangles à pente) a déjà été effectuée le 29 octobre 2016. En outre, le projet a attribué à un bureau d'études le marché d'élaboration des plans d'aménagement de 9 BV des provinces Kayanza (7) et Muramvya (2). L'ordre de service de démarrer les études a été donné le 16 août 2016 pour une durée de 90 jours. La protection intégrale des BV éloignés à la base de l'inondation des marais aménagés est souhaitable mais les moyens financiers des projets sont limités et elle ne pourrait être envisagée que dans le cadre du programme national de lutte antiérosive moyennant, dans la mesure du possible, l'appui aux communes en équipements par les projets.

33. Au niveau de l'aménagement des BV, il est prévu de réaliser des travaux de protection des BV de Nyaminoga-Mwaro, Kinyandobwe et Nzarazangwe (Commune Rango) sur 1600 ha. Les travaux de piquetage viennent de débuter avec le mois d'octobre 2016 car le projet a dû attendre l'autorisation du MINAGRIE. Le processus d'acquisition de 5 085 000 éclats de souche est en cours au niveau de l'UFCR Nord.

34. La mission apprécie la flexibilité du MINAGRIE et des provinces par rapport aux modalités d'application du nouveau protocole national de lutte antiérosive qui permet exceptionnellement aux

projets financés par le FIDA de rémunérer la main d'œuvre de creusement et de végétalisation des fossés antiérosifs sur la base de quatre sur six jours travaillés par semaine.

35. Dans le cadre des activités en rapport avec l'adaptation au changement climatique, un appel d'offres international pour la fourniture des équipements de l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU) dont des stations hydrométéorologiques a été lancé et le marché a déjà été attribué. Les activités d'appui à l'apiculture ont commencé par la formation de 120 apiculteurs; l'élaboration et la publication d'un DAO pour la fourniture des équipements apicoles et la formation sur la fabrication des foyers améliorés en faveur de 80 personnes des provinces Bubanza et Cibitoke.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mener une étude sur la perception et la gestion des redevances et d'élaborer un guide pratique de perception et de gestion des redevances</li> </ul>	UFCP/PAIVA-B/Autres projets	15 avril 2017
<ul style="list-style-type: none"> <li>Exiger à l'avenir des entreprises de travaux le respect strict du calendrier d'exécution et de leur appliquer, en cas de défaillance, des pénalités de retard conformément aux dispositions des contrats et du code des marchés publics</li> </ul>	UFCP/PAIVA-B	Continue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire diligence pour que les travaux de remise en état des marais inondés démarrent dans les meilleurs délais en vue de permettre aux usagers de ces marais de bénéficier pleinement de l'eau d'irrigation pendant la prochaine saison rizicole</li> </ul>	UFCP/PAIVA-B	Immédiatement
<ul style="list-style-type: none"> <li>Revoir en concertation avec la direction générale de l'aménagement, les termes de référence de l'étude sur la géo-localisation des boisements installés sur les terrains communaux afin de réaliser cette étude avant le transfert aux communes concernées, sur la base de procès-verbaux</li> </ul>	Responsable aménagement PAIVA-B	28 février 2017

36. **Résultat 1.3: la production sur les bassins versants et dans les marais est durablement améliorée par des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux: Ciblage et préparation des bénéficiaires.** En 2016, cette activité a porté sur 963 futurs bénéficiaires de bovins<sup>7</sup> des provinces Bubanza, Muramvya et Cibitoke. Au mois d'avril, 439 personnes ciblées de la province de Bubanza ont été formées sur l'élevage des bovins avec des séances pratiques comme la prise de température à l'aide des thermomètres numériques, le déparasitage par l'aspersion et l'hygiène des étables. Le ciblage des futurs bénéficiaires de bovins de 2017 est en cours dans les provinces Bubanza, Cibitoke, Kayanza et Muramvya. *La mission ne voit pas d'inconvénient à ce que, dans la commune de Muhanga, 30 bovins qui n'ont pas pu trouver de preneurs sur les 8 collines ciblées soient distribués sur la colline Gishibuka située sur le même BV de Rugamba attendant au marais de Rugamba qui sera aménagé en 2017.*

37. **Distribution des boutures et semences fourragères et production des plants de Calliandra, sp:** au total, 3 852 000 boutures de Trypsacum ou de Pennisetum ont été distribuées à 963 futurs bénéficiaires de bovins à raison de 4000 boutures par personne. En outre, 880 kg de semences de Mucuna ont été distribués à 440 futurs bénéficiaires de bovins de la Province de Bubanza (2 kg par personne) mais leur pouvoir germinatif estimé en moyenne à 13% s'est révélé trop faible. Le projet compte redistribuer de nouvelles semences de Mucuna dans les provinces de Bubanza, Cibitoke et Muramvya et exiger que les DPAE fassent des tests de germination avant leur réception. Sur 1 926 000 plants de *Calliandra, sp* à produire en pépinières aménagées par les bénéficiaires de bovins, 1 643 218 sachets (85%) étaient déjà remplis au 30/09/2016. La mission apprécie la nouvelle approche adoptée par le projet de produire uniquement, dans un premier temps, des plants de *Calliandra, sp* en vue d'améliorer rapidement l'alimentation des bovins par des légumineuses. Les groupements de pépiniéristes avaient tendance à privilégier les plants d'eucalyptus au détriment du *Calliandra, sp*. Malgré les efforts consentis, l'alimentation des bovins est une contrainte surtout pendant la saison sèche. *La mission appuie le souhait du projet de procéder à l'introduction de la culture du Desmodium (7 à 10 ares par ménage). Le Desmodium produit une grande biomasse, s'adapte à beaucoup d'écosystèmes et est fanable. Les semences de Desmodium sont disponibles à l'ISABU. La mission recommande d'introduire la technique de fânage dans les CEP Elevage.*

<sup>7</sup> Dont 844 hommes et 119 femmes.

38. La mission soutient et encourage la généralisation des cultures fourragères même dans les exploitations des ménages non bénéficiaires d'animaux. Il s'agit d'une opportunité pour eux de protéger les sols contre l'érosion et d'avoir du lait en faisant le troc entre le lait et les cultures fourragères ou d'avoir des revenus grâce à la vente, contre espèces, des cultures fourragères auprès des éleveurs.

39. **Une étude sur le système d'alimentation des bovins:** le projet a commandité en 2015 une étude sur le système d'alimentation des bovins qui a notamment proposé un plan de rationnement des bovins et insisté sur la notion de fanage. *La mission recommande au PAIVA-B et à tous les projets de vulgariser ce plan de rationnement des bovins et de mettre en application toutes les recommandations de cette étude.*

40. **Le remboursement du ciment pour la construction des étables:** La mission apprécie le fait que le projet ait exigé des bénéficiaires le remboursent du ciment en nature (six sacs) pour éviter les problèmes liés aux fréquentes variations des prix des différents produits sur les marchés. Le remboursement du ciment ne semble pas poser de problèmes particuliers au niveau des bénéficiaires de bovins de premier et de deuxième rang. Mais il est très problématique au niveau des bénéficiaires de bovins de troisième rang et au-delà. Les retards dans le remboursement du ciment se répercutent sur le rythme de restitution/transfert des veaux sevrés. Cette situation est imputable au relâchement dans le suivi de la chaîne de solidarité communautaire bovine (CSCB) et du remboursement du ciment au niveau des bénéficiaires de troisième génération et suivante. *La mission recommande aux DPAE d'assurer, en collaboration avec l'administration, un meilleur suivi de la CSCB à tous les niveaux pour qu'elle ne s'interrompe pas tant pour les veaux sevrés que pour le ciment.*

41. **Distribution des bovins et des kits d'accompagnement bovins:** au cours de cette année, le projet a distribué dans les communes Musigati et Rugazi de la province de Bubanza un premier lot de 440 bovins 3/4 frisonne dont 400 génisses importées d'Ouganda et 40 taureaux géniteurs achetés localement. Le processus de passation des marchés pour l'acquisition d'un 2<sup>ème</sup> lot de 523 bovins à distribuer en Novembre-Décembre 2016 dans les provinces de Cibitoke et Muramvya est en voie d'aboutir. Les génisses importées sont fort appréciées par les bénéficiaires et parmi les génisses gestantes distribuées en date du 5 octobre 2016, certaines ont déjà mis bas. Un kit d'accompagnement bovin constitué de matériel et produits vétérinaires, de pompes d'aspersion et de blocs à lécher a été remis à chaque bénéficiaire.

42. **Recrutement, formation et équipement des ACSA et des Techniciens Vétérinaires Communaux (TVC):** 28 jeunes des provinces de Bubanza et Muramvya<sup>8</sup> ont été recrutés en qualité d'ACSA à raison de 2 par colline. La formation a été organisée en faveur de 16 ACSA de Bubanza. Elle est programmée en octobre 2016 pour ceux de Muramvya. Les 8 ACSA titulaires des communes Musigati (6) et Rugazi (2) ont reçu chacun un kit individuel de médicaments vétérinaires et d'autres matériels. Le travail des ACSA a permis d'éviter ou de réduire sensiblement les taux de mortalité généralement observés juste après la réception des bovins. En outre, le projet a doté les TVC des communes Musigati, Rugazi et Muramvya de trousse vétérinaires.

43. **La professionnalisation des ACSA mérite d'être renforcée:** en collaboration avec les DPAE, le projet devra continuer à sensibiliser les récents éleveurs de Bubanza pour que les ACSA opèrent comme des privés payés pour les actes qu'ils posent sur les animaux et pour les médicaments vétérinaires qu'ils utilisent. *La mission recommande que chaque éleveur dispose de fiches ou de carnets de suivi de l'état sanitaire des bovins et des productions journalières de lait.* Les températures ou toute intervention des ACSA ou des TVC et les productions journalières de lait doivent être systématiquement enregistrées sur ces fiches ou dans ces carnets de suivi.

44. **L'insémination artificielle:** Le PAIVA-B ne dispose pas de fonds pour l'insémination artificielle (IA) pourtant indispensable à l'amélioration génétique des bovins et à l'insémination des vaches qui ne rencontrent pas de taureaux géniteurs. En effet, l'effectif de ces derniers est insuffisant et la plupart d'entre eux sont déjà vieux dans l'ancienne zone d'action (provinces Gitega et Karusi). Le PRODEFI et le PNSADR-IM devraient appuyer le projet au niveau de l'IA notamment en créant dans

---

<sup>8</sup> Dont 12 dans la commune de Musigati et 4 dans la commune de Rugazi de la Province de .Bubanza et 12 de la Commune Muramvya en Province de Muramvya. Il s'agit chaque fois d'un titulaire et d'un suppléant par colline.

sa zone des pôles d'IA. En 2016, le projet a pu organiser les activités de synchro-insémination sur 167 vaches<sup>9</sup> dans la province de Kayanza. *La mission recommande au PAIVA-B: (i) d'entrer en contact avec le PRODEFI et le PNSADR-IM pour qu'ils étendent leurs activités d'IA dans la zone d'action du PAIVA-B, et (ii) de sélectionner les taurillons de très bon gabarit issus des vaches distribuées par le PAIVA-B et le PRODEFI et de les transformer en taureaux géniteurs sur d'autres collines.*

**45. Les champs écoles producteurs (CEP) élevage:** faute d'un cadre directement en charge de cette activité et du débordement du consultant responsable de l'élevage, le projet n'a installé aucun CEP élevage en 2016. Les 35 CEP créés dans les provinces Kayanza et Cibitoke n'ont pas encore bénéficié de nombreuses formations. La mission appuie le souhait du projet de contracter un consultant chargé des CEP élevage, ceci en attendant la pleine opérationnalisation des Unités de Facilitation et de Coordination Régionales (UFCR) en cours et d'étendre de 12 mois le fonctionnement des activités de 35 CEP élevage installés dans l'ancienne zone d'intervention (Gitega et Karusi). L'amélioration de l'alimentation des bovins et la mise en application du plan de rationnement proposé par l'étude des systèmes d'alimentation des bovins ainsi que les techniques de fânage devront faire partie des thèmes prioritaires des CEP élevage.

**46. Evolution positive de la CSCB:** à la fin Septembre 2016, l'effectif global s'élève à 7 190 bovins contre 6 103 à fin Décembre 2015, soit un accroissement de 15,11% dont 6,6% de nouvelles distributions (476 bovins) et 8,5% de bovins issus de la CSCB (611 bovins). Au cours de la même année, le projet a enregistré 900 naissances (dont 551 veaux femelles et 349 veaux mâles), 172 décès d'animaux jeunes (80) et adultes (92) et 118 ventes (dont 51 vaches et 67 taureaux). Il est heureux de constater que les décès de bovins sont de plus en plus maîtrisés probablement à cause d'une bonne sélection des génisses en Ouganda, et de l'amélioration de l'alimentation et des soins vétérinaires. Les ventes de bovins montrent que la majorité des éleveurs ne sont capables d'élever et de bien alimenter qu'entre deux et trois bovins adultes. Ils vendent les bovins en surnombre et obtiennent ainsi des recettes leur permettant de subvenir à d'autres besoins familiaux ou de réaliser d'autres investissements. La Province de Kayanza demande au projet de distribuer dans la commune de Kabarore située en dehors de la zone d'action du projet et déjà équipée en centre de collecte du lait par un autre partenaire un certain effectif de bovins initialement destinés aux communes de Muhanga et de Rango desservies par le PAIVA-B et le PRODEFI. Cette requête mérite d'être examinée sur la base de données chiffrées et de la répartition géo-spatiale des bovins. Les éléments d'analyse de cette demande seront préparés par les deux projets et présentés au bureau de représentation du FIDA pour non objection. Quant à elle la commune de Muruta nécessite l'installation d'un centre de collecte de lait.

**47. Production laitière:** comme les années précédentes, le projet renseigne que la production moyenne d'une vache est de 5 litres de lait par jour sans compter le lait donné au veau. Cette moyenne journalière oscillerait entre 4,3 litres de lait en commune de Mutaho (Gitega) et 5,7 litres en commune de Mabayi. Le lait est vendu par les éleveurs en moyenne à 600 FBU le litre surtout dans les communes où des centres de collecte de lait (CCL) installés par d'autres projets comme le PRODEFI ou le PARSE ont conclu des conventions de collaboration avec des privés opérant dans le secteur de la transformation du lait comme l'Unité UHT MDB<sup>10</sup> de Bujumbura. Ces privés s'approvisionnent en lait auprès de ces CCL et acceptent souvent de payer le lait réceptionné une fois les 15 jours à raison de 650-670 FBU le litre. Cette situation de quasi-monopole n'est pas sans présenter de réels risques. Lorsque le privé rencontre des problèmes (panne de machines ou des moyens de transport, insuffisance de liquidité, manque de marché d'écoulement), il suspend l'approvisionnement en lait (cas du CCL de Bugendana) et le CCL suspend la réception du lait des éleveurs. *La mission recommande au PAIVA-B et aux autres projets de diversifier les partenariats et les marchés d'écoulement du lait (ouverture de comptoirs de vente, conventions avec d'autres privés) pour ne pas dépendre d'un seul partenaire, si fiable soit-il.*

**48.** Par ailleurs, la production moyenne de lait renseignée par le projet n'augmente pas sensiblement à cause de la persistance de la problématique d'alimentation des vaches laitières surtout en saison sèche et d'un système de collecte des données sur la production et la vente du lait par les ACSA peu

<sup>9</sup> Dont 77 dans la commune Rango et 90 dans Muhanga.

<sup>10</sup> Modern Dairy de Bujumbura.

fiable. *La mission recommande au PAIVA-B de mener deux petites enquêtes sur la quantité moyenne de lait produite par les vaches distribuées par le projet, une première enquête à conduire au cours de la saison des pluies et une deuxième enquête à conduire au cours de la saison sèche.*

49. **Effets et impacts des bovins sur les bénéficiaires:** au cours de la mission, les ménages bénéficiaires visités ont exprimé leur grande satisfaction en rapport avec les effets et impacts des bovins sur l'amélioration de leurs conditions de vie. La plupart des ménages ont signalé: (i) une augmentation substantielle de la production vivrière des cultures comme la banane, le maïs, le haricot, les légumes et même le manioc qui a fait passer les repas journaliers de 1 à 2 et même parfois à 3 et qui entraîne l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus par la vente des surplus agricoles, (ii) la consommation du lait par les membres du ménage et par les voisins, (iii) l'augmentation des revenus entraînée par la vente du lait, (iv) le paiement des frais scolaires des enfants et des soins de santé, (v) l'achat de terrains, (vi) la réhabilitation des maisons d'habitation et, (vii) l'achat des moyens de déplacement et de communication etc. *Néanmoins, comme les missions antérieures, la mission recommande au PAIVA-B de former les éleveurs sur l'établissement des comptes d'exploitation des bovins et de les sensibiliser sur la tenue correcte des registres des comptes d'exploitation.* C'est de cette manière seulement que l'on peut calculer les dépenses effectuées, les recettes enregistrées et le résultat de l'élevage des bovins.

50. Dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, le projet a facilité la mise en place de 11 GPC apicoles dans la commune de Rugazi de la province de Bubanza qui dispose d'une fédération des apiculteurs de Bubanza dénommée "FABU". Le processus de passation du marché d'acquisition des équipements apicoles (USD 102 840) est suffisamment avancé.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Vulgariser le plan de rationnement/alimentation des bovins et mettre en application toutes les recommandations de l'étude sur les systèmes d'alimentation des bovins.</li> </ul>	UFCP/Responsable Elevage	Continue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Recruter un consultant pour la mise en place des CEP Elevage</li> </ul>	UFCP Continue	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Entrer en contact avec le PRODEFI et le PNSADR-IM pour qu'ils étendent leurs activités d'IA dans la zone d'action du PAIVA-B, et sélectionner les taurillons de très bon gabarit issus des vaches distribuées par le PAIVA-B et le PRODEFI et de les transformer en taureaux géniteurs sur d'autres collines</li> </ul>	UFCP/ Coordonnateur et Responsable Elevage	31 mars 2017
<ul style="list-style-type: none"> <li>Diversifier les partenariats et les marchés d'écoulement du lait (ouverture de comptoirs de vente, conventions avec d'autres privés) pour ne pas dépendre d'un seul partenaire, si fiable soit-il.</li> </ul>	PAIVA-B/OPP/Tous les Projets	Dès maintenant et continue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Former les éleveurs sur l'établissement des comptes d'exploitation des bovins et les sensibiliser sur la tenue correcte des registres des comptes d'exploitation</li> </ul>	UFCP/ACORD/Responsable Elevage	31 mai 2017

51. **Résultat 1.4: la production de riz dans les marais est augmentée de façon constante et durable (SRI).** La formation des usagers des marais sur le SRI: au début de la saison 2016 A/B, cette formation a été organisée dans tous les marais aménagés par le projet (11 dans la province de Karusi, 5 dans la province de Gitega et 7 dans la province de Kayanza) à l'intention de tous les usagers des marais.

52. En partenariat avec ACORD, le projet a poursuivi la sensibilisation des usagers des marais aménagés sur la mise en valeur de leurs parcelles sous forme de SRI. Une évolution positive de l'adoption du SRI et des rendements du riz a été observée chez les riziculteurs des provinces Gitega, Karusi et Kayanza qui ont pratiqué le SRI sur 377 ha avec une production de 1688,4 T de paddy et un rendement moyen de 4,5 T/ha au cours de la saison rizicole 2015 C et sur 1183,9 ha avec une production de 4 224,6 T et un rendement moyen de 4 T/ha au cours de la saison 2016 A/B. Les rendements moyens varient en général de 2,5 à 5,5 T de paddy/ha. *La mission recommande à*



*ACORD de poursuivre la sensibilisation des usagers des marais aménagés afin qu'ils pratiquent sans exception le SRI en ayant préalablement plané leurs parcelles, en utilisant les semences certifiées et en appliquant les intrants obtenus en totalité ou en partie grâce aux crédits intrants leur octroyés par la FENACOBU. Il est important de noter qu'une grande partie de la production est actuellement achetée et stockée par les GPC grâce aux crédits commerciaux leur octroyés par la FENACOBU.*

53. Le projet a publié un avis d'appel d'offres pour le recrutement d'un consultant qui réalisera une étude de la rentabilité technique, économique et financière de tous les marais situés dans les provinces de Gitega, Karusi et Kayanza dans le but d'évaluer leur valeur ajoutée sur l'amélioration des revenus des usagers. L'ouverture des offres a eu lieu le 30/09/2016 et l'analyse de ces offres est en cours. L'étude démarrera au mois d'octobre 2016 pour une durée de 45 jours. Les résultats de cette étude devraient éclairer le projet et les usagers sur les actions concrètes à mener en vue d'améliorer la rentabilité technico-économique des investissements hydro-agricoles.

**54. La mise en place, le suivi et l'évaluation des Champs Ecoles Producteurs (CEP) vivriers:** au 30 septembre 2016, 58 CEP (100% des prévisions de 2016) ont été mis en place, dont 26 CEP sur le haricot volubile (comparaison de la variété locale et de la variété Musirimu acquise à l'ISABU), au cours de la saison 2016 B et 32 CEP sur le riz (comparaison de trois variétés: Facagro, V 662 et V 564). Les 32 CEP rizicoles ont démarré leurs activités au cours de la saison 2016 C (juillet 2016) dans les provinces de Karusi et Kayanza. La mise en place des 58 CEP passe par les étapes suivantes: (i) la formation des facilitateurs internes en janvier 2016 pour les 26 CEP de colline de 2016 A/B (52 participants, dont 20 femmes) et en juillet 2016 pour les 32 CEP riz de 2016C (66 participants dont 34 femmes), (ii) l'approvisionnement en intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires) et des kits de fournitures d'apprentissage, (iii) la formation sur le suivi des CEP en février 2016 pour les 26 CEP de colline de 2016 A/B et en août 2016 pour les 32 CEP riz et (iv) l'organisation des missions de terrain pour le suivi et l'encadrement des CEP.

55. Pour les 26 CEP de colline, les semences de l'ISABU produisent plus du triple par rapport à la variété locale qui a beaucoup dégénéré. L'évaluation des rendements du haricot volubile (var. MUSIRIMU) a donné les résultats suivants: (i) inférieurs à 1T/ha pour 4 CEP (15,83%), (ii) entre 1 et 1,5 T/ha pour 6 CEP (23,08%), (iii) entre 1,5 et 2T/ ha pour 7 CEP (26,92%) et, (iv) entre 2 et 2,5 T/ ha pour 4 CEP (15,83%) et entre 2,5 et 3 T/ha pour 5 CEP (19,24%). *La mission recommande au PAIVA-B de s'assurer constamment que toutes les données concernant les antécédents cultureux, les intrants, la main d'œuvre, les observations faites dans le champ, la production (quantité et qualité) soient systématiquement enregistrées dans un carnet ou une fiche de suivi.* Lors de la supervision ou d'autres visites, le président et les membres des comités CEP liront les différentes données du CEP dans le carnet ou la fiche de suivi et éviteront de se fier à leur mémoire.

56. Les visites de suivi de l'utilisation des fonds d'appui pour les AGR par les CEP bénéficiaires effectuées de mars à juin 2016 ont montré que la gestion de ces fonds mérite un suivi particulier dans la mesure où: (i) seuls 75% des CEP gèrent correctement ces fonds, et (ii) une grande partie de ces fonds sert à la location de petites parcelles sur une durée moyenne (de 2 à 3 ans) dont la mise en valeur s'avère difficilement rentable, et (iii) la gestion de ces fonds est parfois laissée au trésorier qui ne rend pas toujours compte aux autres membres du comité CEP.

**57. L'appui à la production des semences de riz** passe par l'ISABU. Ce dernier a identifié et formé les groupements de multiplicateurs de semences au cours de la saison rizicole 2016 A/B pour les semences de base et pour les semences certifiées. Et 8,890 T de semences de base ont été produites sur 199 ares (4,5 T/ha) contre 17,270 T de semences certifiées par l'ONCCS sur 483,5 ares (3,6T/ha). Une partie des semences produites (20,519 T sur 607,5 ares, soit 3,4 T/ ha) n'a pas été certifiée par l'ONCCS suite à une forte attaque de la piriculariose qui n'a pas été traitée à temps. Ces semences non certifiées seront décortiquées et vendues comme du riz blanc. Les semences produites sont écoulées dans les marais du PAIVA-B et du PRODEFI.

58. Les groupements continuent à produire des quantités de semences de base et certifiées de riz parfois supérieures aux besoins exprimés et courent un risque de ne pas les écouler comme semences mais comme du paddy ordinaire. *La mission recommande à l'ISABU d'améliorer le suivi de la production des semences afin que l'ONCCS certifie toute la récolte obtenue et que la quantité produite corresponde aux besoins réels recensés dans et en dehors de la zone du projet.* Il convient

de noter qu'après la vente, les groupements constituent obligatoirement une épargne minimale d'au moins 30% des recettes. Un montant d'environ 5 millions de FBU se trouve déjà sur les comptes de 12 groupements. Il faudra bien veiller à la bonne gestion de ces fonds destinés à assurer la pérennisation des activités de multiplication des semences après l'achèvement du projet.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<ul style="list-style-type: none"> <li>S'assurer constamment que toutes les données concernant les antécédents cultureux, les intrants, la main d'œuvre, les observations faites dans le champ, la production (quantité et qualité) soient systématiquement enregistrées dans un carnet ou une fiche de suivi</li> </ul>	ACORD/RIA	Continue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer le suivi de la production des semences afin que l'ONCCS certifie toute la récolte obtenue et que la quantité produite corresponde aux besoins réels recensés dans et en dehors de la zone du projet.</li> </ul>	ISABU/RIA	Continue

**59. Résultat 1.5: des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement.** ACORD a formé 25 encadreurs sur différents thèmes, 270 membres des CDC dont 85 femmes sur la planification, le suivi, la supervision l'audit/rapportage, le leadership communautaire, la gouvernance locale, le ciblage, le suivi et la gestion de la chaîne de solidarité communautaire bovine (CSCB). Elle a organisé des sessions de recyclage en faveur de 160 membres des CDC dont 38 femmes sur le ciblage, le suivi, la supervision et le conseil et une visite d'échange à Karusi en faveur de 25 membres des CDC et techniciens ressortissant des nouvelles provinces Bubanza et Muramvya. Elle a aussi organisé d'autres formations des représentants des services techniques et de l'administration communale dans la conduite du ciblage, la supervision et l'évaluation de la CSCB (50 participants dont 3 femmes) et des ACSA et des moniteurs collinaires sur le suivi et le conseil (75 participants dont 12 femmes).

60. La stratégie de ciblage participatif des groupes cibles a été mise au point par ACORD et met en avant la transparence et les groupes cibles du FIDA constitués des groupes les plus pauvres. Elle est de plus en plus maîtrisée grâce à la collaboration du projet avec les services techniques; les bénéficiaires et l'administration locale. Le projet prend en compte les aspects de genre en encourageant notamment une grande représentativité des femmes (40%) au sein des comités des structures locales, des activités allégeant la pénibilité du travail des femmes et des groupes de caution solidaire. L'activité de Sensibilisation, d'information, d'éducation, communication (IEC) des adultes à l'approche genre, préventions des conflits, code de la famille, etc. (104 collines) a été réalisée à 65,2% au 30 septembre 2016, ce qui laisse présager un taux d'exécution à la fin de l'année de 90%. La proportion des membres femmes dans les coopératives s'élève à 30%.

61. En rapport avec la planification annuelle et l'évaluation trimestrielle/semestrielle, ACORD a organisé différentes activités: (i) 10 ateliers d'auto-évaluation 2015 et de planification des premier et deuxième semestres 2016 respectivement à raison de 263 participants dont 60 femmes et 358 participants dont 912 femmes, (ii) deux ateliers provinciaux de lancement des activités en provinces de Bubanza et Muramvya (94 participants dont 16 femmes), (iii) des ateliers de lancement des activités du projet dans 5 communes des provinces Bubanza et Muramvya (154 participants dont 26 femmes) et (iv) des ateliers de sensibilisation sur les BV dans les deux provinces précitées (5 843 participants dont 2 366 femmes).

62. Les activités réalisées en partenariat avec les centres de développement communautaire et familial (CDFC). Les séances d'alphabétisation fonctionnelles pour l'année 2016 sont organisées dans 86 centres répartis sur toute la zone d'action du projet. Sur un effectif de 2 765 personnes adultes inscrites dont 1 286 femmes, 1978 (71,5%) dont 1311 femmes ont réussi les cours d'alphabétisation. La post alphabétisation se poursuit toujours en faveur des personnes alphabétisées de la session précédente pour consolider les connaissances acquises.

63. La structuration et le financement des groupements de caution solidaire. Le travail de structuration des groupements de caution solidaire (GCS) pour leur permettre d'obtenir des microcrédits (4 cycles) auprès des IMF et d'initier des activités génératrices de revenus se poursuit.

Ainsi, le rapport d'étape renseigne que 61 GCS ont bénéficié de 43 269 000 FBU de crédits de premier cycle et que 39 GCS ont bénéficié de crédits de 87 894 000 FBU de deuxième, troisième et quatrième cycle. Les GCS qui doivent être issus de l'alphabétisation ne sont pas encore structurés dans les provinces de Bubanza et Muramvya. A Cibitoke, la FENACOBUR n'a pas encore démarré le financement de GCS. A Karusi, à cause des retards de remboursement, aucun GCS nouveau n'a été financé alors qu'une réunion tenue en juillet avait conclu au démarrage rapide de l'opération.

64. *L'appui à la réduction de la pénibilité du travail de la femme*: sur 250 foyers améliorés prévus, 250 (100%) ont été installés. Sur 140 collecteurs des eaux de pluie prévus, 140 (100%) ont été installés et sur 250 kitchen garden prévus, 140 ont été installés (100%). Il faudra sans doute revoir les prévisions à la hausse.

65. **Résultat 1.6: la sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers.** Le projet a équipé les services fonciers communaux (SFC) en formulaires de procès-verbaux de reconnaissance collinaires et de certificats fonciers (CF) et a formé les commissions de reconnaissance collinaires (CRC) et d'autres intervenants. L'établissement des contrats d'appui à la subvention au fonctionnement des SFC de Gitaramuka, Bugenyuzi, Mutaho, Bugendana, Muhanga et Rango a été facilité par le consultant foncier. La contribution de la commune oscille entre 20% et 30%. Pour 2016, des normes de performance ont été fixées pour chaque SFC: (i) 1200 CF pour le SFC de Rango; (ii) 1600 CFC pour les SFC de Gitaramuka, Mutaho, Bugendana et Muhanga et, (iii) 1760 SFC pour celui de Bugenyuzi. L'état d'avancement de la production et de la délivrance des CF par les SFC se présente de la manière suivante au 30 septembre 2016.

Communes	Prév. 2016	Demandes			RCCE	Certificats produits				Certificats délivrés			Superficie Sécurisée
		H	F	T		H	F	T	%	H	F	T	
Gitaramuka	1 600	734	44	778	891	464	32	496	31,1	774	47	821	311,2
Bugendana	1 600	243	30	273	433	723	62	785	49,1	408	29	437	193,8
Mutaho	1 600	349	25	374	365	423	40	463	28,9	377	52	429	219,9
Bugenyuzi	1 760	1 147	73	1 220	1 557	920	28	948	53,9	457	17	474	353,3
Muhanga	1 600	918	43	961	1 043	676	35	711	44,4	456	31	487	243,2
Rango	1 200	418	27	445	339	324	33	357	29,8	295	28	323	183,8
<b>Total</b>	<b>9 360</b>	<b>3 809</b>	<b>242</b>	<b>4 051</b>	<b>4 628</b>	<b>3 530</b>	<b>230</b>	<b>3 760</b>	<b>40,2</b>	<b>2 767</b>	<b>204</b>	<b>2 971</b>	<b>1505,2</b>

66. Lors des visites de terrain, certaines communes se plaignent des retards accusés par le projet dans le versement des subventions aux communes. Par contre, le projet fait remarquer que ces retards sont souvent imputables aux retards accusés par les communes dans la justification de l'utilisation des tranches précédentes. Les provinces comme celles de Kayanza et de Bubanza demandent aux projets FIDA d'étudier les possibilités d'appuyer les SFC dans les communes comme celle de Matongo qui en dispose et celles qui ne les ont pas encore créés.

67. Par ailleurs, les communes doivent comprendre que les SFC font partie intégrante des services communaux et que les agents des SFC doivent être traités de la même façon que le personnel permanent de la commune. Ainsi, en cas de retard des subventions du projet, les communes devraient verser régulièrement les salaires aux agents des SFC en même temps que les salaires du personnel communal. Par ailleurs, elles devraient mener une réflexion pour déterminer le coût de fonctionnement des SFC et les recettes qu'ils génèrent par an afin d'arrêter les mesures pour pérenniser le fonctionnement des SFC. L'une des mesures à envisager consisterait à revoir la tarification des CF par are car la tarification actuelle ne semble pas très réaliste. Par exemple, dans la commune de Bugendana, la tarification des CF fixée en fonction de la superficie est la suivante: (i) 5000 FBU entre 0 et 15 ares; (ii) 10 000 FBU entre 15 et 30 ares; (iii) 15 000 FBU entre 30 et 60 ares; (iv) 20 000 FBU entre 60 et 1 ha; (v) 30 000 FBU entre 1 et 2 ha; (vi) 40 000 FBU entre 2 et 5 ha et; (vii) 60 000 FBU entre 5 et 10 ha et 100 000 FBU pour plus de 10 ha. Les agents des SFC ont également besoin de motos en bon état pour pouvoir effectuer les nombreux déplacements que nécessitent les différentes enquêtes des exploitations.

68. Grâce aux CF, 107 personnes dont 6 femmes ont pu bénéficier de crédits auprès des COOPEC. Les personnes des communes de Muhanga (13 personnes) et Rango (11 personnes) ont reçu des

crédits totalisant 50 300 000 FBU. L'importance des montants des crédits en jeu milite en faveur d'un travail d'accompagnement des bénéficiaires.

69. Par ailleurs, il a été signalé qu'il existe une nouvelle loi de juin 2016 régissant le fonctionnement des SFC. *La mission recommande au consultant foncier de mettre rapidement en œuvre les activités de sensibilisation et de formation de tous les intervenants sur les dispositions de cette nouvelle loi.*

## **Composante 2: Appui à la valorisation de la production agricole et développement des infrastructures**

### **Sous-composante 2. 1: Valorisation de la production agricole et accès aux marchés**

#### **R.2.1.1 Des coopératives mises en place sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivité des produits**

70. **Une dénomination «coopérative» méritant d'être rapidement changée:** la CAPAD et le Consortium *Twitezimbere*-COPED-HELP CHANNEL ou OPP<sup>11</sup>, prestataires de services du PAIVA-B respectivement pour la valorisation du riz et du lait facilitent la mise en place des organisations de producteurs dénommées abusivement «Coopératives». Il s'agit en réalité de Groupements Pré-Coopératives (GPC) qui ne sont pas encore arrivés à un stade de maturité pour être appelés des coopératives avec beaucoup de membres et leur rendant de nombreux services de qualité. D'après la loi, les coopératives doivent s'acquitter des impôts alors que les GPC ne sont pas assujettis au fisc. Ces GPC ne sont pas actuellement en mesure de payer des impôts car ils ne réalisent pas de bénéfices. *La mission recommande au PAIVA-B, à la CAPAD et à l'OPP d'appeler les organisations qui se créent sous leur facilitation des GPC et d'inscrire cette mention dans les statuts et autres actes administratifs qui régissent ces derniers.* Par ailleurs, dans le cadre de la préparation du désengagement du projet, les services du Ministère du Développement Communal et du MINAGRIE en charge des coopératives et des GPC demandent d'être étroitement impliqués et appuyés dans la mesure du possible dans les activités de pérennisation des acquis.

71. **Mise en application des résultats de l'étude d'analyse des comptes d'exploitation des différents maillons des filières riz et lait réalisée fin 2015-début 2016:** cette étude a proposé des outils de collecte des données nécessaires à l'établissement d'un compte d'exploitation. Ces outils ont permis à la CAPAD d'appuyer 7 GPC<sup>12</sup> dans l'élaboration des comptes d'exploitation pour la production du riz paddy, la collecte du riz grâce au crédit commercial et les décortiqueuses. Des ateliers provinciaux de formation sur ce thème ont été organisés à l'intention de 100 personnes dont 43 femmes dans les provinces de Gitega, Karusi, Kayanza et Muramvya et sont en cours dans les provinces de Bubanza et Cibitoke. En septembre 2016, la CAPAD a aussi organisé des ateliers d'identification des prestataires de services des différents maillons des filières maïs et riz dans 9 communes<sup>13</sup>. Elle a organisé d'autres réunions ou ateliers sur: (i) l'information et la sensibilisation sur les chaînes de valeur riz, maïs et pomme de terre dans les communes de Rugazi et Musigati de la province de Bubanza et Mabayi et Bukinanyana de la province de Cibitoke (100 participants dont 33 femmes), et (ii) la formation des nouveaux GPC des provinces de Cibitoke, Bubanza, Muramvya et Kayanza (9 ateliers: 225 participants dont 87 femmes) sur l'élaboration des business plan et d'un projet.

72. **Le renforcement des capacités des organes de gouvernance des «GPC»:** la mission apprécie le fait que la CAPAD utilise, en collaboration avec ACORD, l'administration locale et les agronomes communaux des DPAE, le même schéma de structuration des producteurs agricoles sur les bassins versants que celui pratiqué dans les marais dans le but de mettre en place des GPC agricoles dans la nouvelle zone d'action<sup>14</sup> du PAIVA-B. Ainsi, 566 groupements comptant 6 150 membres ont été mis en place. La CAPAD a organisé à l'intention des membres de ces groupements une série de formations sur: (i) l'organisation et la structuration des groupements collinaires(175

---

<sup>11</sup> Souvent appelé Opérateur Partenaire de Proximité «OPP».

<sup>12</sup> Des communes de Buhiga, Gitaramuka et Bugenyuzi de la province de Karusi, des communes de Mutaho et Bugendana de la Province de Gitega et des communes de Rango et Muhanga de la Province de Kayanza.

<sup>13</sup> 100 personnes dont 61 hommes et 39 femmes des communes Musigati, Rugazi, Bukeye, Muramvya, Rutegama, Mabayi et Bukinanyana et deux autres encore jeunes, Muhanga et Rango ont participé à ces ateliers.

<sup>14</sup> Dans les communes de Musigati et Rugazi en province de Bubanza, Bukinanyana et Mabayi en province de Cibitoke et Bukeye, Muramvya et Rutegama en province de Muramvya.

participants dont 82 femmes) en lien avec les AUM, (ii) l'organisation et la structuration des GPC (175 participants dont 83 femmes), (iii) le leadership et la bonne gouvernance (225 participants dont 87 femmes), (iii) la gestion administrative et financière (225 participants dont 43 femmes) et, (iv) les techniques de stockage, de gestion des hangars et de warrantage (225 participants dont 91 femmes).

73. La mission a pu constater les résultats encourageants de ces formations sur l'organisation des GPC. Ces derniers disposent de statuts approuvés par l'administration communale et parfois notariés, d'un comité exécutif et d'un comité de surveillance. Ils collectent des cotisations auprès des membres, ont ouvert des comptes dans les IMF et sont porteurs de bons projets. Dans les nouvelles zones d'intervention, la plupart de ces GPC n'ont pas encore entamé des activités de production agricole. Ils sont confrontés au manque de semences sélectionnées notamment de maïs et des semences de maïs hybride. La mission estime qu'il n'est pas toujours nécessaire et utile pour les membres des GPC de louer des terrains communautaires qui généralement ne sont pas bien entretenus. Ils peuvent produire sur leurs terrains propres. Ces nouveaux GPC demandent la construction de hangars de stockage et d'aires de séchage par ailleurs déjà prévus par le projet et dont l'implantation se fera en fonction de divers paramètres qui seront indiqués dans le rapport de l'étude qui sera réalisée en novembre 2016 comme le volume de production attendu, l'existence ou non d'autres hangars du PAIVA-B ou d'autres projets et de pistes d'accès, la sécurité du site, etc. *La mission recommande au PAIVA-B et à la CAPAD d'aider ces GPC à s'approvisionner en semences sélectionnées auprès de l'ISABU et des multiplicateurs agréés et en semences de maïs hybride auprès des vendeurs locaux et en engrais subventionnés auprès des DPAE.*

74. **Dans le cadre du développement des capacités des GPC à rendre des services de qualité aux membres**, la CAPAD a organisé de nombreuses formations dont: (i) 9 ateliers sur la planification et l'élaboration des plans d'actions en faveur des membres et des comités des deux GPC rizicoles de Rango et Muhanga et de sept GPC de maïs de Musigati, Rugazi, Bukeye, Muramvya, Rutegama, Mabayi et Bukinanyana (225 participants dont 91 femmes) et des membres et comités des cinq anciens GPC des communes de Gitaramuka, Bugenyuzi, Buhiga, Mutaho et Bugendana (50 participants dont 21 femmes), (ii) des ateliers de formation de trois jours chacun en faveur des membres des nouveaux GPC de Rango et Muhanga et des 7 nouveaux GPC<sup>15</sup> (225 participants dont 91 femmes) et (iii) des ateliers de sensibilisation des GPC sur la collecte des productions dans les hangars de stockage, la transformation des productions (riz et maïs), la vente groupée et le warrantage en vue d'améliorer la valeur ajoutée des productions (673 participants dont 221 femmes). Grâce à cette campagne de sensibilisation, 7 GPC des provinces Gitega, Karusi et Kayanza ont, au 30 septembre 2016, stocké 324, 629 T de riz dont 67,3% de riz acheté avec le crédit commercial de la FENACOBUR, 11,9% de semences de riz et 20,8% de riz des producteurs; 78,162 T de haricot et 10,989 T de maïs. L'insuffisance de la capacité de stockage de certains hangars limite fortement les quantités de produits apportés par les agriculteurs. *Elle recommande au PAIVA-B d'analyser la capacité de stockage des hangars déjà construits par lui-même ou par d'autres projets et de s'informer du programme de construction de nouveaux hangars par le PRODEFI avant de décider de l'extension des hangars existants ou de la construction de nouveaux hangars en fonction de la projection des volumes de production et de leur doter des équipements de transformation.*

75. **Dans le cadre du développement des capacités de représentation et de négociation des membres des GPC**, les activités suivantes ont été organisées: (i) un forum national paysan par le MINAGRIE sur financement partiel du PAIVA-B et avec la facilitation de la CAPAD sous le thème «Luttons contre la pauvreté par l'augmentation et la valorisation des produits agricoles» et une foire agricole nationale, et (ii) un atelier d'échange d'expérience sur la production, la transformation et la commercialisation du riz et l'accès au marché entre les GPC de Gitega, Karusi et Kayanza.

76. **Dans l'objectif d'augmenter la capacité de stockage et de transformation des GPC et d'en assurer une gestion rentable et durable**, des activités ont été enregistrées: (i) l'acquisition d'une décortiqueuse améliorée commandée fin 2015 pour le GPC rizicole de Rango et la formation des utilisateurs, (ii) la formation en gestion et maintenance des unités de transformation à l'intention de 40 personnes<sup>16</sup>, (iii) la formation sur le warrantage en faveur des membres de 7 GPC rizicoles (175

<sup>15</sup> Musigati, Rugazi, Bukinanyana, Mabayi, Bukeye, Muramvya et Rutegama.

<sup>16</sup> 40 personnes en provenance des coopératives de Gitaramuka, Bugenyuzi, Mutaho et Bugendana ont participé à la formation à raison de 10 personnes par coopérative.

participants dont 66 femmes), (iv) la formation des membres des comités et membres de 14 GPC sur le suivi-évaluation des activités (350 participants dont 136 femmes), (v) la formation sur la gestion des stocks en faveur de 14 GPC (350 participants dont 133 femmes), (vi) la formation sur la commercialisation dans les 7 GPC de Rango et Muhanga en province de Kayanza, Bugenyuzi, Gitaramuka et Buhiga en province de Karusi ainsi que Bugendana et Mutaho en province de Gitega (175 participants dont 63 femmes) et (vii) le suivi des GPC et des exploitations familiales.

77. La mission s'est entretenue avec le comité du GPC rizicole de Bugendana dont la décortiqueuse connaît parfois des pannes. Elle a constaté que le nouveau comité n'avait pas reçu du précédent une décortiqueuse mise à sa disposition par la FAO au cours des années passées et qui serait pour le moment aux mains d'un commerçant de la localité de Bitare. La mission demande au PAIVA-B et à la CAPAD d'éclaircir cette situation délicate pour éviter de créer un mauvais précédent. *La mission recommande au PAIVA-B et à la CAPAD de veiller à ce qu'une remise et reprise en bonne et due forme de tout le patrimoine du GPC soit faite en présence d'un représentant de l'administration et du GPC chaque fois qu'il y a un changement du comité ou du gestionnaire du GPC.*

**78. Une lente progression des taux d'adhésion aux GPC riziocoles:** au 30/09/2016, sur un total de 41 024 usagers des marais encadrés par le Projet dans les Provinces de Gitega, Karusi et Kayanza, seulement 11 839 (28,9%) ont adhéré aux GPC riziocoles contre 10 948 adhérents enregistrés au 31/12/2015 (26,7%), soit une progression de 2,2% sur une année. Ce taux varie fortement d'un GPC à un autre: il est de 0% pour la province de Karusi dont le taux d'adhésion de 14% n'a pas varié, de 4% pour la province de Kayanza (qui passe de 49% en 2015 à 53% en 2016) et de 6% pour la province de Gitega (qui passe de 14% en 2015 à 20% en 2016). Avec l'octroi par les IMF des crédits intrants, il est permis d'espérer que l'adhésion des usagers des marais aux GPC riziocoles sera plus massive. Ce faible taux d'adhésion peut être un indicateur de la façon dont les rizioculteurs sont satisfaits ou pas de la qualité des services et de la gouvernance des GPC.

## **R.2.2: Les produits des filières lait, riz et maïs sont valorisés et les besoins de financement des GPC/groupes de caution solidaires sont assurés à travers des mécanismes de garantie**

**79. Faciliter l'accès des producteurs aux financements par les IMF:** le PAIVA-B a signé une convention de collaboration avec la FENACOBUR qui donne lieu à des avenants annuels. La FENACOBUR offre trois types de crédits: (i) le crédit intrants à des producteurs à travers les GPC, (ii) le crédit commercial directement aux GPC et (iii) le crédit pour les groupes de caution solidaires (GCS). Plusieurs activités ont été organisées: (i) la formation de 12 personnes<sup>17</sup> sur les produits financiers adaptés aux bénéficiaires du PAIVA-B et la gestion du crédit solidaire (ii) le suivi de l'octroi et du remboursement du crédit intrants 2014 et 2015 et, (iii) le suivi de l'octroi et du remboursement du crédit commercial de 2016.

80. D'après les données arrêtées au 30 septembre 2016, la situation en FBU de l'octroi et du remboursement des crédits dans le cadre du PAIVA-B est présentée dans les tableaux ci-dessous:

### **a. Crédit intrants**

Commune	GPC	2012		2013		2014		2015	
		Montant débloqué FBU	Taux de remboursement	Montant débloqué FBU	Taux de remboursement	Montant débloqué FBU	Taux de remboursement	Montant débloqué FBU	Taux de remboursement
Gitaramuka	Shigikiruburimi	17 064 500				22 665 500	99%	62 669 000	99%
Bugenyuzi	Dushigikiruburimi	9 796 800	95%	11 886 400	95%	84 590 900	88%	39 053 800	89%
Buhiga	MurimiTerimbere					31 737 650	87%	106 306 060	58%
Mutaho	RemaTwitezimbere	26 629 200	98%			31 936 800	93%	18 464 700	100%
Bugendana	DukoreTwitezimbere	17 942 000	96%			24 318 300	100%	37 271 970	80%
Muhanga	MurimiKerebuka	-				-		60 699 000	93%
Rango	Dushirehamwe	-		-		-		34 038 100	92%
<b>Total</b>		<b>71 432 500</b>		<b>11 886 400</b>	<b>95%</b>	<b>195 249 150</b>	<b>92%</b>	<b>358 502 630</b>	<b>79%</b>

<sup>17</sup> 4 agents de crédits, 5 assistants du CDFC et 3 animateurs de terrain de la CAPAD.

b. Crédit commercial

Commune	GPC	Montant débloqué en FBU	
		2015	2016
Mutaho	RemaTwitezimbere	5 600 000	15 000 000
Bugendana	DukoreTwitezimbere	13 500 000	21 800 000
Gitaramuka	Shigikiruburimi	10 930 000	18 298 000
Bugenyuzi	Dushigikiruburimi	30 971 000	26 021 000
Buhiga	MurimiTerimbere	2 800 000	9 183 700
Muhanga	MurimiKerebuka	0	26 514 400
Rango	Dushirehamwe	0	24 920 000
<b>Total</b>		<b>63 801 000</b>	<b>141 736 700</b>

c. Crédit GCS

COMMUNES	Montants 2015 en FBU	Taux de remboursement des crédits de 2015 en FBU	Montants 2016 en FBU	Dernière échéance de remboursement des crédits de 2016 en FBU
Bugendana	35 797 000	100%	22 974 000	09/08/2016
Mutaho	36 795 000	100%	40 155 000	16/03/2017
Gitaramuka	11 015 000	100%	21 000 000	30/04/2017
Bugenyuzi	33 950 000	100%	23 150 000	08/10/2016
Rango			7 595 000	30/03/2017
Muhanga			780 000	30/04/2017
<b>Total</b>	<b>117 557 000</b>		<b>115 654 000</b>	

81. L'analyse des données des tableaux ci-dessus qui demande probablement une certaine actualisation<sup>18</sup> appelle quelques commentaires. Après un bref recul, le crédit intrants a connu une évolution significative en 2014 et surtout en 2015. Cependant, il n'est pas spontanément remboursé. Les GPC qui n'ont pas d'arriérés de paiement sont en train d'évaluer les besoins en intrants pour la campagne 2016-2017. L'évolution du crédit commercial riz est bonne, le financement est passé du simple au double. Son remboursement se fait généralement à échéance et ne pose pas de problèmes particuliers car il atteint souvent 100%. L'évolution du financement des GCS a été freinée par le non remboursement des crédits intrants dans certaines communes dont Buhiga et Bugenyuzi de la province de Karusi. La FENACOBU considère que le non remboursement du crédit injecté dans une commune pour un produit financier affecte tout le portefeuille crédit injecté dans une commune d'où son hésitation à réinjecter des fonds dans la même commune même en faveur d'un autre produit financier dont le taux de remboursement s'avère satisfaisant.

82. Sur le terrain, la mission a été informée par certains comités des GPC rizicoles des efforts qu'ils sont en train de déployer en organisant une campagne de recouvrement systématique des arriérés sur les crédits intrants auprès des bénéficiaires (2 jours par semaine) afin que la FENACOBU ne pénalise pas tous les exploitants. Elle demande au PAIVA-B, à ACORD et à la CAPAD de soutenir cette initiative et de la généraliser au niveau de tous les GPC.

83. Parmi les bénéficiaires du crédit intrants qui n'ont pas encore remboursé figurent des usagers des marais dont les parcelles de riz avaient été endommagées ou emportées par les inondations survenues au début de l'année dans certains marais. Ces usagers doivent un montant de 7 311 600 FBU, y compris les intérêts, d'après les estimations du projet. Un rééchelonnement du remboursement des crédits devrait être négocié par le projet auprès de la FENACOBU en faveur de certains de ces sinistrés qui éprouvent des difficultés à respecter l'échéancier de remboursement. Il conviendrait que le projet, la FENACOBU et les autres partenaires analysent de près les causes profondes des faibles taux de remboursement du crédit intrants et proposent des mesures de redressement concertées.

84. Les bénéficiaires des crédits intrants ne désirant pas rembourser n'apportent pas une partie de leur production de paddy au niveau des hangars de stockage. Pour que les GPC puissent aider la FENACOBU à recouvrer les crédits intrants octroyés aux usagers des marais, la mission

<sup>18</sup> Ces données divergent parfois avec les données figurant dans le rapport d'étape du PAIVA-B.

*recommande au PAIVA-B de se concerter avec la FENACOBU pour que celle-ci accepte et traite uniquement les demandes de crédits intrants portant le sceau et la signature du GPC qui, en retour, facilitera le recouvrement des montants octroyés avec son aval. Il s'agit de conditionner l'approvisionnement en intrants au stockage et à la vente du riz au GPC. L'implication étroite du GPC devrait améliorer sensiblement l'identification des demandeurs de crédits intrants. La production étant saisonnière, il ne devrait y'avoir qu'un seul crédit intrants par bénéficiaire. Toute demande d'un deuxième et d'un troisième cycle de crédits intrants ne devrait pas être acceptée par la FENACOBU car les montants ainsi octroyés ne serviraient pas à la production mais à d'autres fins.*

85. Pour le crédit commercial destiné à l'achat du paddy par les GPC au moment de la récolte pour le revendre avec une plus-value après une période de stockage, 7 GPC rizicoles de Bugenyuzi, Gitaramuka, Buhiga, Bugendana, Mutaho, Muhanga et Rango ont bénéficié, pour la campagne 2016, d'un montant total de 141 736 700 FBU<sup>19</sup> et collecté 218,677 T de paddy.

86. Il convient de signaler que les études prévues au PTBA 2016 sur: (i) l'évaluation des produits et services financiers offerts par la FENACOBU dans la zone du PAIVA-B et la définition de nouveaux produits, et (ii) l'évaluation des performances de la FENACOBU ne sont pas encore réalisées. *La mission propose que l'évaluation des performances de la FENACOBU inclue en même temps l'évaluation des performances des agents de crédit de cette IMF.*

87. **Valoriser la production laitière des petits agri-éleveurs:** le travail de valorisation de la production laitière n'a réellement commencé qu'en 2016 avec le financement additionnel du PAIVA-B. Certains membres des GPC laitiers du PAIVA-B ont noué des relations de partenariat avec les GPC gérant les CCL du PRODEFI. Le processus de recrutement du prestataire de services chargé de la valorisation du lait au sein du PAIVA-B a été clôturé le 10 août 2016 par la signature d'un contrat par les deux parties. Le projet a aussi mené quelques activités: (i) une étude d'implantation des CCL, des points de collecte secondaires et des comptoirs de vente ainsi que leur rentabilité économique et financière dont le *rapport* définitif a été approuvé et la validation des sites identifiés et, (ii) la structuration des groupements collinaires et de 5 GPC laitiers (Bukinanyana, Mabayi, Rango, Mutaho et Muramvya) comptant 3109 membres dont 456 femmes. Ces GPC sont reconnus par les autorités communales et ont des organes dirigeants opérationnels. N'ayant pas encore de hangars ni d'équipements de conservation propres, ces GPC signent des conventions de collaboration avec les CCL encadrés par le PRODEFI<sup>20</sup>.

88. Par ailleurs, le processus de passation des marchés est au stade: (i) de signature des lettres de marchés pour la construction de 4 CCL (Rango, Mutaho, Bukinanyana et Mabayi) et (ii) de demande de non objection de la DNCMP à l'attribution du marché pour les équipements<sup>21</sup> des 4 CCL.

89. Des formations de renforcement des capacités des GPC laitiers ont été organisés sur: (i) l'organisation et la gestion d'une coopérative en faveur des CCL structurés (Rango, Mutaho, Bukinanyana et Mabayi: 70 participants dont 13 femmes), (ii) le contrôle de la qualité du lait (en cours) et (iii) les mécanismes de financement (75 participants dont 13 femmes) et, (iv) la formation des gestionnaires et des collecteurs des 4 CCL recrutés en cours.

90. La mission a été informée du souhait de certaines communes d'exiger le paiement des taxes communales aux CCL. *La mission recommande au PAIVA-B et à l'OPP d'aider les communes à prendre une décision juste et équitable en mettant à leur disposition les données sur le bilan réel de chaque CCL afin que le montant de la taxe soit fixé en fonction des avoirs réels des GPC laitiers et ne freine ni n'arrête les activités des CCL.* En plus des CCL, les GPC laitiers souhaitent disposer d'unités de fabrication d'aliments concentrés pour bétail et d'unités de fabrication de fromages. Ces unités ne sont pas prévues dans le COSTAB du financement additionnel du PAIVA-B mais elles pourront être

<sup>19</sup> Dans le rapport d'étape, figure un montant de 137 457 290 FBU.

<sup>20</sup> Un contrat entre le CCL Mabayi (PAIVA-B) et le CCL de Rugombo (PRODEFI) pour prendre 500 litres/jour de Mabayi. est en cours de signature, le CCL de Musigati (PRODEFI) accepte de prendre 200 litres/jour en provenance de Masango pour le CCL Bukinanyana (PAIVA-B) mais il se pose encore un problème de transport de ce lait, un contrat entre le CCL Mutaho (PAIVA-B) et le CCL de Bugendana (PRODEFI) qui accepte de prendre 200 litres/jour de lait sera appliqué à partir du mois d'octobre 2016, le CCL Rango (PAIVA-B) a fait des contacts pour écouler son lait vers le CCL Muhanga (PRODEFI).

<sup>21</sup> Un tank de réfrigération d'une capacité de 1000 l et en équipements de base notamment les cruches ainsi que les équipements et les produits pour le contrôle de qualité, d'un groupe électrogène et d'un chauffe-eau solaire.



prises en place en collaboration avec d'autres projets comme le PRODEFI II ou dans le cas où il resterait des financements non utilisés sur le PAIVAB.

91. Les contrats d'achat du lait au niveau des CCL signés entre certains GPC dont celui de Bugendana et les industriels de lait comme MDB<sup>22</sup> n'ont pas été reconduits après leur expiration. Par ailleurs, au moment de la visite, l'industriel de lait MDB avait suspendu l'approvisionnement en lait au niveau du CCL en disant que son usine était en panne et sans aucune indemnisation en faveur des éleveurs. *Pour éviter que de telles situations ne se reproduisent, la mission recommande au PAIVA-B et aux autres projets concernés de: (i) veiller à ce que les contrats entre les CCL et les industriels de lait soient directement reconduits après leur expiration, (ii) soumettre préalablement ces contrats entre les CCL et les industriels de lait à des juristes qui vérifieront si ces contrats comprennent une clause prévoyant les mesures à prendre en faveur du CCL en cas de suspension ou d'arrêt des approvisionnements en lait par l'industriel, et (iii) veiller à ce que les CCL diversifient leurs marchés d'écoulement du lait notamment en signant des contrats avec deux ou plusieurs industriels à qui ils livreront une partie de leur production de lait ou en ouvrant des comptoirs de vente de lait.*

92. Il s'agit de mesures de précaution compréhensibles dans la mesure où l'industriel MDB pénalise les CCL et les éleveurs quand ils ne livrent pas la quantité minimum de lait convenue (moins de 10 FBU par litre en cas de quantités inférieures à 500 litres/j) et donnent une plus-value de 10 FBU par litre quand la livraison est supérieure à 500 litres par jour.

93. **La bonne gestion du CCL de Bugendana à citer en exemple:** après avoir connu des malversations de la part de l'ancienne gestionnaire qui ont provoqué l'arrêt des activités pendant plusieurs mois, le comité du CCL a pris en mains la situation. Il a pu non seulement apurer tous les arriérés envers les éleveurs mais également alimenter de nouveau le compte. Il a ensuite procédé au recrutement d'une gestionnaire formée en remplacement de la précédente. Il est en train d'investir son argent dans l'équipement de deux comptoirs de vente en vue de diversifier l'écoulement du lait. Cet exemple montre à suffisance que la gouvernance constitue un facteur déterminant pour l'adhésion des producteurs au GPC et de fidélisation des membres.

94. **Pour la valorisation du riz,** l'étude d'implantation et d'analyse économique et financière d'une mini rizerie en province Kayanza n'est pas encore réalisée mais le consultant qui va réaliser cette étude a été recruté et le contrat a été signé le 19 octobre 2016.

95. **Pour la valorisation du maïs,** il est prévu des unités de valorisation avec des bâtiments de stockage et des équipements d'égrenage et de broyage. Le processus de passation de marché pour recruter un consultant qui va réaliser cette étude de localisation et de faisabilité de ces unités de valorisation du maïs est à l'étape d'attribution du marché.

---

<sup>22</sup> Modern Dairy Burundi.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Appeler les organisations qui se créent sous leur facilitation des GPC et inscrire cette mention dans les statuts et autres actes administratifs qui régissent ces derniers</li> </ul>	Projet/CAPAD/OPP/Autres projets	Immédiat
<ul style="list-style-type: none"> <li>Aider les GPC mais à s'approvisionner en semences sélectionnées auprès de l'ISABU et des multiplicateurs agréés, en semences de maïs hybride auprès des vendeurs locaux et en engrais subventionnés auprès des DPAE</li> </ul>	Projet/CAPAD/DPAE	Continue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Veiller à ce qu'une remise et reprise en bonne et due forme de tout le patrimoine du GPC soit faite en présence d'un représentant de l'administration et du GPC chaque fois qu'il y a un changement du comité ou du gestionnaire du GPC</li> </ul>	Projet/CAPAD/OPP/Autres projets	Continue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Se concerter avec la FENACOBUR pour que celle-ci accepte et traite uniquement les demandes de crédits intrants portant le sceau et la signature du GPC qui, en retour, garantira le recouvrement des montants octroyés avec son aval</li> </ul>	Projet/ CAPAD/OPP/Administration locale /FENACOBUR	Continue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Veiller à ce que les CCL diversifient leurs marchés d'écoulement du lait notamment en signant des contrats avec deux ou plusieurs industriels à qui ils livreront une partie de leur production de lait ou en ouvrant des comptoirs de vente du lait</li> </ul>	PAIVA-B/CAPAD	Continue

## Sous-composante 2.2. Infrastructures rurales

**96. Construction des hangars de stockage et des aires de séchage en cours:** le marché de construction de 3 hangars de stockage subdivisé en trois lots: (i) Muhanga, (ii) Rango et (iii) Buhiga a été attribué. La surveillance des travaux de construction a été confiée à une équipe de consultants. Les travaux de construction vont démarrer le 17 octobre 2016.

**97. Travaux de construction d'aires de séchage, de hangars de stockage et de latrines achevés.** Un hangar de stockage et une aire de séchage ont été construits dans la commune Buhiga et la réception provisoire a été prononcée. Ont été également construites à proximité des hangars de stockage des provinces Gitega et Karusi 11 latrines. Toujours dans le cadre du financement initial, un hangar de stockage, une aire de séchage, un abri pour décortiqueuse et une latrine ont été construits dans la commune de Rango. Un hangar de stockage, une aire de séchage et une latrine ont été aussi construits en commune de Muhanga. La réception provisoire de ces travaux a été organisée le 24 février 2016.

**98. Des équipements de décorticage à compléter:** il était prévu de doter les GPC de Buhiga, Muhanga et Rango d'équipements de décorticage. Sur le financement initial, le PAIVA-B a équipé le GPC de Rango en décortiqueuse améliorée. Le GPC de Muhanga sera équipé par le PRODEFI. Il a été jugé inopportun d'installer une décortiqueuse à Buhiga alors que le PRODEFI prévoit une mini rizerie dans la province de Karusi en 2016.

**99. Des travaux de réhabilitation et d'entretien de pistes nécessaires.** Les études ont été réalisées et le DAO pour l'exécution des travaux a été transmis à la DNCMP pour demande de non objection.

## Composante 3: Facilitation de la mise en œuvre et coordination

**100. Suivi-évaluation:** au cours de cette année, le service de suivi-évaluation du projet a continué d'être opérationnel. Il a activement contribué à l'élaboration du PTBA 2016 et du PTBA 2016 révisé du projet. Il a participé aux activités de lancement et d'appui aux UFCR mises en place dans le cadre de l'approche programme et aux ateliers d'élaboration du PTBA 2016 de l'UFCR Nord et d'orientation des unités de SE au sein des UFCR Centre et Nord. Il a aussi contribué à l'élaboration des conventions de collaboration axées sur les résultats avec les partenaires ACORD, CAPAD, ISABU, FENACOBUR, DPAE, les CDFC et l'OPP ainsi quelques autres partenaires ayant le statut de

consultants, en particulier ceux en charge de la sécurisation foncière, des CEP vivriers et de l'élevage. Il fait régulièrement le suivi de la mise en œuvre de ces conventions et l'évaluation des résultats atteints.

101. Ce service a continué le suivi de la collecte des données relatives au projet, leur traitement et l'alimentation de la base de données du projet à laquelle il se réfère pour élaborer les rapports périodiques qui sont régulièrement transmis au Gouvernement et au FIDA.

102. **Gestion des savoirs, apprentissage et innovation** : Les cas d'apprentissage et d'innovation sont décrits dans l'appendice 10 du rapport de supervision. Ils portent en particulier sur la capacité des autorités communales à piloter les ateliers de recyclage des commissions de reconnaissance collinaires (CRC), l'augmentation du taux d'adhésion des riziculteurs aux groupements pré-coopératives grâce au crédit commercial et aux possibilités de stockage du riz dans les hangars, l'augmentation conséquente du prix du paddy sur le marché, la production des semences sélectionnées de riz (semences de base et semences certifiées) par des groupements ou des individus multiplicateurs encadrés par l'ISABU et la production communautaire des plants agro-fourragers et agro-forestiers..

103. En rapport avec la communication et la visibilité, le projet a organisé des visites d'échange d'expériences inter collinaires et intercommunales en vue d'améliorer l'apprentissage. Certains sites du projet comme le marais de Nyabiho et certains ménages relais ont aussi accueilli des visiteurs venus de plusieurs provinces du pays en vue de partager leurs expériences. Une actualisation des cas de succès du projet, un film documentaire sur les réalisations du projet, la cartographie des réalisations par colline et par commune ont été réalisés. Une couverture médiatique/publireportages a été réalisée d'abord dans le cadre du remboursement de la CSCB de 100 bovins en commune Buhiga et ensuite à l'occasion de la distribution de 440 génisses en province de Bubanza (communes Rugazi et Musigati).

104. Les rapports finaux d'une étude d'évaluation des effets et impact du projet et des études thématiques menées en fin d'année 2015 et transmis au projet au premier semestre 2016 montrent au projet les résultats de l'évolution des effets et impacts du projet. Afin d'assurer un bon suivi de ces derniers, une étude sur la situation de référence de la nouvelle zone d'extension (Muramvya et Rubanza) a été réalisée et son rapport final est sous analyse.

105. **Cadre logique et tableau des coûts**: comme en 2015, le projet exploite le cadre logique et le tableau des coûts du projet ajustés et désagrégés suivant la même structure à la Revue à Mi-Parcours (RMP) et le COSTAB du financement additionnel pour l'élaboration des programmes de travail et budgets annuels (PTBA) et le suivi de leur exécution. Le PTBA a été éclaté en deux suivant le financement initial et le financement additionnel.

106. **PTBA 2016**: le PTBA 2016 a été produit et transmis à temps. Il a été révisé au mois d'août 2016 pour tenir compte des coûts réels des principales rubriques de dépenses, de l'état d'avancement des activités et des engagements au 30 juin 2016.

107. **Rapportage**: la transmission au Gouvernement et au FIDA des rapports périodiques d'activités (semestriels et annuels) élaborés par le projet se fait à temps chaque fois après leur examen et adoption par le Comité Technique.

108. **Conventions de collaboration avec les prestataires de services**: le projet a reconduit pour l'année 2016 les conventions de collaboration signées avec les différents prestataires de services (ACORD, CAPAD, ISABU, DPAE, CDFC, Consultants nationaux CEP vivriers et foncier, FENACOBUR). En 2016, il a conclu un contrat de prestation de services avec le Consortium TWITEZIMBERE-COPED-HELP CHANNEL pour la valorisation du lait. Le PAIVA-B a adopté l'approche de contractualisation des prestations de services axée sur les résultats. Il devra par conséquent rémunérer les prestataires de services en fonction des résultats atteints et non en fonction du volume d'activités réalisées. A la fin de l'année, le Projet procédera à l'évaluation des performances des prestataires de services en termes de résultats et ne paiera le montant de la retenue de 10% effectuée sur chaque facture qu'après l'évaluation positive de chaque prestataire de service sur la base des critères initialement convenus et figurant dans le contrat. De manière générale

et en attendant les résultats de cette évaluation, la mission estime que les performances des prestataires de services du PAIVA-B et leur collaboration sur le terrain s'améliorent d'année en année.

## D. État d'avancement de l'exécution du projet

109. Dans l'ensemble, au 30 septembre 2016, le projet affiche un taux de décaissement global de 46% sur un financement total de 53,076 millions USD. Le taux de réalisation du don FIDA est de 44,6%, du don de l'UE 100%, du PAM 31%, de la contribution du Gouvernement 13%, de la contribution des bénéficiaires 51% et le don canadien 91%. Le taux de 46% a été négativement influencé par le financement additionnel de plus de 20 millions USD qui n'a été mobilisé qu'en 2016. La gestion administrative et financière est assurée par une équipe de cadres compétents et expérimentés. La coordination du projet a anticipé la plupart des marchés sur le financement additionnel et réalisera à la fin de cette année 80% du PTBA révisé, engagements compris.

## E. Aspects fiduciaires

110. **Gestion financière.** La mission note que la gestion financière est saine et transparente. Les opérations comptables sont mises à jour régulièrement et rapprochées avec les montants demandés en remboursement au FIDA (DRF). Le PAIVA-B a bénéficié d'un financement additionnel (Top-Up) de 20 millions USD prolongeant la date de clôture au 31 mars 2019.

111. Le PAIVA-B dispose d'un personnel comptable et financier compétent et expérimenté, de l'utilisation d'un logiciel comptable fiable, de la production de rapports financiers périodiques et de l'existence d'un système de contrôle interne acceptable. Les risques identifiés sont notamment liés: (i) aux paiements en espèces des bénéficiaires et, (ii) du paiement de la TVA sur les fonds du don avant que le Budget de l'Etat ne rembourse ces avances. Globalement, la gestion financière du projet est jugée modérément satisfaisante.

112. A la date du 30 septembre 2016, le décaissement effectif, toutes sources de financement confondues, s'élève à 24,603 millions USD, soit un taux de décaissement global de 46% sur un financement total de 53,076 millions USD. Ce dernier montant est obtenu notamment à partir du calcul au taux du DTS par rapport à l'USD à fin septembre 2016 dégageant une dépréciation de 250 milles USD par rapport au financement approuvé. Le taux de réalisation du don FIDA est de 44,6%, du don de l'UE 100%, du PAM 31%, de la contribution du Gouvernement 13%, de la contribution des bénéficiaires 51% et du don canadien 91%. Il est déjà constaté que le PAM n'a pas réussi à mobiliser les ressources prévues. Le faible taux d'exécution de la contrepartie du Gouvernement est dû à la surestimation du budget (6,185 millions USD) par les deux missions de formulation du projet. Par rapport à la date d'achèvement des dons est prévue le 30 septembre 2018, les paiements sont limités mais par rapport à l'entrée en vigueur du financement additionnel, les paiements sont acceptables. Cette situation s'explique notamment par le retard d'une année dans la mise en vigueur du don additionnel prévu initialement pour 3 ans et 9 mois<sup>23</sup>. *La mission recommande à l'équipe du projet d'anticiper les processus de passation de marché comme cela a déjà été réalisé l'année dernière pour augmenter le décaissement annuel dans le but d'utiliser les fonds disponibles. Une prolongation de la durée pour absorber l'intégralité des fonds disponibles pour une période variant entre 12 et 18 mois ne pourra se faire qu'en fonction de l'état d'avancement des activités et de la disponibilité du budget.*

113. **Décaissements (déboursements) sur le fonds FIDA.** La situation du décaissement du don initial FIDA en DTS est de 97%, soit un montant de 9,063 millions DTS. Le taux de décaissement du don additionnel s'élève à 8% soit un montant de 1,086 million de DTS.

114. **Décaissements par catégories:** les détails des décaissements par catégorie se présentent comme suit: catégorie I "Travaux de génie Civil" avec un taux de 34%; catégorie IIa "Matériel et

---

<sup>23</sup> En effet, la soumission du financement additionnel au Conseil d'Administration du FIDA a eu lieu en Septembre 2015 alors qu'elle était prévue en Septembre 2014. Le financement additionnel du PAIVAB devait être soumis au Conseil d'Administration en septembre 2014, mais il a été retardé à avril 2015. Puis, à cause de la situation politique prévalant au Burundi, un des membres du Conseil d'Administration a émis le souhait que le projet soit soumis formellement au Conseil d'Administration du mois de septembre 2015 au lieu de passer sous la modalité LOT.

équipements" de 8%; catégorie IIb "Cheptel" de 58 %; catégorie III "Véhicules" de 97%; catégorie IV "Assistance technique et études" de 47%; catégorie V "Formation et information" de 42%; catégorie VI "Fonds d'appui" de 19%; catégorie VIII "Prestation et services" de 51%; catégorie IXa "Salaires et indemnités" de 54% et catégorie IXb "Entretien et fonctionnement" de 47%. A l'analyse des différents taux de décaissement par catégorie, on note que: la consommation des fonds alloués aux catégories "Matériel et équipements" et "Fonds d'appui" est très faible.

**115. Financement de la facilité alimentaire (FA/UE).** Le financement de l'Union Européenne a été décaissé en totalité et le financement est clôturé avec succès en fin de 2011.

**116. Financement de la contrepartie du Gouvernement (GdB).** La contribution du Gouvernement est constituée par le remboursement des exonérations des droits de douane et autres taxes sur les acquisitions de certains biens et services et le paiement des loyers du bâtiment qui abrite le projet. Au 30 septembre 2016, un montant de 77 315,75 USD reste à percevoir pour les mois de juillet à septembre 2016 (dont 7 503,07 USD non encore demandé par le projet). En moyenne, le nombre de jours entre la date de demande de remboursement et celle du remboursement est de l'ordre de 42 jours contre 65 jours à fin 2015. Ainsi, combiné avec les autres contributions, le taux de décaissement du financement du gouvernement s'établit à 13% soit respectivement un taux de 21% au titre du don initial et 4,1% au titre du don additionnel. *Afin d'éviter le risque de dépenses non éligibles, il est recommandé au projet de tout faire pour tirer profit de la note d'application de l'Ordonnance du Ministère des Finances n°540/245 du 16 février 2016 qui rend effective l'exemption des projets de la TVA à l'instar de ce qui est déjà fait au niveau du PRODEFI.*

**117. Financement du PAM.** Le montant décaissé sur le financement cumulé du PAM se chiffre à 4,650 millions USD avec un taux de décaissement de 31%.

**118. Apports des bénéficiaires.** La contribution des bénéficiaires atteint un chiffre de 1 537 millions USD sur une prévision de 2 994 millions USD, soit un taux de 51%. Ce taux des contributions des bénéficiaires s'explique par une mobilisation de 110% au titre du don initial alors qu'aucune contribution au titre du don additionnel n'est encore enregistrée. En effet, la contribution des bénéficiaires au titre de l'exercice 2016 n'est pas encore évaluée et enregistrée dans les comptes du projet. Par ailleurs, les contributions enregistrées à ce jour concernent uniquement la participation des bénéficiaires en nature ou en jours de travail et aucune participation financière dans le financement des activités (centres de collecte de lait, décortiqueuses, hangars de stockage, etc.) n'est retracée dans la comptabilité du projet. *La mission recommande d'enregistrer exhaustivement la participation des bénéficiaires notamment sur la base des conventions engageant les bénéficiaires à payer en deux tranches.*

**119. Demande de retraits de fonds DRF et DPD:** en date du 31 octobre 2016, depuis le démarrage du projet, le PAIVA-B a émis 51 DRF et DPD (dont 6 DRF sur le don additionnel) confondues pour un montant total équivalant à 13 542 297,55 USD correspondant à 10 182 296 DTS. Les DRF au titre de l'année 2016 sont payées en moyenne sur 26 jours. Il faut rappeler que le PAIVA-B ne fonctionne que sur les fonds du FIDA car tous les cofinancements (contributions UE et canadienne) sont complètement épuisés et clôturés. La DRF 46 sur don initial et DRF 7 sur le don additionnel dont les montants s'élèvent à un total de 820 339 USD sont finalisées et prêtes à l'envoi. La mission constate d'une part que le montant des DRF dépasse le montant optimal de 30% de l'avance initiale et d'autre part un léger retard dans les délais de préparation des DRF (en moyenne 5 semaines). Il convient de veiller à la ponctualité de préparation des DRF afin d'assurer la liquidité nécessaire au fonctionnement et au financement des activités.

**120. Compte spécial.** L'état de rapprochement du compte spécial FIDA au 30/09/2016 se présente comme suit en USD.

**Tableau: Reconstitution de l'avance initiale au 01/09/2015 en USD**

Rubriques	Montant en USD
<b>Avance initiale</b>	<b>2 000 000</b>
Solde du compte spécial	537 651,19
Solde du compte d'opération + solde de caisse	78 873,45

Rubriques	Montant en USD
<b>Trésorerie totale au 30/09/2016</b>	<b>616 524,64</b>
DRF en attente de paiement n° 0006/TOP Up (réceptionnée au FIDA le 05/09/2016)	448 661,39
DRF en cours de préparation, soit DRF 46/Don DSF-8031-BI DRF 0007/Don Supplémentaire 2000001257	820 339,39
Montant total justifié	<b>1 885 525,42</b>
Ecart à justifier	<b>114 474,58</b>
<b>Justification de l'écart</b>	
Préfinancement par le FIDA de la TVA en attente de remboursement par l'OBR	77 315,75
Avances sur financement d'activités diverses non encore justifiées par le personnel et les prestataires au titre du don additionnel et non encore demandées en remboursement	37 158,83

121. Il est à noter que les DRF émises par le projet sur le don initial comprenaient des avances sur financement d'activités diverses. Le montant de ces avances non encore apuré à ce jour s'élève à 60 584,30 USD et comprend des montants anciens (46 494 309 FBU) qui doivent faire l'objet d'une régularisation sans délai<sup>24</sup>. *Les comptes PAIVAB ont été ouverts récemment dans les Coordinations Régionales et les avances pour le financement dans activités sur le terrain transiteront dorénavant par les Coordinations Régionales.*

122. **Situation de la trésorerie.** La trésorerie reste encore à un niveau satisfaisant malgré les retards dans la préparation des DRF compte tenu de l'avance supplémentaire d'un million de dollars créditée dans le compte désigné suite à la mise en vigueur du don supplémentaire. Le projet a ouvert un deuxième compte **d'opérations** pour assurer la traçabilité des opérations sur le don supplémentaire. *La mission recommande de prévoir la clôture du premier compte d'opérations dès réalisation totale de toutes les activités programmées sur le don initial.*

123. **PTBA.** L'UFC est chargée de l'élaboration du PTBA du projet à partir des programmes d'activités et budget de chaque partenaire. Le PTBA est soumis au Comité Technique pour examen et validation, ensuite il est soumis au FIDA pour approbation. Une fois approuvé, l'UFC est tenue de respecter les activités prévues et budgétisées dans le PTBA, à moins qu'elle décide de le réviser en suivant les mêmes étapes de validation et d'approbation que le PTBA initial.

124. **Exécution budgétaire du PTBA 2016.** Le taux d'exécution du PTBA 2016 au 30 septembre 2016 se situe à 65,11% tous financements confondus. Ce taux est la résultante d'une réalisation de 58,29% des activités du financement additionnel et 95,10% des activités sur financement initial. Les décaissements dans le PTBA du projet s'élèvent à 5,051 millions USD en ce compris des engagements pour 2,19 millions USD contre un budget de 7,757 millions USD prévu au niveau du PTBA révisé en juillet 2016. Sans ces engagements, le taux s'établit à 36,81%. Par bailleur de fonds, on relève que le taux d'exécution du PTBA pour le FIDA s'établit à 67,47%, pour le Gouvernement du Burundi, le taux est de 46,5% tandis que la contribution des bénéficiaires prévue pour 69 440 USD n'est pas encore estimée. La mission constate que le taux de réalisation du PTBA en fin d'année est estimé à 80% compte tenu de la réalisation des engagements supplémentaires prévus au dernier trimestre. Pour ce faire, il y aurait besoin de décaisser environ 3,3 millions USD en 3 mois et donc un risque de tension sur la trésorerie nécessitant de privilégier les DPD et la préparation rapide des DRF.

125. **Dispositions de l'accord de don.** Les différentes dispositions de l'accord de don sont respectées en ce qui concerne la gestion des comptes du projet, le respect des procédures de passation de marchés, la soumission des états financiers annuels et la remise des rapports d'audit. Toutefois la mission constate que:

- le Comité de Pilotage du projet ne s'est pas réuni depuis le démarrage;
- les manuels de procédures (technique et financier) révisés ne sont pas encore soumis à la validation du Comité Technique et la non objection du FIDA et;
- les rapports financiers intermédiaires ne sont pas communiqués au FIDA selon la fréquence et le modèle préconisé.

<sup>24</sup> A la date du 21 novembre 2016, 81% de ces avances au 30 septembre 2016 ont été justifiées.

**126. Revue des SOE (Etats certifiés des dépenses).** La mission a passé en revue une partie des dépenses présentées en DRF de la période dans les états certifiés de dépenses. Il s'agit des dépenses figurant dans les DRF N° 45 (initial) et DRF N°06 (additionnel). Après la revue par sondage (cf. annexe), la mission a constaté:

- L'absence d'archivage systématique au SAF des documents relatifs à la passation des marchés et prouvant la mise en concurrence des fournisseurs/prestataires. Ces documents sont disponibles au niveau de la cellule de passation des marchés;
- La signature de PV de réception provisoire malgré existence de réserves;
- Exclusion de concurrents pour des raisons qui auraient pu faire l'objet d'une demande de complément de dossier (copie du diplôme);
- La restriction de la compétition dans les DAO en stipulant qu'aucun fournisseur ne peut être adjudicataire de plus d'un lot;
- L'absence de liste partagée entre projets (black List) permettant des mécanismes d'exclusion des fournisseurs ayant fraudé dans le processus de passation de marchés;
- Le Contrat d'assurance renouvelé par tacite reconduction depuis plusieurs années;
- Le préfinancement de la TVA de 18%. Ceci est contraire aux dispositions de l'Accord de financement et le FIDA pourrait considérer ces dépenses comme étant non éligibles au financement sur le don et;
- Le recours à des appels d'offre ouverts pour le recrutement de consultants alors que le projet aurait mieux fait de procéder à un Appel à Manifestation d'Intérêt pour constituer une liste restreinte.

**127. Gouvernance du Programme.** La gouvernance pourrait être renforcée par: (i) la mise en place d'un mécanisme de réception et de traitement formel des doléances et des plaintes et (ii) la publication sur le site internet (à instaurer) des PTBA, rapports annuels d'activité et synthèse des rapports d'audit.

**128. Comptabilité.** La comptabilité du projet est tenue à jour sur la nouvelle version du logiciel "TOM2PRO" pour laquelle tout le staff du service administration et finances a suivi une formation. A présent, les codes analytiques sont correctement imputés. L'analyse des dépenses par composante, sous-composante, volet, activité et catégorie est actuellement réalisée par le projet de même que la comptabilisation des engagements. L'état d'exécution budgétaire est produit automatiquement par le logiciel et la préparation des DRF est désormais automatisée.

**129.** La mission constate que la comptabilité du projet évolue sur deux bases séparées l'une pour le financement initial et l'autre pour le financement additionnel. Le projet devrait acquérir le module consolidation de Tom2pro pour présenter une comptabilité, un rapport financier et des états de synthèse pour l'ensemble du projet tous financements confondus.

**130.** Par ailleurs les constats suivants ont été relevés et nécessitent une régularisation:

- Les utilisateurs du logiciel ont tous les mêmes droits d'accès;
- Les fonctions de saisie, de contrôle et de validation des écritures comptables ne sont pas exploitées et;
- Les clôtures mensuelles ne sont pas effectuées.

**131.** Enfin l'enregistrement des dépenses en comptabilité devrait se faire en distinguant d'une part les montants justifiés considérés comme charges et d'autre part les dépenses sous forme d'avance sur travaux ou autres qui nécessitent un suivi à part. C'est notamment le cas de la participation du projet aux frais de fonctionnement de Sun/Reach pour 7 785 994 FBU non encore justifiés depuis 2014 contrairement à ce qui est prévu dans la lettre du Directeur Régional de la division Afrique orientale et Australe du FIDA en date du 23/01/2014.

**132. Rapports financiers.** Le rapport de suivi financier du projet n'est pas transmis au FIDA selon le modèle préconisé. Ce rapport devrait être établi trimestriellement et communiqué selon les règles du FIDA soit 45 jours après la fin de chaque trimestre.

**133. Contrôle interne.** Le projet a mis à jour le manuel des procédures administratives, comptables et financières. Le PAIVA-B dispose également des outils de gestion adéquats tels que la fiche d'imputation des dépenses, le plan analytique révisé pour la bonne gestion et l'atteinte des objectifs qu'il s'est assignés. Les systèmes de contrôle interne en place garantissent la séparation des fonctions grâce à plusieurs niveaux de contrôle indépendants. Toutefois, le personnel du projet devrait être mieux informé et sensibilisé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes.

134. Par ailleurs, les UFCR ne disposent pas encore des documents contractuels notamment les contrats ou marchés. Ceci ne facilite pas la connaissance des dispositions contractuelles pour le contrôle des livraisons et réceptions des prestations, biens ou travaux. La mission a également noté que la formalisation de la réception des travaux ou de la livraison des biens ou services est validée par les coordonnateurs régionaux mais n'est pas systématiquement appuyée par la signature des comptables régionaux et/ou les bénéficiaires. *La mission recommande au SAF de renforcer cette procédure et de demander les documents/rapports/PV signés par les comptables régionaux et/ou les bénéficiaires pour mieux justifier le service fait.*

135. Afin de renforcer le contrôle interne, la mission recommande:

- Trouver des mécanismes alternatifs aux paiements en espèces aux bénéficiaires dans les provinces qui pourraient présenter certains risques de sécurité, d'erreurs et de fraudes;
- Renforcer les mécanismes de réception des semences (riz, maïs, bananes, etc.) par le contrôle technique de l'Office (ONCCS) qui devrait certifier la qualité de la semence lors de la livraison aux bénéficiaires;
- Mettre en place une procédure pour la justification des avances au personnel et prestataires dans des délais raisonnables;
- Mettre en place un tableau de bord de suivi des obligations contractuelles des partenaires notamment en termes de respect des échéances des rapports techniques et financiers et;
- Planifier des missions périodiques pour des missions de contrôle financier des transactions des partenaires.

**136. Réalisations du projet.** Les réalisations du projet notamment le matériel (décortiqueuses, etc.) n'ont pas encore fait l'objet systématiquement de procès-verbaux de mise à disposition, transfert ou cessions. La mission rappelle qu'il y a lieu de formaliser le transfert des actifs financés par le PAIVA-B aux bénéficiaires concernés.

137. Sur un autre plan, les formations financées par le projet devraient être recensées et centralisées dans une base de données pour une meilleure capitalisation.

**138. Registre des immobilisations.** L'UFC tient un registre des immobilisations en mentionnant la nature du bien, la date d'acquisition, le prix d'acquisition, l'identification du bien, le lieu de son affectation et son état. *La mission recommande que le SAF procède au rapprochement des résultats de l'inventaire physique des immobilisations aux immobilisations tenus sur le registre et que les écarts soient expliqués et apurés suite au visa du coordonnateur du projet.*

139. Par ailleurs, l'UFC devrait assurer contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales. Actuellement, l'UFC n'a contracté une police d'assurances que pour le matériel roulant.

**140. Gestion des ressources humaines.** Le projet comprend désormais au total 18 agents permanents. La gestion financière du projet est assurée par une équipe ayant une bonne expérience en matière de gestion de projets financés par le FIDA. Elle est composée d'un responsable administratif et financier à plein temps, d'un comptable à plein temps, d'une assistante et d'un spécialiste en passation des marchés et deux comptables régionaux. *La mission note qu'il serait opportun de renforcer le SAF par un consultant comme assistant comptable/administratif. Les modalités de son recrutement devraient donner lieu à une demande de non objection au FIDA.*

141. Il convient aussi de soumettre le personnel à des évaluations de performance systématiques. La mission rappelle que certains agents disposent des jours de congés non pris supérieurs à 50 jours



comme le prévoit le ROIH. *La mission recommande que le calendrier des congés soit bien suivi et que les congés soient apurés selon les dispositions du ROIH.*

**142. Formation du personnel.** Au cours de l'année 2016, des formations ont été organisées en faveur de plusieurs membres du personnel. En ont été les bénéficiaires: le coordinateur de projet, le RAF, le comptable et d'autres responsables de composantes techniques. *D'autres formations prévues au niveau du PTBA n'ont pas pu être réalisées (gestion des projets, gestion axée sur les résultats, aménagement et intensification et passation de marchés), notamment à cause de la restriction posée sur les formations à l'étranger par le gouvernement. La mission insiste sur l'importance des actions de formation et recommande de reprogrammer ces formations sur le PTBA de 2017).*

**143. Passation de marchés.** Le registre des contrats préparé par le projet est conforme au modèle préconisé. Il en est de même de la fiche de suivi des contrats et la fiche de suivi des demandes de non objection. Jusqu'au 30 septembre 2016, 47 marchés ont été conclus : 22 de services, 20 de fournitures et 5 de travaux. Au 30 septembre 2016, la mission relève également que 5 marchés sont en instance d'attribution finale ou de signature imminente dont deux des travaux de construction des centres de collecte de lait pour plus de 281 millions de FBU et 3 marchés pour la fourniture de 475 génisses (305 KUSD), de fourniture d'équipements apicoles (167 millions de FBU) et d'équipements météorologiques (137 KUSD). Le gain de temps obtenu sur l'anticipation dans la procédure de passation de marchés sur le financement additionnel a été appréciable sur les progrès de réalisation de la tranche additionnelle de financement. *La mission recommande au projet de veiller strictement au suivi de la validité des offres des fournisseurs pour éviter tout désistement préjudiciable à la réalisation des activités programmées. C'est notamment le cas pour le marché d'équipements météorologiques dont les conditions de réception et de règlement qui diffèrent de celles prévues dans le DAO, sont en cours de négociation avec le fournisseur LSI Lastem et nécessitent la non objection du FIDA.*

**144. Activités de microfinance.** La mission constate que le projet reconduit la convention (fonds de garantie) avec l'unique partenaire FENACOB<sup>25</sup> depuis 2014 et recommande d'établir des critères d'éligibilité clairement définis pour toutes les IMF. D'autre part, la mission a relevé la procédure de signature conjointe accordée à ce partenaire sur un compte bancaire du gouvernement et recommande de remplacer ce mécanisme par une lettre de confort au Ministère des Finances.

**145. Audit interne.** Les projets ont créé, en 2015, une cellule d'audit interne commune, chargée d'auditer tous les projets et dont le financement est tournant. Cette cellule est composée d'un technicien et d'une gestionnaire. La mission note avec satisfaction que la cellule d'audit interne a assuré deux missions en 2016. Ce service est également membre du comité de suivi des conventions et a assuré une mission à ce titre en 2016. La mission a revu les deux rapports d'audit interne du projet et s'est entretenue avec la gestionnaire de cette cellule. *La mission a trouvé ce rapport trop long (environ 120 pages) et réitère la recommandation pour la préparation au début de chaque rapport d'une synthèse ne dépassant pas les trois pages, sous forme de tableau mentionnant les principales faiblesses relevées, les risques inhérents, les recommandations proposées, la personne chargée de la mise en œuvre de la recommandation et la date convenue.*

**146. Audit externe 2015.** La mission constate avec satisfaction la remise du rapport d'audit du projet pour l'année 2015 dans les délais et l'opinion favorable de l'auditeur sur les états financiers du projet.

**147. Audit externe 2016.** Le cabinet d'audit devrait être recruté rapidement pour effectuer la mission au titre de l'exercice 2016 sur la base d'une liste restreinte (notamment celle déjà disponible au PRODEFI). Le cabinet d'audit devrait appartenir à un ordre professionnel membre de l'IFAC pour assurer la réalisation de la mission selon les normes internationales préconisées par les Directives du FIDA. L'équipe d'audit devrait impérativement être conduite par un expert-comptable diplômé et un directeur de mission expérimenté.

---

<sup>25</sup> Il existe cependant une convention cadre liant le Projet à la FENACOB signée en septembre 2013 pour une durée de 4 ans et valable jusqu'au mois de septembre 2017.

148. En plus, il serait opportun d'élargir les termes de référence de la mission d'audit compte tenu de l'approche axée sur les résultats pour assurer:

- Un audit des partenaires; et
- une couverture d'un échantillon d'au moins 10% des activités financées par une visite de l'auditeur.

149. **Litiges.** Le projet est en contentieux avec un fournisseur de caprin qui a intenté une action judiciaire. Ce litige n'a pas connu d'évolution depuis la dernière mission de supervision.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
• Activation du comité de pilotage	Coordonnateur	Décembre 2016
• Mise en place d'un mécanisme de réception et de traitement formel des doléances et des plaintes	Coordonnateur, RAF	Continue
• Publication sur le site internet du programme des PTBA, rapports annuels d'activités et synthèses des rapports d'audit	Coordonnateur, RAF	Continue
• Suivre la mise en application de l'Ordonnance n°540/245 du 16 février 2016 du Ministère des Finances relative à la TVA	Coordonnateur, RAF, RPM	Continue
• Enregistrer exhaustivement la participation des bénéficiaires notamment sur la base des conventions signées	RAF	Continue
• Veiller à la ponctualité de préparation des DRF et privilégier les DPD	RAF	Continue
• Soumettre les manuels de procédures (technique et financier) révisés à la validation du Comité Technique et la non objection du FIDA	Coordonnateur	Décembre 2016
• Acquérir le module consolidation de Tom2pro pour présenter une comptabilité, un rapport financier et des états de synthèse pour l'ensemble du projet tous financements confondus	Coordonnateur, RAF	Décembre 2016
• Trouver des mécanismes alternatifs aux paiements en espèces aux bénéficiaires dans les provinces	Coordonnateur, RAF	Décembre 2016
• Renforcer les mécanismes de réception par l'implication des Comptables Régionaux des UFCR	Coordonnateur, RAF	Continue
• Renforcer les mécanismes de réception des semences (riz, maïs, bananes, etc.) par le contrôle technique de l'Office (ONCCS)	Coordonnateur, RAF	Continue
• Mettre en place une procédure pour la justification des avances dans des délais raisonnables	Coordonnateur, RAF	Continue
• Mettre en place un tableau de bord de suivi des obligations contractuelles des partenaires notamment en termes de respect des échéances des rapports techniques et financiers	RAF	Continue
• Planifier des missions périodiques pour des missions de contrôle financier des transactions des partenaires	Coordonnateur, RAF	Continue
• Formaliser systématiquement le transfert des actifs financés par le PAIVA-B aux bénéficiaires concernés	Coordonnateur, RAF	Continue
• Soumettre le personnel à des évaluations de performance systématiques, apurer les congés non consommés	Coordonnateur, RAF	Janvier 2017
• Veiller à la réalisation effective du plan de formation ne comprenant pas de formations locales diplômantes	Coordonnateur,	Continue
• Accélérer le recrutement de l'auditeur externe sur la base de TDR adaptés	RAF	Décembre 2016

## F. Durabilité

150. La qualité des aménagements hydro-agricoles réalisés par le projet est en général satisfaisante. Le projet devrait faire une étude sur l'amélioration de la collecte et de la gestion des redevances

destinées à l'entretien des ouvrages. La structuration des GPC en lien avec les AUM et l'augmentation des rendements consécutive à l'application du SRI et des intrants grâce au financement des intrants par des crédits octroyés par la FENACOBU devraient constituer des facteurs de durabilité des aménagements. Mais des efforts devront être consentis par les usagers pour faire le planage de toutes leurs parcelles en vue d'une bonne maîtrise de l'eau d'irrigation.

151. Les effets et impacts de la CSCB sont très visibles sur le terrain et les bénéficiaires de bovins expriment leur grande satisfaction. Néanmoins, une plus grande appropriation de cette activité par les CCDC, les CDC, les DPAE et l'administration locale surtout au niveau du suivi de la chaîne au-delà des bénéficiaires de premier, et de deuxième rang est souhaitée. Il convient en effet que les remboursements des veaux sevrés et du ciment se poursuivent sans interruption. Pour favoriser l'amélioration génétique des animaux diffusés, le PAIVA-B, avec l'appui d'autres projets, devra développer l'IA et augmenter les effectifs de taureaux géniteurs en les sélectionnant parmi les meilleurs taurillons nés des vaches importées.

152. En ce qui concerne la valorisation du riz et du lait, la contribution des GPC aux coûts des infrastructures et équipements (10%) de valorisation et le partenariat avec les IMF qui financent différents types de crédits en faveur des GPC constituent des gages de durabilité des actions entreprises. L'aboutissement du Projet d'Appui à l'Inclusion Financière au Burundi (PAIFA-B) constituerait également un gage supplémentaire de durabilité des actions de valorisation. Les efforts en cours en vue d'augmenter les taux d'adhésion aux GPC et de diversifier les produits, les partenariats et les marchés d'écoulement méritent d'être intensifiés. En matière de valorisation du lait, le fonctionnement à partir de 2016 d'une unité industrielle UHT privée de transformation du lait d'une capacité de 40 000 litres par jour constitue un facteur important de durabilité des actions de développement de la filière du lait en cours.

## **G. Autres**

153. A l'instar du reste du pays, la zone du PAIVA-B a connu au cours de cette année des effets négatifs du changement climatique qui perturbent les activités de production agricole. Des pluies torrentielles survenues au début de l'année ont provoqué de fortes inondations dans certains marais aménagés par le projet endommageant ou emportant des ouvrages hydro-agricoles et des champs de riz. En ce moment, elle fait face à un retard des pluies et à la prolongation de la grande saison sèche. Or, beaucoup d'agriculteurs ont semé dès la tombée des premières pluies qui se sont vite estompées. Le projet devra par conséquent mettre rapidement en œuvre les activités en rapport avec l'adaptation au changement climatique prévues dans le financement additionnel. Il est heureux de constater que le processus de passation du marché de fourniture des équipements météorologiques destinés à l'IGBU (137.880 USD) est suffisamment avancé.

## **H. Conclusion**

154. Le FIDA et le Gouvernement du Burundi entérinent les conclusions de la mission de supervision.



## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

### Basic Facts

Country	Burundi	Project ID	1469 [1100001469]	Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	1000003378, 1000003583
Project	Agricultural Intensification and Value-enhancing Support Project			Top-up Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	2000001257
Date of Update	19-Nov-2016				
Supervising Inst.	IFAD				
No. of Supervisions	6	No. of Implementation Support/Follow-up missions	0		
Last Supervision	June 2016	Last Implementation Support/Follow-up mission			

				USD million Disb. rate %		
Approval	30-Apr-2009			Total financing	31.59	
Agreement	14-May-2009	Effectiveness lag	2.7	IFAD Total	13.58	
Entry into force	21-Jul-2009	PAR value	-----	IFAD loan	0.00	0
First disbursement	17-Dec-2009			DSF grant	33.58 <sup>26</sup>	46
MTR	22-Nov-2013	Last amendment		IFAD grant		
Original completion	30-Sep-2017	Last audit	31 mars 2016	ASAP grant		
Current completion	30-Sep-2018			Domestic Total	4.86	
Current closing	31- March-2019			Beneficiaries	1.40	106
				Beneficiaries 2	1,510	0
No. of extensions	31-Mar-2018			National Govern	3.45	21
				National Govern 2	2,785	4,1
	0			External Cofinancing Total	13.16	
				WFP	4.66	31
				European Union	6.00	100
				TBD	2.50	0

### Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	5	4	1. Quality of project management	4	5
2. Acceptable disbursement rate	4	3	2. Performance of M&E	5	5
3. Counterpart funds	3	4	3. Coherence between AWPB & implementation	4	4
4. Compliance with financing covenants	5	4	4. Gender focus	5	5
5. Compliance with procurement	5	4	5. Poverty focus	5	5
6. Quality and timeliness of audits	5	5	6. Effectiveness of targeting approach	5	5
			7. Innovation and learning	5	5
			8. Climate and environment focus	4	4
B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current

<sup>26</sup> Ce montant couvre le financement original et le financement additionnel.

1. Strengthen and protect of productive capital	4	5	1. Institution building (organizations, etc.)	4	4
2. Support to ag. production and infrast. development	4	4	2. Empowerment	4	4
3. Coordination and implementation	4	5	3. Quality of beneficiary participation	5	5
			4. Responsiveness of service providers	4	5
			5. Exit strategy (readiness and quality)	4	4
			6. Potential for scaling up and replication	5	5

#### Justification of ratings

**B1. B.1.1. Le système de gestion financière est acceptable.** Le PAIVA-B dispose d'un personnel comptable et financier compétent et expérimenté, de l'utilisation d'un logiciel comptable fiable, de la production de rapports financiers périodiques, de l'existence d'un système de contrôle interne acceptable. La mission de supervision a relevé des adaptations nécessaires en ce qui concerne le système comptable pour consolider le financement initial et top-up. Les comptes spéciaux et les ECD ne présentent pas de réserves. Une bonne partie des dépenses sont couvertes par des DRF soumises dans un délai raisonnable. Cependant, la suivi des avances montre d'une part des retards dans le justification et d'autre part l'inclusion de ces avances non encore justifiées dans les DRF. La gestion financière est efficace transparente. Le projet ne fait pas face à des risques majeurs. **B.1.2. Acceptabilité du taux de décaissement.** Le taux de décaissement est acceptable une année après le démarrage du financement additionnel. En effet, avec les engagements; le taux d'exécution du PTBA 2016 révisé atteindra 80% à la fin de l'année et est de 65,11% au 30/09/2016. La situation du décaissement du don initial FIDA en DTS est de 97%, soit un montant de 9,063 millions DTS. Le taux de décaissement du don additionnel s'élève à 5,6% soit un montant de 1,120 millions de DTS. **B.1.3. Fonds de contrepartie.** Le préfinancement de la TVA sur les fonds du don FIDA pourrait être atténué par la mise en application de la procédure d'exonération récemment acceptée par le gouvernement. Le taux de décaissement du financement du gouvernement s'établit à 13%, soit respectivement un taux de 21% au titre du don initial et 4,1% au titre du don additionnel. Dans l'ensemble, au 30 septembre 2016, le projet affiche un taux de décaissement global de 46% sur un financement total de 53,063 millions USD. Le taux de réalisation du don FIDA est de 44,6 %, du don de l'UE 100%, du PAM 31%, de la contribution du Gouvernement 13%, de la contribution des bénéficiaires 51% et le don canadien 91%. Il est à noter que la contribution des bénéficiaires n'a pas été estimée pour 2016. Le taux de 46% a été négativement influencé par le financement additionnel de plus de 20 millions USD qui n'a été mobilisé que début 2016. Les contributions du Gouvernement et du PAM ont été surestimées dans les rapports de conception des financements du projet. Les manuels de procédures, technique et financier, révisés ne sont pas encore validés par le Comité Technique et le FIDA. **B.1.4. Conformité à l'accord de financement.** Les différentes dispositions de l'accord de don sont respectées en ce qui concerne la gestion des comptes du projet, le respect des procédures de passation de marchés, la soumission des états financiers annuels et la remise des rapports d'audit. **B.1.5. Conformité aux règles de passation des marchés.** Il y a présence de difficultés modérées en ce qui concerne tant la passation des marchés que la soumission à temps de l'échéancier. L'échéancier approuvé n'est pas toujours respecté. La mise en œuvre des procédures de passation des marchés est généralement transparente mais des cas d'usage de faux ont été détectés par le projet. **B.1.6. Qualité et ponctualité des audits.** Le processus de recrutement de l'auditeur externe doit commencer sans retard.

**B2. La mise en œuvre des activités** a enregistré des progrès notables en 2016. La coordination du projet s'est montrée proactive et a anticipé le processus de passation des principaux marchés. Le SE est bien opérationnel et compte impliquer davantage les unités de facilitation et de Coordination régionales (UFCR) dans le suivi des activités sur terrain. La cohérence entre le PTBA et son exécution est satisfaisante. En effet, avec les engagements; le taux d'exécution du PTBA 2016 révisé atteindra 80% à la fin de l'année et est de 65,11% au 30/09/2016. Le projet prend en compte les aspects de genre en encourageant une grande représentativité des femmes (40%) au sein des comités des structures locales et des activités allégeant la pénibilité du travail des femmes (foyers améliorés, dispositifs de collecte des eaux de pluie, etc.). La participation des bénéficiaires est estimée à 100% en attendant le travail en cours d'évaluation des travaux effectués. Les activités du projet contribuent à la lutte contre la pauvreté et la malnutrition. La production a sensiblement augmenté surtout dans les exploitations bénéficiaires de bovins. La stratégie de ciblage participatif met en avant la transparence et les groupes cibles du FIDA. Elle est de plus en plus maîtrisée grâce à la collaboration du projet avec les services techniques; les bénéficiaires et l'administration locale. Les principales innovations introduites par le projet concernent le crédit intrants et le crédit commercial. Ce dernier permet aux GPC d'acheter le paddy des producteurs à de bons prix (600 à 680 FBU) amenant les commerçants à s'aligner sur ces prix. Le stockage du riz pendant 2 à 3 mois permet de revendre le paddy à des prix intéressants (800 à 900 FBU). Les innovations concernent aussi la production des semences de riz de qualité en quantité suffisante par des multiplicateurs encadrés par l'ISABU et la production en pépinières communautaires d'une grande quantité de plants de *Calliandra*, *sp* en vue d'améliorer l'alimentation bovine. Avec le financement additionnel, le projet a bien démarré les actions d'adaptation au changement climatique comme la production des plants agro-forestiers et l'appui à l'apiculture.

**B3. La mise en œuvre des composantes 1** (taux consolidé financement initial + financement additionnel): 71,54% avec 98,39% sur le financement initial et 66,43% sur le financement additionnel) et 3 (taux consolidé de 83,34% financement initial et financement additionnel; de 97,74 % sur financement initial et de 75,56 % sur financement additionnel) est satisfaisante. La composante 2 a enregistré un taux consolidé de 34,05 % pour le financement initial et le financement additionnel et 80,43% sur le financement initial et 26,05% sur le financement additionnel. La mise en œuvre de la composante 1 est satisfaisante. L'installation et l'encadrement des CEP vivriers continuent. L'adoption du SRI et de bonnes semences de riz augmente d'année en année. La chaîne de solidarité communautaire bovine (CSCB) continue à progresser et à être bien suivie par les structures locales. Mais il s'avère nécessaire de développer l'insémination Artificielle. Au niveau de la composante 2, la nouvelle structuration des coopératives en lien avec les AUM initiée en 2015 s'est poursuivie en 2016. Le crédit intrant et le crédit commercial ne cessent de progresser. Cependant le remboursement du crédit intrants accuse des retards. Les quantités de récoltes stockées ont continué à augmenter et à connaître une certaine diversification (riz, maïs et haricot). Par rapport à 2015, le taux d'adhésion aux GPC rizicoles a enregistré une progression de 2,2%. Les objectifs sont en voie d'être atteints. Les activités de valorisation du lait ont démarré avec le financement additionnel du projet. La coordination du projet s'est montrée dynamique et proactive malgré le retard accusé par le financement initial par rapport aux prévisions établies dans le rapport de

formulation.

**B4. Les organisations des producteurs** sont fonctionnelles et se sont révélées très actives en 2016 surtout au niveau des crédits intrants et commercial. Les bénéficiaires continuent à participer aux activités financées par le projet. Le constat effectué en 2015 concernant l'amélioration de la collaboration entre les divers prestataires de services comme ACORD, la CAPAD et la FENACOBU est toujours vérifié sur le terrain. La stratégie de désengagement et de pérennisation des acquis dont l'élaboration a été recommandée en 2016 doit être écrite et mise en application en vue d'accroître les chances de pérennisation des acquis du projet par les structures communautaires, les services techniques et l'administration locale. Le projet dispose d'un potentiel de réplication surtout en ce qui concerne la production des semences de base et commerciales de riz sous l'encadrement technique de l'ISABU et de la production en pépinières communautaires de plants agro-fourragers et agro-forestiers.

## Overall Assessment and Risk Profile

	Last	Current
C.1 Physical/financial assets	5	5
C.2 Food security	5	5
C.3 Quality of natural asset improvement and climate resilience	4	4
C.4 Overall <b>implementation progress</b> (Sections B1 and B2)	4	4

### Rationale for implementation progress rating

La gestion financière du projet est efficace, efficace et transparente. La revue des ECD n'a pas révélé d'anomalies significatives. Les accords de financement sont bien respectés. Dans l'ensemble, au 30 septembre 2016, le projet affiche un taux de décaissement global de 46% sur un financement total de 52,987 millions USD. Le taux de réalisation du don FIDA est de 45 %, du don de l'UE 100%, du PAM 31,4%, de la contribution du Gouvernement 13,3%, de la contribution des bénéficiaires 53% et le don canadien 90%. Le taux de 46% a été négativement influencé par le financement additionnel de plus de 20 millions USD qui n'a été mobilisé qu'en 2016. La situation du décaissement du don initial FIDA en DTS est de 97,45%, soit un montant de 9,063 millions DTS. Le taux de décaissement du don additionnel s'élève à 5,6% soit un montant de 1,120 millions de DTS. Il faut noter que: la consommation des fonds alloués aux catégories "Matériel et équipements" et "Fonds d'appui est très faible. Au rythme actuel, on peut prévoir que le projet atteindra au moins 80% des principaux produits escomptés pour toutes les composantes si l'on prend uniquement en compte les budgets disponibles. La coordination du projet est satisfaisante et s'est améliorée avec l'adoption des conventions axées sur les résultats. La cohérence entre le PTBA et la mise en œuvre s'est améliorée depuis l'année dernière grâce à l'anticipation du lancement des processus de passation de marché (ceux des marchés de 2017 ont déjà été lancés). Le système de Suivi-Evaluation est satisfaisant, l'approche de ciblage adoptée au travers de tous les projets et programmes du FIDA est efficace, en atteste qu'aucune plainte ou réclamation n'a été faite à ce jour. Le projet cible les catégories les plus pauvres ainsi que les femmes et a innové au travers de la promotion des crédits intrants et commerciaux ainsi que la mise en place d'un mécanisme de semences améliorées. Les Fossés anti Erosifs (aménagements de bassins versants) et l'aménagement des marais contribuent à compenser les effets négatifs du changement climatique en limitant les inondations.

C.5 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)	4	4
--	---	---

### Rationale for development objectives rating

La mise en œuvre des composantes 1 et 3 sont satisfaisantes, la mise en œuvre de la composante 2 s'est améliorée notamment grâce à l'articulation des AUM avec les GPC, à l'augmentation en volume des crédits intrants et des crédits commerciaux, à l'anticipation par l'équipe du projet des processus de passation de marché. Les Coopératives se sont davantage professionnalisées notamment car en période de crise les individus recherchent des espaces de regroupements et de socialisation. La participation des bénéficiaires est également satisfaisante. La mise à l'échelle des innovations du PAIVAB a déjà eu lieu dans le PRODEFI, notamment l'articulation des AUM aux GPC, le crédit commercial et le crédit intrant. La stratégie de retrait des premières provinces où le projet est intervenu mérite d'être mieux définie bien qu'il y ait encore une nécessité d'accompagnement. Les prestataires de service améliorent leurs prestations de service grâce aux conventions axées sur les résultats.

### C.6 **Risks** Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability

Fiduciary aspects	Il n'y a pas de risques fiduciaires majeurs. La consommation des fonds alloués aux catégories "Matériel et équipements" et "Fonds d'appui" est cependant très faible. Les risques identifiés sont notamment liés (i) aux paiements en espèces des bénéficiaires, (ii) du paiement de la TVA sur les fonds du don avant que le Budget de l'Etat ne rembourse ces avances ; (iii) le module consolidation de Tom2pro à mettre en place pour présenter une comptabilité, un rapport financier et des états de synthèse pour l'ensemble du projet tous financements confondus et (iv) le suivi et la justification des avances.
Project implementation progress	La mise en œuvre du projet est satisfaisante. Les taux d'exécution budgétaire sont négativement influencés par les faibles taux d'exécution enregistrés par les activités qui émergent sur le financement additionnel dont le processus d'approbation et de mobilisation ont connu des retards par rapport au calendrier initial. Le projet est capable de récupérer ces retards.
Outputs and outcomes	Les bénéficiaires du projet expriment généralement leur satisfaction par rapport aux effets et impacts des activités du projet sur leurs conditions de vie. Grâce au fumier et au crédit intrants, les bénéficiaires augmentent leur production agricole (riz, banane; haricot, maïs et cultures maraichères) et laitière; améliorent la sécurité alimentaire et leurs revenus et arrivent à accumuler des biens (paiement des frais scolaires et sanitaires, achat de terrains, de bétail; de moyens de communication et de déplacement, etc). Il est nécessaire de diversifier les marchés d'écoulement de leurs produits pour ne pas dépendre de privés en situation de quasi-monopole.

Sustainability

Les fréquents changements au niveau des structures locales (CDC; élus collinaires; cadres provinciaux des services techniques) peuvent constituer un risque en ce qui concerne la durabilité des acquis du projet.

### Proposed Follow-up

Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Implementation speed	Continuer à mettre un accent particulier sur le financement des producteurs ruraux et des groupes vulnérables avec des produits adaptés. L'aboutissement rapide du projet d'appui à l'inclusion financière du Burundi	Continue	en cours
Aspects fiduciaires	Acquérir le module consolidation de Tom2pro pour présenter une comptabilité, un rapport financier et des états de synthèse pour l'ensemble du projet tous financements confondus	Décembre 2016	Lancer le processus de commande
Mise en oeuvre	Soumettre les manuels de procédures (technique et financier) révisés à la validation du Comité Technique et la non objection du FIDA	Décembre 2016	

### Additional observations

Soumettre le personnel à des évaluations de performance systématiques et apurer les congés non consommés constituent également des priorités pour la Coordination du projet.



## Appendice 2: Cadre logique actualisé à la revue à mi-parcours (Novembre 2013) et évolution des indicateurs

### 2.1 Cadre logique actualisé du financement initial

Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités		Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin septembre 2016
<u>Impact</u>	Réduction de la pauvreté et amélioration des revenus et des conditions de vie dans les zones d'intervention	Indicateur	
Composante 1	« Renforcement du capital productif »		
<b>Résultat R1 de la Composante I de Niveau 2 (Outcomes) R1: Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues</b>			
Résultat R1.1 (Produit/Output) R1.1: Des AUM sont créées et capables de prendre en charge l'entretien et la maintenance durablement les ressources en eau et des terres (associations de type territorial)		Les AUM des anciens et nouveaux marais sont en place et opérationnelles	Les AUM des anciens et nouveaux marais ont été restructurées selon la nouvelle approche. Des activités de renforcement des capacités ont été entreprises avec un accent particulier pour les nouveaux marais. Les AUM mises en place sont opérationnelles.
<u>Activité 1.1.1:</u>	A1.1.1. Création des Comités de quartiers, de Périmètres et des Associations d'Utilisateurs de Marais	6 AUM mis en place	100% réalisé
<u>Activité 1.1.2:</u>	A1.1.2. Renforcement des capacités des membres des Comité de Gestion et d'entretien des marais	210 membres des comités de gestion et d'entretien formés,	100% réalisé
Résultat R1.2 (Produit/Output) R1.2: Le capital productif des marais est accru et l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau est assurée durablement par les AUMs		90% des parcelles des marais aménagés/réhabilités alimentée en eau, le réseau d'irrigation fonctionnel, 100% d'ouvrage en bon état	80% des parcelles des marais aménagés/réhabilités alimentée en eau, le réseau d'irrigation fonctionnel, 90% d'ouvrage en bon état.
<u>Activité 1.2.1:</u>	A1.2.1. Aménager de nouveaux marais	239,4 Ha aménagés	100% réalisé
<u>Activité 1.2.2:</u>	A1.2.2. Réhabiliter des anciens marais	135 Ha réhabilités	100% réalisé
<u>Activité 1.2.3:</u>	A1.2.3. Entretenir les anciens et nouveaux marais	Le réseau d'irrigation et les ouvrages remis en état dans les anciens et nouveaux marais	Les travaux de consolidation ont été exécutés. Malheureusement, les pluies diluviennes ont provoqué des inondations dans certains marais de Gitega et Kayanza et plusieurs ouvrages ont été détruits. Le projet compte appuyer les bénéficiaires à réhabiliter certains de ces ouvrages les travaux seront effectués en régie et un devis des coûts est déjà disponible
Résultat R1.3 (Produit/Output) R1.3: La production sur les BV et dans les Marais est durablement améliorée par des systèmes de production Agro-Sylvo-Pastoraux adaptés		La production agricole sur les BV et dans les marais est augmentée d'au moins 30% chez les bénéficiaires du projet	Plus de 70% des ménages bénéficiaires ont augmenté le rendement des cultures comme le riz, le maïs, la pomme de terre, le haricot, les légumes de plus de 50%.
<u>Activité 1.3.1:</u>	A.1.3.1. Cibler et préparer les bénéficiaires	1 534 futurs bénéficiaires sont ciblés et préparés à	1 534 bénéficiaires ciblés ont été préparés à la réception des

Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités		Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin septembre 2016
	(embocagement, installation des cultures fourragères, construction des étables cimentées)	la réception des bovins	bovins
<u>Activité 1.3.2:</u>	A.1.3.2. Instauration et renforcement de la chaîne de solidarité	1 534 bovins sont importés et distribués dans la ZP et 1 534 conventions avec les bénéficiaires sont élaborés et signés	1 534 bovins ont été distribués dans la ZP et les conventions avec les bénéficiaires ont été élaborés et signés.
<u>Activité 1.3.3:</u>	A.1.3.3. Suivi de la chaîne de solidarité et Renforcement des capacités Techniques des membres des groupes d'élevage (Formation CEF, Visites d'échange)	Les membres des groupes d'élevage sont formés sur les techniques de gestion de la chaîne	Les éleveurs, les CDC et les services techniques ont été formés sur la gestion et le suivi de la chaîne de solidarité communautaire. La mise en place des CEP a démarré et se poursuit dans la zone du projet.
<u>Activité 1.3.4:</u>	A.1.3.4. Appui au développement des cultures vivrières (CEP, multiplication, distribution de rejets améliorés, visites de suivi)	Les cultures vivrières ciblées sont développées	-La culture de riz est développée dans Karusi, Gitega et Kayanza. - 13 640 rejets de bananiers ont été distribués et mis en place et d'autres(53000) le seront au début de la saison 2017A
Résultat R1.4 (Produit/Output) R.1.4 La Production de Riz (SRI) dans les marais est augmentée de façon constante et durable		Le rendement du riz est augmenté de 2 à 3 fois grâce au SRI par rapport à la situation de référence	Les rendements de riz passent de 1,6 tonne à l'ha à 4 tonnes par ha en moyenne dans la zone du projet.
<u>Activité 1.4.1:</u>	A.1.4.1. Renforcement des Capacités Techniques des producteurs de riz (CEP; encadrement et formation)	Au moins 80% des membres des AUM sont formés sur le SRI	L'activité a été réalisée au courant des saisons 2015 B et 2016 pour les marais de Kayanza aménagés/réhabilités en 2014.
<u>Activité 1.4.2:</u>	A.1.5.2.Appui à la production de semences (contrat ISABU, multiplication et suivi)	16 tonnes de semences de base et 24 tonnes de semences commerciales de riz sont produites	8.9 tonnes de semences de base et 17.3 tonnes de semences commerciales de riz sont déjà produites
<b>Composante 2 « Valorisation agricole et accès aux marchés »</b>			
<b>Résultat R2 de la Composante II de Niveau 2 (Outcomes) R.2:L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée</b>			
Résultat R2.1 (Produit/Output) R.2.1. Des Coopératives mises en place sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivité des produits		100% des coopératives gérées par les membres élus et utilisant correctement les outils de gestion, le niveau de commercialisation des produits de qualité est accru de 30%	77% des coopératives (7/9) sont gérées par les membres élus et utilisant correctement les outils de gestion. L'accroissement du niveau de commercialisation des produits de qualité sera évalué par une enquête
<u>Activité 2.1.1:</u>	A.2.1.1. Les coopératives coordonnent le développement des filières ciblées pour en améliorer la rentabilité et les retombées pour les membres	9 coopératives fonctionnent comme des entreprises économiques et sont rentables	7 coopératives fonctionnent comme des entreprises économiques et sont rentables
<u>Activité 2.1.2:</u>	A.2.1.2. Développer les Capacités des organes de gouvernance des coopératives (animation, gestion administrative et financière, renouvellement des organes) :	les organes des 9 coopératives ont des capacités requises pour la bonne gouvernance	les organes des 7 coopératives ont des capacités requises pour la bonne gouvernance
<u>Activité 2.1.3:</u>	A.2.1.3. Développer les capacités des coopératives à rendre des services de qualité aux membres (vente groupées, accès aux intrants, formations des membres, montage de dossiers)	Au moins 80% des membres des 9 coopératives ont accès aux services de qualité	90% des membres de 7 coopératives ont accès aux services de qualité

Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités		Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin septembre 2016
<u>Activité 2.1.4:</u>	A.2.1.4. Développer les capacités de représentation et de négociation des agriculteurs membres des coopératives	Un espace d'échange entre les coopératives et les autres OP est opérationnel et les recommandations sont prises en compte dans l'élaboration des politiques et programmes agricoles	5 coopératives sont déjà membres de la CAPAD qui est aussi membre de la FOPABU. Des fora provinciaux et nationaux sont organisés annuellement et les recommandations sont prises en compte dans l'élaboration des politiques agricoles
<u>Activité 2.1.5:</u>	A.2.1.5. Augmenter la capacité de stockage et de transformation des coopératives et en assurer la gestion durable (et rentable)	Les infrastructures de stockage (magasin et aire de séchage) et de transformation des produits (3 décortiqueuses et 2 moulins) sont en place et bien gérées	Les infrastructures de stockage sont en place et sont bien gérées pour 5 coopératives. Les infrastructures de stockage sont déjà construites. Une décortiqueuse améliorée a été donnée à la coopérative de Rango en plus des 4 données à Bugenyuzi, Gitaramuka, Mutaho et Bugendana et d'autres données par le PRODEFI à Muhanga et Buhiga. Ces infrastructures et équipements sont bien gérés.
Résultat R2.2 (Produit/Output) R.2.2. les besoins de financement des coopératives et de groupes de caution solidaires sont assurés à travers des mécanismes de garanties auprès des IMF		Au moins 80% des membres de coopératives et des groupes de caution solidaire ont bénéficié d'au moins deux séries de crédit suivant leurs besoins spécifiques	71% des membres (8.102/11.411) des coopératives ont déjà bénéficié de crédit. (crédits intrants, crédit commercial etc.)
<u>Activité 2.2.1.:</u>	A.2.2.1.-Faciliter l'accès des producteurs au financement	les producteurs membres des coopératives ont accès au financement pour les intrants agricoles, le warrantage et pour la transformation du riz paddy	les producteurs membres de 7 coopératives sur 9 ont accès au financement pour la commercialisation du riz et l'accès aux intrants agricoles, le warrantage et pour la transformation du riz paddy.
<b>Composante 3 « Unité de facilitation et de coordination »</b>			
<b>Résultat R3 de la Composante III de Niveau 2 (Outcomes) R3: Les capacités des Structures Locales sont renforcées et la Coordination du projet est performante</b>			
Résultat R3.1 (Produit/Output) R.3.1. Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement (administrations communales, CDC, CCDC et autres associations collinaires)		Des institutions locales (administration provinciales, communales et collinaires, CDC, CCDC et autres associations collinaires) sont opérationnelles	Des institutions locales (administration provinciales, communales et collinaires, CDC, CCDC et autres associations collinaires) sont opérationnelles
<u>Activité 3.1.1:</u>	A.3.1.1. Renforcer les capacités des CDC et des CCDC à planifier, suivre et à superviser la gestion des infrastructures communautaires (formation dans l'audit, la supervision, IEC)-ACORD	CDC et CCDC renforcés et capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet	Les capacités des CDC et CCDC ont été renforcées et sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet
<u>Activité 3.1.2:</u>	A.3.1.2. Former les CDC dans la conduite des AG des ciblage participatifs l'organisation et le suivi-évaluation de la chaîne de solidarité-ACORD	CDC et CCDC renforcés et capables de conduire les AG de ciblage, d'organiser, suivre et évaluer la chaîne de solidarité communautaire	Les CDC et CCDC sont capables de conduire les AG de ciblage, d'organiser, suivre et évaluer la chaîne de solidarité communautaire
<u>Activité 3.1.3:</u>	A.3.1.3. Renforcer les capacités des relais techniques et des autorités locales impliqués dans la supervision, le suivi et la pérennisation des actions de développement communautaires	Les capacités des relais techniques, autorités locales et CDC sont renforcées sur le ciblage des bénéficiaires et le suivi conseil	Les capacités des relais techniques, autorités locales et CDC ont été renforcées sur le ciblage des bénéficiaires et le suivi conseil
<u>Activité 3.1.4:</u>	A.3.1.4. Animation et mise en cohérence des	une synergie est créée entre les différents acteurs	1 atelier a été organisé pour renforcer la synergie des acteurs.

Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités		Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin septembre 2016
	interventions (Animation ACORD)	du projet et avec les autres projets FIDA, les innovations et les meilleures pratiques sont documentées et capitalisées	La documentation des innovations et meilleurs pratiques se fait à travers les dépliants, fiches techniques et visites d'échange d'expérience.
<u>Activité 3.1.5:</u>	A.3.1.5. Alphabétisation des populations collinaires par les CDFC		
Résultat R3.2 (Produit/Output) R.3.2. Sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers		réduction d'au moins 30% des conflits liés à la terre, au moins 50% des ménages en possession des certificats foncier accèdent au crédit	Les conflits ont diminué et les crédits sont obtenus en hypothéquant les certificats fonciers. Le nombre de bénéficiaires de crédits augmente d'année en année.
<u>Activité 3.2.1:</u>	A.3.2.1. Renforcer des capacités du personnel des services fonciers communaux par des équipements adaptés et moyens de transport (bureaux fonciers et commissions de reconnaissance collinaires)	l'équipement adéquat et moyen de transport est disponible	l'équipement adéquat et moyen de transport est disponible pour les 7 services fonciers
<u>Activité 3.2.2</u>	A.3.2.3. Apporter un service conseil aux personnels du bureau foncier pour améliorer la performance (informatique, administratif, participation, juridique, technique, technologique)	Les services des guichets fonciers sont de qualité	Les services des guichets fonciers sont de qualité pour 7 guichets sur 7
Résultat R3.3 (Produit/Output) R.3.3. La gestion et la Coordination du projet est assurée de manière performante au niveau technique administratif et financier		la gestion de projet est bien menée	
<u>Activité 3.3.1:</u>	A.3.3.1. Payer les Salaires et les indemnités dans les délais imparties et conformément aux règlements nationaux et internationaux	les salaires et indemnités sont payés dans le respect des délais et règlement	Réalisé progressivement
<u>Activité 3.3.2:</u>	A.3.3.2. Former le personnel du projet (Comptable, Technique, S et E, Administration, Archives)	le personnel est formé	Les formations locales sont organisées. Les formations à l'étranger ont été suspendues momentanément par le gouvernement
<u>Activité 3.3.3:</u>	A.3.3.3. Organiser et participer à des ateliers d'échange d'expériences	des ateliers d'échange sont organisés	Les ateliers sont organisés comme prévu dans le PTBA
<u>Activité 3.3.4:</u>	A.3.3.4. Gérer efficacement l'approvisionnement du projet (AO, PPM, Registre des contrats, fiches de suivi des contrats, Acheter, inventorier et maintenir des équipements) pour l'UCP et autres	Le plan d'approvisionnement est en place et respecté	L'approvisionnement est assuré régulièrement
<u>Activité 3.3.5:</u>	A.3.3.5. Elaborer des Rapports Administratifs et Financiers (incl. Audits)	Les rapports sont produits à temps	Les rapports sont produits à temps
<u>Activité 3.3.6:</u>	A.3.3.6. Recruter des services spécialisés nationaux et internationaux (consultants, bureaux de conseils, prestataires de services)	des services spécialisés sont recrutés dans les délais	des services spécialisés sont recrutés

Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités		Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)	Etat de mise en œuvre à fin septembre 2016
<u>Activité 3.3.7:</u>	A.3.3.7. Collecter les données et transmettre les informations de manière pertinente, performant et dans les délais	les données de qualité sont disponibles dans les délais	Les données de qualité sont disponibles dans les délais
<u>Activité 3.3.8:</u>	A.3.3.8. Le Suivi et Evaluation du projet est assuré de manière pertinente et dans les délais (Elaborer des Rapports Techniques et budgétaire, états d'avancement)	les rapports techniques et budgétaires, l'état d'avancement sont disponible dans les délais	Les rapports sont disponibles dans les délais
<u>Activité 3.3.9:</u>	A.3.3.9. Elaborer un plan d'exécution des activités du projet pour la période restante et assurer son suivi par l'USE (diagramme de Gantt)	le plan d'exécution est disponible et mise en œuvre	Les PTBA 2014, 2015 et 2016 ont été élaborés et mis en œuvre
<u>Activité 3.3.10:</u>	A.3.3.10. Le coordonnateur assure la liaison interne (UCP) et externe, ainsi qu'une bonne coordination avec les autorités nationales concernés (CP), les IFI et autres partenaires	bonne collaboration avec les différents intervenants	La collaboration est bonne avec les différents intervenants
Résultat R3.4 (Produit/Output) R.3.4 La Clôture du projet est assuré en conformité avec les dispositions de l'accord de don		L'accord de don est respecté	La clôture sera faite après l'utilisation du financement additionnel
<u>Activité 3.4.1:</u>	A.3.4.1. Etablir un plan de clôture pour la coordination et les services administratif et financiers	Un plan de clôture est établi	La clôture sera faite après l'utilisation du financement additionnel
<u>Activité 3.4.2:</u>	A.3.4.2. Préparer et organiser le Transfert des activités de terrain aux bénéficiaires, Coopératives, Associations, IMF, services publics et administrations locales (implication immédiate de ces structures et renforcer leurs - assurer la durabilité des réalisations du projet	un plan de transfert est en place et est mise en œuvre	Une réflexion est en cours pour poursuivre organiser la gestion des activités de terrain par les unités régionaux dans le cadre de l'approche programme
<u>Activité 3.4.3:</u>	A.3.4.3. Elaborer le rapport final d'achèvement du projet	Un rapport d'achèvement est produit	A réaliser vers la clôture du projet
<u>Activité 3.4.4:</u>	A.3.4.4. Etude d'évaluation finale et d'impact du projet	Un rapport d'étude est disponible	Des études thématiques et l'étude d'évaluation des effets et impacts ont été réalisées dans la zone pilote et 2 provinces d'extension
<u>Activité 3.4.5:</u>	A.3.4.5. Mettre en œuvre le plan de démobilisation du personnel	un plan de démobilisation du personnel est en place et bien exécuté	A réaliser vers la clôture du projet
<u>Activité 3.4.6:</u>	A.3.4.6. Assurer l'audit des 6 derniers mois	rapport d'audit disponible	A réaliser vers la clôture du projet
<u>Activité 3.4.7:</u>	A.3.4.7. transférer des actifs du projet aux institutions et/ou projets concerné(e)s	le rapport de transfert est produit	A réaliser vers la clôture du projet
<u>Activité 3.4.8:</u>	A.3.4.8. capitaliser de l'expérience acquise par le projet et élaborer des supports de communication	le support de communication est produit	Les supports de communication sont régulièrement produits et l'activité va se poursuivre jusqu'à la clôture du projet

## 2.2 Cadre logique du financement additionnel

Description du Projet	Indicateurs	Méthode/ source de vérification	Hypothèses, Risques et mesures d'atténuation
Impact: Réduction de la pauvreté et amélioration des revenus et des conditions de vie dans les zones d'intervention <u>Objectif de Développement</u> : La capacité de production et commercialisation des produits des filières Riz et Lait sont renforcées	1. Taux d'insécurité alimentaire dans les zones concernées par le projet baisse de 75% à 65% à l'horizon 2020 2. Taux d'insécurité alimentaire chez les jeunes et les femmes baisse d'au moins 10% 3. Revenu moyen des chefs de famille dans les sites du projet augmente d'au moins 30% 4. Taux de réduction du volume de l'aide alimentaire d'au moins 10% 5. Nombre d'emplois durables créés (N), incluant chez les jeunes (N) et les femmes représentent au moins 25% des emplois directs et indirects	Tableau de bord du programme, Rapports d'évaluation et rapports d'experts	Risques liés aux retards engendrés par la tenue d'élections. Adaptation des plans d'activités au calendrier des élections afin d'éviter tout chevauchement.
<b>Chaine de Résultats: Produits (Résultats de niveau 1) / Effets (résultats de niveau 2)</b>			
<b>Composante 1 : Renforcement du capital productif</b>			
Effet 1 : Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues	6. Proportion de marais dans les sites du projet ayant des dispositifs antiérosif passe de 60% à 100% 7. Proportion de Bassins Versants aménagés autour des marais ciblés est de 100% 8. Nombre d'ha de marais mis en place est de 2676 ha	Rapport de pré-évaluation  Rapports de revue à mi-parcours Etude de situation de référence Rapports d'activités Etudes d'impact Rapport d'achèvement	Dépendance d'autres projets en cours tels que construction/réhabilitation de barrages en cours ou de réseaux d'irrigation et limite du budget disponible. Planification d'études dans les sites à risque et recherche de financements complémentaires
<i>Produit 1.1 : Des AUM sont créées et capables de prendre en charge l'entretien et la maintenance durablement les ressources en eau et des terres (associations de type territorial)</i>	<i>9. Le nombre de coopératives rizicoles créées est au moins égal à 6 10. Au moins 100 000 exploitants bénéficient des interventions en infrastructures hydroagricoles.</i>	Rapport de pré-évaluation  Rapports de revue à mi-parcours Etude de situation de référence Rapports d'activité Etudes d'impact Rapport d'achèvement	<i>Non adhésion des populations locales. Mise en place d'un mécanisme de concertation et adoption de la planification participative. Faible capacité des prestataires (Bureau d'études, de contrôle) pour établir les études. Appui par un assistant technique pour l'élaboration des études et DAO, suivi des travaux.</i>
<i>Produit 1.2 : Le capital productif des marais est accru et l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau est assurée durablement par les AUM</i>	<i>11. Superficie des marais aménagés et réhabilités est augmentée de 2.676ha 12. au moins 2000 agriculteurs (trices) sont formés dans les CEP et adoptant les nouvelles techniques</i>	Rapport de pré-évaluation  Rapports de revue à mi-parcours Etude de situation de	<i>Absence de fonds d'entretien des pistes au niveau des communes. Pluviométrie élevée entraînant une dégradation rapide des pistes. Spécifications techniques adaptées et mise en place de comité d'entretien de pistes</i>



Description du Projet	Indicateurs	Méthode/ source de vérification	Hypothèses, Risques et mesures d'atténuation
		référence Etudes d'impact Rapport d'achèvement	
<i>R.1.3. La production sur les BV et dans les Marais est durablement améliorée par des systèmes de production Agro-Sylvo-Pastoraux adaptés</i>	13. au moins 35.000 ha de Bassins-Versants sont aménagés et réhabilités 14. Taux d'augmentation d'utilisation des intrants agricoles atteint au moins 25% (incluant fumure organique) 15. Nombre de vaches distribuées (1ère mise à disposition) aux ménages est d'au moins 5000 Génisses 16. Au moins 6000 bovins sont redistribués aux ménages suite au fonctionnement de la chaîne de solidarité communautaire) 17. Nombre moyen d'animaux par ménage monte à 2 bovin/10ménage	Rapport de pré-évaluation  Rapports de revue à mi-parcours Etude de situation de référence Etudes d'impact  Rapport d'achèvement	le manque d'adhésion des exploitants peut parfois entrainer des retards dans la mise en œuvre surtout qu'il existe d'autres projets du FIDA et autres qui ont une approche technique différente dans la même zone du projet/zones limitrophes. Il est prévu que le programme du FIDA dans le pays vise à harmoniser les approches techniques entre les différents projets et une bonne communication avec les bénéficiaires (selon une approche participative)
<i>R.1.4 La Production de Riz (SRI) dans les marais est augmentée de façon constante et durable</i>	18. La production de Riz augmente au moins de 5.000 T par an 19. Proportion de ménages utilisant les techniques améliorées dont le SRI atteint au moins 50% des exploitants des marais	Rapport de pré-évaluation  Rapports de revue à mi-parcours  Etude de situation de référence Etudes d'impact Rapport d'achèvement	le manque d'adhésion des exploitants peut parfois entrainer des retards dans la mise en œuvre surtout qu'il existe d'autres projets du FIDA et autres qui ont une approche technique différente dans la même zone du projet/zones limitrophes. Il est prévu que le programme du FIDA dans le pays vise à harmoniser les approches techniques entre les différents projets et une bonne communication avec les bénéficiaires (selon une approche participative)
<i>R.1.5. Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement (administrations communales, CDC, CCDC et autres associations collinaires)</i>	20. Au moins 2 spécialistes formés par DPAE en Système de SE fonctionnel dans les DPAE (14 formés au moins) 21. Au moins une autre filière appuyée par le projet à travers les coopératives (N)	Rapport de pré-évaluation  Rapports de revue à mi-parcours Etude de situation de référence Etudes d'impact Rapport d'achèvement	Les capacités des institutions locales sont limitées. Le projet prévoit d'appuyer quelques structures notamment par la formation et l'encadrement.
<i>R.1.6. Sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers</i>	22. Au moins 4 bureaux fonciers sont formés, équipés et opérationnels au moins 3.200 certificats sont délivrés par les bureaux fonciers	Rapport de pré-évaluation Rapports de revue à mi-parcours Etude de situation de référence Etudes d'impact Rapport d'achèvement	certaines IMF obéissent à leurs propres règles et il est parfois difficile de garantir leur engouement pour soutenir les producteurs. Une consultation des IMF et un appui ponctuel est prévu pour atténuer ce risque.
<b>Composante 2 : Valorisation agricole et accès aux marchés</b>			

Description du Projet	Indicateurs	Méthode/ source de vérification	Hypothèses, Risques et mesures d'atténuation
Effet 2:L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée	23. Au moins 2 filières sont partiellement organisées et fonctionnelles d'ici la fin du projet (Riz et Lait) 24. Augmentation du Taux annuel de la production des filières d'exportation de 10 % 25. Au moins 2 organisations laitières et rizicole sont fonctionnelles (au moins une par filière) 26. Au moins 2 OP professionnelles recensées par filière	Rapport de pré-évaluation  Rapports de revue à mi-parcours Etude de situation de référence Etudes d'impact Rapport d'achèvement	Faible accessibilité aux intrants et aux marchés du à un déficit infrastructurel localisé et faible pouvoir d'achat des producteurs. Prise en compte de travaux d'infrastructures de pistes et de désenclavement. Recherche de financements additionnels pour le désenclavement des bassins de production. Accès au financement grâce au partenariat avec IMF. Accès aux engrais subventionnés par le biais des coopératives
R.2.1. Des Coopératives mises en place sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivité des produits	27. Taux d'accroissement de la capacité de stockage et de conservation augmente à 30% des volumes des récoltes	Rapport de pré-évaluation Rapports de revue à mi-parcours Etude de situation de référence Etudes d'impact Rapport d'achèvement	Impacts négatifs de retards d'exécution de travaux d'infrastructures hydrauliques majeurs. Élaboration d'études détaillées et validation des infrastructures. Contribution des bénéficiaires, membres des coopératives, élevées pour l'achat des équipements par rapport à leurs capacités financières. Fixation de la contribution des bénéficiaires selon les capacités financières des membres des coopératives
	28. Taux d'accroissement de la production de lait est de 300% (au moins 2000000 litres additionnels seront produites par an) dont la moitié est commercialisée localement	Rapport de pré-évaluation	Les étages agro écologiques permettent l'accroissement sensible de la production laitière et de la transformation. La demande en lait et ses produits dérivés est importante au niveau local par rapport au pouvoir d'achat. Prix du lait élevé au niveau local. Augmenter la production et Rapprocher la production de la demande contribueront à diminuer les prix.
	29. Formation et équipement d'au moins 6 collecteurs  30. Création d'au moins 12 CCL et points de collecte,  31. Evolution de la production des filières appuyées autres que le riz et le lait augmenté d'au moins 10% en volume ou en Valeur dans la zone du projet 32. Création d'au moins de 18 points de vente au niveau local,	Rapports de revue à mi-parcours Etude de situation de référence Etudes d'impact  Rapport d'achèvement	
R.2.2. les besoins de financement des coopératives et de groupes de caution solidaires sont assurés à travers des mécanismes de garanties auprès des IMF	33. Nombre de bénéficiaires des crédits de campagne (octroyés à travers des organisations de producteurs) atteint 10% des exploitants 34. Longueur de pistes réhabilitées et/ou créées atteint au moins 74 km	Rapport de pré-évaluation  Rapports de revue à mi-parcours Etude de situation de référence Etudes d'impact Rapport d'achèvement	Les effets d'un appui sporadique sur une autre filière (mais) risque de ne pas donner l'effet escompté. Les moyens du projet risquent de compromettre tout ou partie de ce résultat. Adopter une approche de goulot d'étranglement. Le projet va appuyer une filière dans le sens d'une levée de contrainte. Une recherche de financements complémentaires et de synergie est envisagée
<b>Composante 3 : Coordination du projet et renforcement des capacités institutionnelles</b>			
Effet 3: Coordination et la gestion	35. Degré d'efficacité du Projet atteint au moins 80% des	Rapports d'audits,	La mise en place du projet coïncide avec la mise en



Description du Projet	Indicateurs	Méthode/ source de vérification	Hypothèses, Risques et mesures d'atténuation
du projet sont Assurées de manière performante	<p>résultats</p> <p>36. Niveau de fonctionnement des cadres de concertation apprécié par les acteurs et intervenants du projet</p> <p>37. Taux d'exécution budgétaire atteint au moins 95% sur le plan annuel et cumulé à horizon 2018</p>	<p>Rapports de supervision</p> <p>Rapport de pré-évaluation</p> <p>Rapports de revue à mi-parcours</p> <p>Etude de situation de référence</p> <p>Etudes d'impact</p> <p>Rapport d'achèvement</p>	<p>place d'une approche programme dans le pays. Ce passage comporte des risques liés à la transition depuis l'approche projet. Gérer les ressources humaines et financières de manière à atteindre en priorité les objectifs du projet. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche programme, apprécier la faisabilité des synergies sur la base des complémentarités déjà existantes entre projets et à développer (complémentarité géographique, utilisation commune des ressources humaines..).</p>
Produit 3.1: La gestion et la Coordination du projet est assurée de manière performante au niveau technique administratif et financier	<p>38. Le projet au niveau national et régional est considéré comme efficace (atteint au moins 80%)</p>	<p>Rapport de pré-évaluation</p> <p>Rapports de revue à mi-parcours</p> <p>Etude de situation de référence</p> <p>Etudes d'impact</p> <p>Rapport d'achèvement</p> <p>Tableau de bord, Rapport d'audit</p>	<p>Réussite de la mise en place de l'approche programme au FIDA et participation active des fonctions régaliennes de l'État au niveau local</p>
Produit 3.2: Valorisation des résultats et Clôture du projet est assurée en conformité avec les dispositions de l'accord de don	<p>39. Au moins 2 spécialistes formés par DPAE en Génie Rural par an; Système de SE fonctionnel dans les DPAE (14 formés au moins par an)</p> <p>40. Au moins une participation aux échanges de savoirs et une publication des acquis du projet</p>	<p>Rapport de pré-évaluation</p> <p>Rapports de revue à mi-parcours</p> <p>Etude de situation de référence</p> <p>Etudes d'impact</p> <p>Rapport d'achèvement R. d'audits, R. d'évaluation, R. administratifs, Tableaux de Bord</p>	<p>L'existence des capacités en question. Par exemple les Techniciens en Génie Rural font souvent défaut comparés aux Agronomes. Dans ce cas le renforcement de capacités ne peut avoir lieu car le projet exclue le recrutement d'agents de l'État pour supplanter le manque de personnel.</p>



### Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer une stratégie claire de désengagement des provinces Gitega et Karusi et la partager avec les partenaires	UFCP/PAIVA-B/Autres projets	31 janvier 2017
Promouvoir la réforme des taureaux âgés et leur remplacement dans le cadre de la CSCB; étudier la faisabilité d'augmentation du nombre de taureaux géniteurs sur les collines dans le cadre de la mise en œuvre de la CSCB	UFCP/Resp élevage	Continue
Elaborer une stratégie claire de désengagement des provinces Gitega et Karusi et la partager avec les partenaires	UFCP/PAIVA-B/Autres projets	31 janvier 2017
-Exiger à l'avenir des entreprises de travaux le respect strict du calendrier d'exécution et leur appliquer, en cas de défaillance, des pénalités de retard conformément aux dispositions des contrats et du code des marchés publics.	UFCP/PAIVA-B	Continue
-Faire diligence pour que les travaux de remise en état des marais inondés démarrent dans les meilleurs délais en vue de permettre aux usagers de ces marais de bénéficier pleinement de l'eau d'irrigation pendant la prochaine saison rizicole.	UFCP/PAIVA-B	Immédiatement
-Revoir; en concertation avec la direction générale de l'aménagement, les termes de référence de l'étude sur la géolocalisation des boisements installés sur les terrains communaux afin de réaliser cette étude avant le transfert aux communes concernées, sur la base de procès-verbaux.	Resp aménagement/PAIVA-B	28 février 2017
-Vulgariser le plan de rationnement des bovins et mettre en application toutes les recommandations de l'étude sur les systèmes d'alimentation des bovins.	UFCP/Resp Elevage	Continue
-Entrer en contact avec le PRODEFI et le PNSADR-IM pour qu'ils étendent leurs activités d'IA dans la zone d'action du PAIVA-B, et sélectionner les taurillons de très bon gabarit issus des vaches distribuées par le PAIVA-B et le PRODEFI et de les transformer en taureaux géniteurs sur d'autres collines	UFCP/ Coordonnateur et Resp Elevage	31 mars 2017
-Diversifier les partenariats et les marchés d'écoulement du lait (ouverture de comptoirs de vente, conventions avec d'autres privés) pour ne pas dépendre d'un seul partenaire, si fiable soit-il.	PAIVA-B/OPP/Tous les Projets	Dès maintenant et continue
-Former les éleveurs sur l'établissement des comptes d'exploitation des bovins et les sensibiliser sur la tenue correcte des registres des comptes d'exploitation	UFCP/ACORD/Resp Elevage	31 mai 2017
-S'assurer constamment que toutes les données concernant les antécédents culturels, les intrants, la main d'œuvre, les observations faites dans le champ, la	ACORD/RIA	Continue

production (quantité et qualité) soient systématiquement enregistrées dans un carnet ou une fiche de suivi		
Améliorer le suivi de la production des semences afin que l'ONCCS certifie toute la récolte obtenue et que la quantité produite corresponde aux besoins exprimés	ISABU/RIA	Continue
-Appeler les organisations qui se créent sous leur facilitation des GPC et inscrire cette mention dans les statuts et autres actes administratifs qui régissent ces derniers	Projet/CAPAD /OPP/Autres projets	Immédiat
-Aider les GPC maïs à s'approvisionner en semences sélectionnées auprès de l'ISABU et des multiplicateurs agréés, et en semences de maïs hybride auprès des vendeurs locaux et en engrais subventionnés auprès des DPAE.	Projet/CAPAD/DPAE	Continue
-Veiller à ce qu'une remise et reprise en bonne et due forme de tout le patrimoine du GPC soit faite en présence d'un représentant de l'administration et du GPC chaque fois qu'il y a un changement du comité ou du gestionnaire du GPC	Projet/CAPAD/OPP/Autres projets	Continue
-Se concerter avec la FENACOBUR pour que celle-ci accepte et traite uniquement les demandes de crédits intrants portant le sceau et la signature du GPC qui, en retour, garantira le recouvrement des montants octroyés avec son aval	Projet/ CAPAD/OPP/Administration locale /FENACOBUR	Continue
-Veiller à ce que les CCL diversifient leurs marchés d'écoulement du lait notamment en signant des contrats avec deux ou plusieurs industriels à qui ils livreront une partie de leur production de lait ou en ouvrant des comptoirs de vente du lait.	PAIVA-B/CAPAD	Continue
Activation du comité de pilotage,	Coordonnateur	Décembre 2016
-Mise en place d'un mécanisme de réception et de traitement formel des doléances et des plaintes,	Coordonnateur, RAF	Continue
-Publication sur le site internet du programme des PTBA, rapports annuels d'activités et synthèses des rapports d'audit	Coordonnateur, RAF	Continue
-Suivre la mise en application de l'Ordonnance n°540/245 du 16 février 2016 du Ministère des Finances relative à la TVA	Coordonnateur, RAF, RPM	Continue
-Enregistrer exhaustivement la participation des bénéficiaires notamment sur la base des conventions signées	RAF	Continue
-Veiller à la ponctualité de préparation des DRF et privilégier les DPD	RAF	Continue
-Soumettre les manuels de procédures (technique et financier) révisés à la validation du Comité Technique et la non objection du FIDA	Coordonnateur	Décembre 2016
-Acquérir le module consolidation de Tom2pro pour présenter une comptabilité, un rapport financier et des états de synthèse pour l'ensemble du projet tous financements confondus	Coordonnateur, RAF	Décembre 2016
-Trouver des mécanismes alternatifs aux paiements en espèces aux	Coordonnateur, RAF	Décembre 2016

bénéficiaires dans les provinces		
-Renforcer les mécanismes de réception par l'implication des Comptables Régionaux des UFCR	Coordonnateur, RAF	Continue
-Renforcer les mécanismes de réception des semences (riz, maïs, bananes...) par le contrôle technique de l'Office (ONCCS)	Coordonnateur, RAF	Continue
-Mettre en place une procédure pour la justification des avances dans des délais raisonnables	Coordonnateur, RAF	Continue
-Mettre en place un tableau de bord de suivi des obligations contractuelles des partenaires notamment en termes de respect des échéances des rapports techniques et financiers	RAF	Continue
-Planifier des missions périodiques pour des missions de contrôle financier des transactions des partenaires;	Coordonnateur, RAF	Continue
-Formaliser systématiquement le transfert des actifs financés par le PAIVA-B aux bénéficiaires concernés	Coordonnateur, RAF	Continue
-Soumettre le personnel à des évaluations de performance systématiques, apurer les congés non consommés	Coordonnateur, RAF	Janvier 2017
-Veiller à la réalisation effective du plan de formation ne comprenant pas de formations locales diplômantes.	Coordonnateur,	Continue
-Accélérer le recrutement de l'auditeur externe sur la base de TDR adaptés	RAF	Décembre 2016

## Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

### Appendice 3 A : Réalisation physiques et financières des activités financées sur le reliquat du financement du PAIVA-B à fin Septembre 2016

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Bugdet prévu en USD	Bugdet réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
-	Impact: Réduction de la pauvreté et amélioration des revenus et des conditions de vie dans les zones d'intervention					1 439 081	1 368 575,5	95,1	
	Composante 1 « Renforcement du capital productif »					786 757,73	774 124,24	98,39	
1	Résultat R1 de la Composante I de Niveau 2 (Outcomes) R1: Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues								
11	Résultat R1.1 (Produit/Output) R1.1: Des AUM sont créées et capables de prendre en charge l'entretien et la maintenance durablement les ressources en eau et des terres (associations de type territorial)					-	-	-	
111	Activité 1.1.1: A1.1.1. Création des Comités de quartiers, de Périmètres et des Associations d'Utilisateurs de Marais					-	-	-	
112	Activité 1.1.2.:A1.1.2.Renforcement des capacités des membres des Comité de Gestion et d'entretien des marais					-	-	-	
12	Résultat R1.2 (Produit/Output) R1.2. Le capital productif des marais est accru et l'efficience de l'utilisation des ressources en eau est assurée durablement par les AUMs					293 800,0	330 733,5	112,6	
121	Activité 1.2.1: A1.2.1. Aménager de nouveaux marais					78 700,0	71 693,8	91,1	
1214	Suivi et supervision des réalisations techniques (Chef de composante aménag/infrastr+3 techniciens+RSE+Adj RSE) Tout inclus : salaires brut, per diems et logistique								
12141	Suivi et supervision des travaux par le responsable composante aménag/infrastr+3 techniciens de l'équipe d'appui et service extérieur								
121411	Salaire brut&charges sociales chef de composante	h-mois	7	7	100	18 100,0	36 656,8	115,6	
121413	Salaire brut et charges sociales chauffeur	h-mois	7	7	100	3 500,0			
121414	Frais de mission du RAA et équipe d'appui	h-mois	7	7	100	4 700,0			
12142	Assistances ponctuelles du Génie rural (1 descente par semaine	h-mois	7	7	100	600,0			
121421	Fonctionnement véhicule (Entretien, réparation, carburant et assurance)	FF/mois	7	7	100	4 600,0			
121422	Téléphone	FF/mois	7	7	100	200,0			
121423	Remplacement 1 Ordinateur de bureau	nbre	1	0	0	1 800,0	-	0	Marché relancé
121424	Acquisition d'un ordinateur portable	nbre	1	0	0	1 200,0	-	0	Marché en cours d'exécution
121425	Remplacement chaise avec accoudoirs	nbre	1	1	100	400,0	400,0	100	
12143	Suivi et supervision des réalisations techniques par le projet 100% salaire S&E et son assistant +per diem 1 dép. par mois								

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Budget prévu en USD	Budget réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
121431	Salaire brut & Charges sociales SE et Assistant SE	h-mois	7	7	100	32 000	34 637,0	79,4	
121432	Salaire brut & Charges sociales Chauffeur SE	h-mois	7	7	100	3 500			
121433	Frais de mission	h-mois	7	7	100	3 000			
121434	Fonctionnement véhicule (Entretien, réparation, carburant et assurance)	mois	7	7	100	4 100			
121435	Carburant ARSE	mois	7	7	100	800			
121436	Téléphone	FF/mois	7	7	100	200			
122	<b>Activité 1.2.2: A1.2.2. Réhabiliter des anciens marais</b>					<b>65 200,0</b>	<b>55 305,8</b>	<b>84,8</b>	
1221	Equipement pour l'entretien des marais aménagés en Province de Kayanza pour 660 Ha	FF	1	1	100	65 200	55 306	84,8	
123	<b>Activité 1.2.3: A1.2.3. Entretenir les anciens et nouveaux marais</b>					<b>149 900,0</b>	<b>203 734,0</b>	<b>135,9</b>	
1231	Travaux de Consolidation des canaux principaux (12%) dans les marais et ouvrage 3,9% (report engagement 2015 et réparation des dégâts dus aux pluies diluviennes)	FF	1	1	100	145700	203 734,0	135,9	
1232	Contrôle et supervision des travaux de consolidation (report engagement 2015)	FF	1	1	100	4200			
13	<b>Résultat R1.3 (Produit/Output)R.1.3. La production sur les BV et dans les Marais est durablement améliorée par des systèmes de production Agro-Sylvo-Pastoraux adaptés</b>					<b>295 376,7</b>	<b>309 939,2</b>	<b>104,9</b>	
131	<b>Activité 1.3.1: A.1.3.1. Cibler et préparer les bénéficiaires (embocagement, installation des cultures fourragères, construction des étables cimentés)</b>					<b>57 374,2</b>	<b>63 795,5</b>	<b>111,2</b>	-
1311	Ciblage (ACORD) et validation des bénéficiaires pour les commune Muramvya(6), Bukinanyana(2) pour la diffusion de 2016	collines	8	8	100	10 174,8	8 787,9	86,4	
1312	Ciblage (ACORD) et validation des bénéficiaires pour les commune Bukeye(5), Rutegama (6), Muhanga (12) et Mabayi (1), Musigati(6) et ruai(2) pour la diffusion de 2017	collines	8	8	100	10 174,8	8 788,0	86,4	
1313	Validation des bénéficiaires pour les commune Musigati (6) et Rugazi (2) pour 130 bénéficiaires restant à diffuser en 2017	collines	8	8	100	6 783,2		-	
1314	Formation de pré-réception (incluant 11 livrets par package de 10 génisses et 1 taureau) : Diffusion de 2016 dans Musigati et Rugazi	pers formées	440	440	100	12 498,1	21 629,0	173,1	
1315	1.3.1.5 Acquisition de boutures de graminées (4000 par bénéficiaire): 440 bénéf prévus en 2016, les 523 autres sont dans Top Up	nbre de boutures	3 852 000	3 852 000	100	14 266,7	18 958,6	132,9	

Numérotation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Budget prévu en USD	Budget réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
1316	Acquisition des semences de mucuna (2kg/bénéficiaire x 2 fois) pour 440 bénéf de Musigati et Rugazi (raison: très faible pouvoir germinatif de la 1ère livraison: 13%)	kg	1 760	1282	72,8	3 476,5	5 632,0	162,0	
132	<b>Activité 1.3.2.: A.1.3.2. Instauration et renforcement de la chaîne de solidarité</b>					<b>9 511,8</b>	<b>23 062,3</b>	<b>242,5</b>	
1321	<b>Achat de cheptel Bovin (1 taureau par 10 génisses) avec Kit + insémination artificielle+formation et équipement ACSA+ trousse vétérinaire</b>								
13213	1.3.2.1.2 Achat de taureaux	nbre	0						
13214	1.3.2.1.2 Acquisition des kits vétérinaires (produits et matériels vétérinaires, pompes d'aspersion, blocs à lécher)	kit	440	440	100	-	14 373,0		L'activité n'avait pas de budget dans le reliquat
13215	1.3.2.1.3 Formation des ACSA des communes Musigati (12) et Rugazi (4) + 8 Kits ACSA	pers	16	16	100	6 116,0	8 689,3	142,1	
13216	1.3.2.1.4 Achat trousse vétérinaire pour le TVC des communes Muramvya, Musigati et Rugazi	trousse	3	3	100	3 059,3		-	
1322	1.3.2.2 Elaboration de conventions avec les bénéficiaires pour 440 bénéf de Musigati (258) et Rugazi (182) (3 copies de 7 pages/bénéf)	convention	1 320	1 320	100	336,5		-	
133	<b>Activité 1.3.3: A.1.3.3. Suivi de la chaîne de solidarité et Renforcement des capacités Techniques des membres des groupes d'élevage (Formation CEF, Visites d'échange)</b>					<b>138 059,3</b>	<b>104 951,4</b>	<b>76,0</b>	
1331	<b>Champs Ecole Paysans (1CEP= 30 bénéficiaires) 48 nouveaux CEP de 2016</b>								
13313	Frais d'expérimentation des CEP Elevage (concentrés, semences de mucuna, pépinières de calliandra, fabrication des blocs à lécher, etc.) : 35 CEP 2015 (10 Rango+8 Muhanga+7 Mabayi+7 Bukinanyana+3 de Buhiga) + Desmodium (72kg + honoraires du formateur)	CEP	35	35	100	15 123		-	
13314	Fonds d'appui/subvention aux CEP Elevage pour 35 CEP 2015	nbre	35	35	100	17 284		-	
13315	Paiement des primes des animateurs des 33 CEP2016 +35CEP 2015 + 26CEP de Gitega pendant le 1er trimestre 2016 (3 mois)	séances	1 260	0	0	6 222		-	Activité retardée par le manque de formateur des facilitateurs
13318	Frais de mission du Consultant CEP/Elevage pour le suivi des CEP (Hilaire: 3 nuitées/mois x 4 mois)	nuitée	7	0	0	216		-	Activité retardée par le manque de formateur des facilitateurs
13319	Réunion trimestrielle d'évaluation des CEP dans les 7 communes (1 atelier par commune pour 7 communes: 2 dans Kayanza + 2 dans Cibitoke + 2 dans Bubanza)	atelier	7	4	57	2 160	790,4	36,6	Prévu en novembre



Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Budget prévu en USD	Budget réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
	+ 1 dans Muramvya)								
133110	Equipement: table bureau + chaise pour le consultant CEP	FF	1	1	100	1 165		-	
1332	Visites d'échanges: 18 CEP de Kayanza pendant 1jr +14 de Cibitoke pendant 2jrs, 2 bénéf/ par CEP pendant 2 jours+Location et Carburant Véhicule	p/j	114	0	0	3 086		-	Activité retardée par le manque de formateur des facilitateurs
1333	Etude du système d'alimentation de l'élevage bovin et des performances techniques (reste engagement 2015)	FF	1	1	100	44 378	47 869	107,9	
1334	<b>Suivi et coordination technique de la chaine de solidarité bovine (salaires brut et logistique pour 1 UFC National+2 UFCR) 100%+forfait par commune et par an ((incl. Logistique et autres) prestation IBIS 33% de 90000\$</b>								
13341	Primes des ACSA de Kayanza (46), Cibitoke (29) et Muramvya (6), Bubanza (8) Karusi (38) et Gitega (22)	h-mois	405	405	100	3750	43 275,6	94,6	
13342	Primes des TVC pour les communes de Cibitoke (2) + 1 de Mutaho pendant 3 mois du 1er trimestre 2016	h-mois	9	9	100	389			
13344	Salaire et Indemnités Consultant Elevage/PAIVA-B	h-mois	7	7	100	17284	7778	45,0	
13345	Salaire et indemnités Consultant CEP/Elevage	h-mois	3	3	100	6296	0	-	
13348	Carburant pour le suivi de la CSB (80L/mois x 5 mois)	l/mois	400	400	100	494	0	-	
13349	Frais de mission Consultant Elevage + Chauffeur (4 nuitées/mois x 5 mois) pour ses descentes sur terrain	nuitée	20	20	100	1111	419	37,7	
133410	Carburant pour les REP et Directeurs de DPAE des provinces (Véhicules et motos): Kayanza: 140L+Cibitoke: 200L+Bubanza: 140L et Muramvya: 100L Gitega: 140L, Karusi: 160 L	litres	4 780	4 780	100	5901	4820	81,7	
133411	Réparation et entretien 5 Motos: 2 de Kayanza + 3 de Karusi	nbre	5	5	100	1543		-	
133413	Assurance 6 Véhicules des DPAEs (3 dans Reliquat et 3 dans Top Up)	nbre	6	6	100	370		-	
133414	Entretien et réparation des 6 véhicules DPAE	nbre	6	6	100	11111		-	
133417	Frais de communication du Consultant CEP/Elevage	mois	7	7	100	173		-	
134	<b>Activité 1.3.4: A.1.3.4. Appui au développement des cultures vivrières (CEP, multiplication, distribution de rejets améliorés, visites de suivi)</b>					<b>90 431,4</b>	<b>118 129,9</b>	<b>130,6</b>	
1341	1.3.4.1 Formation des producteurs au compostage à l'air libre et aux techniques d'intégration agro-sylvo-Pastorales (deux formation de 25 personnes par commune pour 10 communes pour 104 collines pour 2	nbre de formations	20	10	50	35 519,2	23 183,0	65,3	Activité en cours

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Budget prévu en USD	Budget réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
	jours) +1 contrat de prestation ISABU								
1342	1.3.4.2 Achat et distribution des rejets de bananier (cuire et fruit) (15 rejets par personne par année pour 25 bénéficiaire par BV pour 30 BV sur 9 communes)	nbre	13 750	13750	100	8 813,6	9 802,0	111,2	
	Achat du matériel pour les travaux de protection des BV (Triangle à pente, Pioches, Cordes etc.)	ff	1	1	100	-	55 305,8		
1344	<b>Coordination technique des activités intensification (incl. Salaires, charges, indemnités, per diems, logistique) 100%</b>					<b>0</b>			
13441	Salaire et indemnités du Chef de sous composante	h-mois	7	7	100	18 148,1	29 839,2	85,7	
13442	Salaire et indemnités du Chauffeur	h-mois	7	7	100	3 456,8			
13443	Frais de mission pour le suivi des activités de terrain	mois	7	7	100	1 555,6			
13444	Fonctionnement véhicule (Entretien, réparation, carburant et assurance)	mois	7	7	100	4 191,2			
13445	Frais de communication (téléphone)	FF/mois	7	7	100	172,8			
13446	Kits informatiques complet RPA (ord RPA et 3 Consultants)	nbre	4	0	0	7 284,0			Le premier appel d'offres a été infructueux et un nouveau a été relancé
13447	Lap tops pour Resp RPA	nbre	2	0	0	2 330,9	0	-	Les portables ont été commandés
13448	Remplacement chaise avec accoudoir	nombre	3	3	100	1 311,1		-	
13449	Acquisition appareil photo	nbre	1	0	0	364,2	0	-	Le premier appel d'offres a été infructueux et un nouveau a été relancé
1345	<b>Aménagement des BV (Crêtes+Dispositif antiérosif+herbes fixatrices+reboisement/reforestation) Changements climatiques+ élaboration plan d'aménagement BV ha (100%BV+20%reboisement)</b>								
1349	Suivi et Évaluation (2Agents de saisie en consultation)	mois	6	6	100	-	-	-	
14	<b>Résultat R1.4 (Produit/Output)R.1.4 La Production de Riz (SRI) dans les marais est augmentée de façon constante et durable</b>								
141	<b>Activité 1.4.1: A.1.4.1. Renforcement des Capacités Techniques des producteurs de riz (CEP; encadrement et formation)</b>					<b>46 557</b>	<b>43 841</b>	<b>94,2</b>	
1412	<b>Appui technique volet CEP par un Consultant</b>								
14121	Honoraires du Consultant CEP	h-mois	7	7	100	14 691,4	18 697,4	127,3	
14122	Frais de mission du Consultant CEP + Chauffeur pour le suivi des CEP (6 nuitées/mois x 12 mois)	nuitées	36	36	100	1 888,9	3 060,0	162,0	
14123	Location + Carburant véhicule pour le suivi des CEP par le Consultant CEP: 6 jrs/mois pendant les 3 mois du 1er trimestre	jours	18	0	0	2 311,1	3 744,0	162,0	On a utilisé le véhicule du projet

Numérotation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Budget prévu en USD	Budget réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
1414	<b>Champs Ecole Paysans (1 CEP vivriers= 30 bénéficiaires) + ajouter encadrement des cep par un prestataire de service (type ACORD) Champs Ecole Paysans Vivriers: 58 CEP pour 2016, dont 33 CEP Riz de 2016C (15 Rango + 9 Muhanga +9 Buhiga) + 25 CEP 2016B</b>					0			
14142	Frais de formation des CEP sur la mise en place des 26 de 2016B	session	1	0	0	6296		-	Activité en cours
14143	Achat des intrants + fournitures pour le démarrage des activités CEP: 26 de 2016B	nbre CEP	26	26	100	3833	5461	142,4	
14144	Frais de formation de 26CEP de 2016B sur le suivi	session	1	1	100	5864	5461	93,1	
14145	Frais de formation de 26 CEP de 2016B sur l'évaluation (après la récolte de juin-juillet 2016)	session	1	1	100	5247		-	
14146	Frais de formation sur la gestion des fonds de subvention pour les 26 CEP de 2016B (comptabilité simple) (2 pers/cep)	session	1	1	100	4630		-	
14147	Subvention au 26 CEP	nbre	26	26	100	0	5219		
14148	Production des certificats pour facilitateurs CEP: 106 déjà bénéf de fonds d'appui + 26 CEP de 2016B	nombre de certificats	236	0	0	437		-	
14149	Appui de ACORD dans les 4 sessions de formations CEP (mise en place, suivi, évaluation et gestion des fonds de subvention)	session	4	4	100	1358	2200	162,0	Le montant inclus les fonds de suivi des CEP par ACORD qui n'étaient pas prévus
142	<b>Activité 1.4.2: A.1.4.2.Appui à la production de semences (contrat ISABU, multiplication et suivi)</b>					19 696	93 214	473,3	
1421	1.4.2.1 Formation des groupements de multiplicateurs de semences: 2 sessions, 2016A/B + 2016C	session	2	2	100	5961	9658	162,0	
1423	1.4.2.3 Multiplication des semences de riz : 10 ha dans Reliquat et 10ha dans Top Up (Intrants et autres fournitures, suivi)	ha	10	10	100	13735	83556	608,4	
15	<b>Résultat R 1.5 (Produit/Output)R.1.5. Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement (administrations communales, CDC, CCDC et autres associations collinaires)</b>					59 355,1	5 068,6	8,5	
151	<b>Activité 1.5.1: A.1.5.1. Renforcer les capacités des CDC et des CCDC à planifier, suivre et à superviser la gestion des infrastructures communautaires (formation dans l'audit, la supervision, IEC)- ACORD</b>					-	-	-	
152	<b>Activité 1.5.2.:A.1.5.2. Former les CDC dans la conduite des AG des ciblage participatifs l'organisation et le suivi-évaluation de la chaine de solidarité/CEP</b>					-	-	-	
153	<b>Activité 1.5.3: A.1.5.3. Renforcer les capacités des relais techniques et des autorités locales impliqués dans la supervision, le suivi et la pérennisation des actions de développement communautaires</b>					-	-	-	
154	<b>Activité 1.5.4: A.1.5.4. Animation et mise en cohérence des interventions (Animation ACORD)</b>					-	-	-	

Numérotation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Budget prévu en USD	Budget réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
155	<b>Activité 1.5.5: A.1.5.5. Alphabétisation des populations collinaires par les CDFC</b>					<b>59 355,1</b>	<b>5 068,6</b>	<b>8,5</b>	
1551	<b>Alphabétisation des populations collinaires (61 centres, deux sessions par an) indemnités incluses dans les 4 sous activités</b>								
15511	1.5.5.1.1 Kit session d'alphabétisation	kit	61	61	100	16 944		-	
15512	Suivi de l'alphabétisation	h-mois	122	122	100	10 268	5 068,6	49,4	
15513	Indemnités Personnel CDFC	h-mois	36	36	100	11 447		-	
1552	<b>Animation des Groupes de caution solidaire (une formation et une sensibilisation par colline)</b>					-			
15521	Sensibilisation formation des GCS	nbre de groupes	52	52	100	12 968		-	
15522	Formation des assistants communaux au produit GCS	h/jour	1	1	100	258		-	
15533	Installation kitchen garden	nbre	125	0	0	1 948		-	Prévue en novembre-décembre
1554	Sensibilisation, information, éducation, communication (IEC) des adultes à l'approche genre, préventions des conflits, code de la famille, etc. (104 collines)		82	82	100	5 521		-	
16	<b>Résultat R1.6 (Produit/Output)R.1.6. Sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers</b>					<b>107 157,1</b>	<b>57 798,2</b>	<b>53,9</b>	
161	<b>Activité 1.6.1: A.1.6.1. Renforcer des capacités du personnel des services fonciers communaux par des équipements adaptés et moyens de transport (bureaux fonciers et commissions de reconnaissance collinaires)</b>					<b>107 157,1</b>	<b>57 798,2</b>	<b>53,9</b>	
1611	<b>Équipement bureaux foncier des 4 Communes d'extension avec campagne de sensibilisation inclus frais de déplacement</b>								
16114	Équipement matériel informatiques et accessoires (installation des antivirus dans 6 ordi:2 à Karusi, 2 à Gitega et 2 à Kayanza)	nbre	6	0	0	185,2		-	Les communes n'ont pas encore demandé les antivirus
16115	Équipements registres, pré imprimés et autres fournitures (12 000 PV de reconnaissances pour 250F/pièce et 12 000 formulaires de certificats fonciers pour 200F/pièce +registres)	lot	2	2	100	4 938,3		-	
16116	Équipement matériel topographique et outils géométrique/mesurage (6*2 décamètres confortables à raison de 250000/pièces)	lot	1	0	0	1 851,9		-	Commande en novembre
16117	Réparation moto dotées aux communes + assurance (réparation de 3 motos: (Aucune suggestion), Muhanga et Rango à raison de 500000FBU/moto)	nbre	3	0	0	925,9		-	Le dévis estimatif est attendu
1612	Subvention au fonctionnement du bureau foncier de	contrats	1	0,7	70	7 623,5	12 350,0	162,0	continue

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Bugdet prévu en USD	Bugdet réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
	Gitaramuka								
1613	Subvention au fonctionnement des bureaux fonciers de Bugenyuzi, Bugendana et Mutaho (inclus la régularisation de Bugenyuzi et Bugendana)	contrats	3	2,1	70	12 963,0	10 640,5	82,1	continue
1614	Subvention au fonctionnement des bureaux fonciers de Muhanga et Rango	contrats	2	1,4	70	13 580,2	10 640,5	78,4	continue
162	<b>Activité 1.6.2A.1.6.2. Apporter un service conseil aux personnels du bureau foncier pour améliorer la performance (informatique, administratif, participation, juridique, technique, technologique)</b>								
16211	Contrat prestation de services (salaire OPP : 2920000 F/2+quota tél OPP:40000F+quota carb OPP:100 litre*2000/2+salaire et communication 2 ATP dont 1 est partagé avec PRODEFI+20 jours de location véhicule pr ATP Karusi & Gitega à raison de 50000F+140 litre	h-mois	6	6	100	27900	20 094,8	72,0	
	Identification des données des services fonciers communaux et proposition d'un plan de désengagement (6 communes)	FF	1	0	0	5864		-	Activité en cours
16213	Formation des ATP & OPP sur SIG et techniques de certification avec utilisation des orthos photos plans : 4 h/j du consult formateur+frais de mission pour 4 nuitées pr 4 pers chacune+5jrs loc véh à 60000/j+60lit carb*2000+pause-café pr 7 pers*4j à raison	session	1	1	100	11111	2 879,9	25,9	
16215	Equipement, consommables divers (3cartouches pr OPP+2ATP/trim.*4 à raison de 90000/pièces+5 rames de ppts les 3 pr OPP& 2ATP+remplacement chaise OPP (275000) & réparation armoire OPP(25000) +remplacement nouveau batterie lap Top OPP à raison de 300000F+3	FF	0,50	0,45	90	747	1 192,5	159,7	
16216	Contribution à la mise en œuvre de la politique foncière (élaboration du texte:15h/j pr le consultant principal+6h/j 2 consult junior pr le terrain+5jr *2 location véh pr le terrain+15 litre*5jrs*2 véh)+(atelier de relecture et validation du texte:3nuitée	FF	1	0	0	7586		-	TDRs en cours de rédaction
1624	Acquisition de l'application du contrôle qualité des SFC+suivi sur son utilisation / manipulation+maintenance :(1 mission de 2jrs par	mission	4	0	0	1333		-	L'activité sera faite après la saisie complète des données

Numérotation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Budget prévu en USD	Budget réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
	trimestre pour la maintenance de l'appl contrôle qualité pour 150000FBU/j+une location du véh pr 3jr à raison de 60000/j+								
1627	Formation Commission de reconnaissance collinaire 6 communes +leur auto évaluation (un effectif de 7 CRC/colline*une moyenne de 23 colline/commune à raison de 5000F de per diem et 3000F de déplacement+1 jr de location du véh à 60000F+15litr pr 2000/l pour	session	6	6	100	5104		-	
16210	Formation des autorités communales sur les textes juridiques (chacune des 2 sessions est faite d'1 mission de trois nuitées à chacun de 6 autorités/comm pr les 6 comm+frais de déplacement de 20000/pers pour les 6comm+une pause-café de 40 pers à raison de	session	1	0	0	3098		-	Il a fallu attendre le décret d'application du code foncier
16211	Ateliers provinciaux d'information sur la valeur du certificat foncier (2 sessions séparées -dans 2 provinces- dont chacune comprend : des per diems de 10 part/comm pour 6 comm à raison de 12500F/pers+leur frais de déplacement (jusqu'à la province: Gite	atelier	2	1	50	2346		-	L'autre altier est programmé en novembre en province de Gitega
2	<b>Composante 2 « Valorisation agricole et accès aux marchés »</b>					<b>249 023,3</b>	<b>200 284,00</b>	<b>80,43</b>	
2	<b>Résultat R2 de la Composante II de Niveau 2 (Outcomes) R.2:L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée</b>								
21	<b>Résultat R2.1 (Produit/Output) R.2.1. Des Coopératives mises en place sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivité des produits</b>					<b>303 742,2</b>	<b>110 898,7</b>	<b>36,5</b>	
211	<b>Activité 2.1.1: A.2.1.1. Renforcer les capacités des coopératives à coordonner le développement des filières ciblées pour en améliorer la rentabilité et les retombées pour les membres.</b>					<b>42 982,9</b>	<b>70 046,9</b>	<b>163,0</b>	
2114	Mise en application des résultats de l'étude (14 coop= 3de Kartuzy+2 de Gitega+3 de Muramvya+2 de Cibitoke+2 de rubana+2de Kayanza)	atelier	6	3	50	5966	7301	122,4	
211101	Salaires et indemnités Responsable Valorisation Agricole	h-mois	7	7	100	17284	28000	162,0	
211102	Salaires et indemnités chauffeur Valorisation Agricole	h-mois	7	7	100	3457	5600	162,0	
211105	Frais de mission RVA	mois	7	7	100	1426	0	-	
211106	Frais de mission chauffeur RVA	mois	7	7	100	907	0	-	

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Budget prévu en USD	Budget réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
211107	Carburant pour le RVA,	mois	7	7	100	2924	1805	61,7	
211108	Frais de mission Expert en Finances Rurales,	mois	7	7	100	648	0	-	
211109	Carburant pour les missions de terrains de l'expert en finances rurales,	mois	7	7	100	569	0	-	
2111018	Fonctionnement véhicule du Responsable Valorisation Agricole (entretien et assurance)	mois	7	7	100	4411	4597	104,2	
2111019	Equipements de bureaux (lap top)	nbre	2	0	0	2331	0	-	Commande a été déjà faite
2111020	Acquisition d'un Ordinateur de bureau+accessoires	nbre	1	0	0	1821	0	-	Le DAO a été relancé après échec pour le premier appel d'offres
2111021	Acquisition d'une chaise avec accoudoirs	nbre	2	2	100	874		-	
	Contrat prestataire	nbre	1	1	100	0	15574		
2111022	Appareil photo numérique	nbre	1	0	0	364	0	-	Le DAO a été relancé après échec pour le premier appel d'offres
	Formation sur les techniques de stockage, de gestion des hangars et de warrantage : 2 réunion 1 jours pour 25 personnes coopératives		0	1		-	7 170,4		
213	<b>Activité 2.1.3: A.2.1.3. Développer les capacités des coopératives à rendre des services de qualité aux membres (vente groupées, accès aux intrants, formations des membres, montage de dossiers)</b>					-	-		
214	<b>Activité 2.1.4: A.2.1.4. Développer les capacités de représentation et de négociation des agriculteurs membres des coopératives</b>					-	6 054,1		
2141	Organisation des fora provinciaux sur les coopératives (50 pers)	nbre	0	6		-	3 414,1		
2145	Ateliers d'échange d'expérience sur la production et la commercialisation du riz entre les coopératives (25 pers)	nbre	0	1		-	2 640,0		
215	<b>Activité 2.1.5: A.2.1.5. Augmenter la capacité de stockage et de transformation des coopératives et en assurer la gestion durable (et rentable)</b>					260 759,3	34 797,7	13,3	
2151	Équipement décorticage Coop Kayanza (Rango et Muhanga) avec groupe (engagement 2015)	nbre	1	1	100	35 140,7	34 797,7	99,0	
2154	2.1.5.4: Construire Magasins et aire de séchage Coop (Buhiga, Rango, Muhanga) (engagement 2015) et équipements des hangars (balances, palettes, mobiliers et humidimètres)	FF	1	1	100	112 809,3	-	-	
216	<b>Activité 2.1.6: A.2.1.6. Aménagement et Réhabilitation des pistes</b>					-	-		



Numérotation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Budget prévu en USD	Budget réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
22	<b>Résultat R2.2 (Produit/Output)R.2.2. Les produits des filières lait, riz et maïs sont valorisées et les besoins de financement des coopératives/groupes de caution solidaires sont assurés à travers des mécanismes de garanties</b>					76 284,3	1 568,8	2,1	
221	<b>Activité2.2.1.:A.2.2.1. Faciliter l'accès des producteurs aux financements par les IMF</b>					30 398,8	1 568,8	5,2	
2213	Convention IMF (incl. FENACOB, WISE, Formation, Financement, Suivi du fonds de garanties)								
22131	Formation des agents de crédits et les assistants du CDFC sur les produits financiers adaptés aux bénéficiaires du PAIVA-B	atelier	2	2	100	7698	1 568,78	20,4	
22135	Achat ordinateurs pour les nouveaux agents de crédits	nbre	2	0	0	2331	0	-	Commande a été déjà faite
22139	Indemnisation par le Fonds de garantie des crédits irrécouvrables sur 2014 et 2015	FF	1	1	100	20370	0	-	
222	<b>Activité2.2.2.:A.2.2.2. Valoriser la production laitière des petits agri-éleveurs</b>					-	-	-	
223	<b>Activité2.2.3.:A.2.2.3. Valoriser la production rizicole des agriculteurs</b>					45 885,6	-	-	
2231	<b>Mise en place des outils de séchage - stockage du paddy</b>								
22313	Réhabilitation des Magasins et aire de séchage de Bugendana et Mutaho	nbre	2	0	0	36420	0	-	Les travaux sont prévus au mois de novembre
22314	Surveillance des travaux de construction et réhabilitation des Magasins et aire de séchage Coop (Buhiga, Rango, Muhanga) ainsi Bugendana et Mutaho	Nbre	2	0	0	9466	0	-	Les travaux sont prévus au mois de novembre
2232	<b>Appuyer les Coopératives pour l'acquisition de décortiqueuses performantes (une décortiqueuse améliorée est en cours d'acquisition sur le PTBA 2015)</b>								
224	<b>Activité2.2.4.:A.2.2.4. Valoriser la production de maïs</b>					-	-	-	
3	<b>Composante 3 « Unité de facilitation et de coordination »</b>					403 300,03	394 166,84	97,74	
3	<b>Résultat R3 de la Composante III de Niveau 2 (Outcomes) R3: La Coordination du projet est performante</b>								
31	<b>Résultat R3.1 (Produit/Output)R.3.1. La gestion et la Coordination du projet est assurée de manière performante au niveau technique administratif et financier</b>					329 962,2	337 194,3	102,2	
311	<b>Activité 3.1.1: A.3.1.1. Payer les Salaires et les indemnités de l'UFC dans les délais imparties et conformément aux règlements nationaux et internationaux</b>					147 592,3	147 592,3	100,0	
3111	Salaires et charges sociales (tout inclus: per diem, carburant, réparation) de la Coordination et division administration et Finance incluant Passation de Marché								
31111	Salaires et charges sociales du personnel de l'UCP (coordinateur, RAF,								



Numérotation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Bugdet prévu en USD	Bugdet réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
	<b>Resp passation marché, Asst Coord, Comptable, Assist Compta, 5 chauffeurs, Agent, Planton)</b>								
311111	Coordonnateur	pers mois	7	7	100	23765	23765	100,0	Gestion du projet
311112	Resp Administratif et Financier	pers mois	7	7	100	19877	19877	100,0	
311113	Responsable Passation Marchés	pers mois	7	7	100	17284	17284	100,0	
311114	Assistante Administrative (à la Coordination)	pers mois	7	7	100	11667	11667	100,0	
311115	Agent de Bureau	pers mois	7	7	100	9074	9074	100,0	
311116	Comptable	pers mois	7	7	100	13827	13827	100,0	
311117	Assistante Comptable	pers mois	7	7	100	9074	9074	100,0	
311118	Chauffeur Coordonnateur	pers mois	7	7	100	3457	3457	100,0	
311119	Chauffeur Service Admin & Financier	pers mois	7	7	100	3457	3457	100,0	
3111110	Chauffeur appui UCP	pers mois	7	7	100	3457	3457	100,0	
3111111	Planton	pers mois	7	7	100	3025	3025	100,0	
31112	Frais de mission personnel UCP	pers mois	7	7	100	3111	3111	100,0	
31113	Carburant véhicules UCP	nbre véhic	2	2	100	16293	16293	100,0	
31114	Appui au déplacement pers UCP (20 litres par semaine pour 4 personnes)	FF/mois	7	7	100	3899	3899	100,0	
31115	Carburant pour groupe électrogène commun (quote part PAIVA-B)	FF/an	1	1	100	870	870	100,0	
31116	Fonctionnement véhicules UCP inclus assurance	mois	7	7	100	5455	5455	100,0	
312	<b>Activité 3.1.2:A.3.1.2. Former le personnel du projet (Comptable, Technique, S et E, Administration, Archives) cfr plan de formation)</b>					<b>14 911,1</b>	<b>26 209,9</b>	<b>175,8</b>	
3121	Former le personnel en Gestion administrative, comptable et financière (cadres et agents administratifs)	forfait	1	1	100	12346	26 209,9	175,8	
3124	Formation en SIG pour les UFC incluant la participation de 5 cadres du MINAGRIE + achat logiciel cartographie	Forfait	1	0	0	2565		-	La formation de certains cadres a été faite avec le personnel de l'opérateur foncier
313	<b>Activité 3.1.3 A.3.1.3. Organiser et participer à des ateliers d'échange d'expériences</b>					-	-	-	
314	<b>Activité 3.1.4: A.3.1.4. Gérer efficacement l'approvisionnement du projet (AO, PPM, Registre des contrats, fiches de suivi des contrats, Acheter, inventorier et maintenir des équipements) pour l'UCP et autres</b>					<b>78 267,7</b>	<b>55 881,9</b>	<b>71,4</b>	
3141	Approvisionnement de Consommables de bureau	FF	1	1	100	10926	10926	100,0	
3143	Eau & Électricité Bureau FIDA (quote part PAIVA-B)	FF/an	1	1	100	1942	1942	100,0	
3144	Téléphone UCP & Internet (Q/PAIVA-B)	FF	7	7	100	6891	6891	100,0	
3145	Location bureau siège (contribution du	mois	7	7	100	30247	30247	100,0	

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Budget prévu en USD	Budget réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
	gouvernement)								
<b>3147</b>	<b>Achat pour remplacement Ordinateurs de bureau et leurs accessoires+Autres Equipements de bureau</b>								
<b>31471</b>	Ordinateurs de bureau pour UCP	nbre	6	0	0	10926		-	Le DAO a été relancé après échec pour le premier appel d'offres
<b>31472</b>	Lap tops pour resp UCP	nbre	1	0	0	1165		-	La commande a été faite
<b>31473</b>	2 Scanner pour l'UCP	nbre	2	0	0	1457		-	Le DAO a été relancé après échec pour le premier appel d'offres
<b>31474</b>	Armoires	nbre	7	7	100	5099	2817	55,2	
<b>31475</b>	Achat de la table-bureau du RAF	nbre	1	1	100	2185		-	
<b>31476</b>	Achat photocopieuse	nbre	1	0	0	4370		-	Le DAO a été relancé après échec pour le premier appel d'offres
<b>31477</b>	Remplacement chaises avec accoudoirs personnel UCP	nbre	7	7	100	3059	3059	100,0	
315	<b>Activité 3.1.5: A.3.1.5. Appuyer l'approche programme et Elaborer des Rapports Administratifs et Financiers (incl. Audits)</b>					<b>40 670,4</b>	<b>27 261,0</b>	<b>67,0</b>	
<b>3151</b>	Elaborer un audit comptable et financier pour l'exercice 2015	FF	1	1	100	12893	22911	177,7	
<b>3152</b>	Contribution au Financement de l'Audit interne	FF	1	1	200	27778	4350	15,7	
316	<b>Activité 3.1.6: A.3.1.6. Recruter des services spécialisés nationaux et internationaux (consultants, bureaux de conseils, prestataires de services)</b>					<b>27 126,9</b>	<b>70 025,8</b>	<b>258,1</b>	
<b>3161</b>	Assistance Technique Internationale incluant l'appui à la Mise à jour du MEP	p/mois	1	1	100	16775	19622	117,0	
<b>3163</b>	Assistance Technique nationale (Appui Tompro, autres appuis ponctuels)	p/mois	1	1	200	9259	49311	532,6	
<b>3164</b>	Gardiennage	mois	6	6	100	1093	1093	100,0	
317	<b>Activité 3.1.7: A.3.1.7. Collecter les données et transmettre les informations de manière pertinente, performant et dans les délais</b>					<b>18 855,6</b>	<b>9 259,3</b>	<b>49,1</b>	
<b>31711</b>	Formation sur les logiciels de traitement de données (ACCESS et SPSS)	FF/an	1	1	100	9259	9259	100,0	
<b>31713</b>	Lap top performant pour unité de suivi-évaluation	nbre	2	0	0	2331	0	-	La commande a été faite
<b>31715</b>	Contribution du projet pour la conception et la gestion du site web	FF/an	1	0	0	6173	0	-	La conception est en cours dans l'approche programme

Numérotation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Budget prévu en USD	Budget réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
31716	Appareil photo numérique	nbre	1	0	0	1093	0	-	Le DAO a été relancé après échec pour le premier appel d'offres
318	<b>Activité 3.1.8: A.3.1.8. Le Suivi et Evaluation du projet est assuré de manière pertinente et dans les délais (Elaborer des Rapports Techniques et budgétaire, états d'avancement)</b>					<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	
3181	Rapports périodiques ordinaires (semestriels et annuels)	forfait	1	1	100	100	100	100,0	
319	<b>Activité 3.1.9: A.3.1.9. Elaborer un plan d'exécution des activités du projet pour la période restante et assurer son suivi par l'USE (diagramme de Gantt)</b>					<b>432</b>	<b>432</b>	<b>100</b>	
3191	Elaboration des PTBA	forfait	1	1	100	216	216	100,0	
3192	Elaborer des posters et chartes de Gantt comme outil de gestion et de visualisation à exposer dans les bureaux (incluant cartes d'interventions)	forfait	1	1	100	216	216	100,0	
3110	<b>Activité 3.1.10: A.3.1.10. Le coordonnateur assure la liaison interne (UCP) et externe, ainsi qu'une bonne coordination avec les autorités nationales concernés (CP), les IFI et autres partenaires</b>					<b>1 574</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
31101	Indemnités du Comité de pilotage/ technique	séances	1	1	100	1574	0	0	
32	<b>Résultat R3.2 (Produit/Output)R.3.2 La Clôture du projet est assurée en conformité avec les dispositions de l'accord de don</b>					<b>86 613</b>	<b>54 755</b>	<b>63</b>	
321	<b>Activité 3.2.1: A.3.2.1. Etablir un plan de clôture pour la coordination et les services administratif et financiers</b>					<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
322	<b>Activité 3.2.2.:A.3.2.2. Préparer et organiser le Transfert des activités de terrain aux bénéficiaires, Coopératives, Associations, IMF, services publics et administrations locales</b>					<b>12 345,68</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
3221	Organiser des cérémonies de transfert d'activités à Gitega et Karusi	nbre	2	0	0	6173	0	-	Projeté en décembre
3222	Organiser des ateliers préparatifs pour la passation et les transferts à Gitega et Karusi	nbre	2	0	0	6173	0	-	Projeté en décembre
323	<b>Activité 3.2.3: A.3.2.3. Elaborer le rapport final d'achèvement du projet</b>					<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
324	<b>Activité 3.2.4: A.3.2.4. Etude d'évaluation finale et d'impact du projet</b>					<b>38 580,2</b>	<b>47 580,2</b>	<b>123,3</b>	
3241	Enquête d'Impact et évaluation finale /étude thématiques	FF	1	1	100	24 691	33 691	136,5	
3242	Evaluation de la chaine de solidarité communautaire bovins (??de l'engagement 2015)	FF	1	1	100	4 630	4 630	100,0	
3242	Evaluation d'impact des méthodes et techniques introduites pour l'intensification agricole (80% de l'engagement 2015)	FF	1	1	100	9 259	9 259	100,0	
325	<b>Activité 3.4.5: A.3.2.5. Mettre en œuvre le plan de démobilisation du personnel</b>					<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Budget prévu en USD	Budget réalisé en USD à fin sept 2016	Taux de réalisation en %	Observations
326	<b>Activité 3.4.6: A.3.2.6. Assurer l'audit des 6 derniers mois</b>					-	-	-	
327	<b>Activité 3.2.7: A.3.2.7. Transférer des actifs du projet aux institutions et/ou projets concerné(e)s</b>					617	0	0	
3271	Préparer les ententes et ordres de transferts POUR Gitega et Karusi		1	0	0	617	0	-	Projeté en décembre
328	<b>Activité 3.2.8: A.3.2.8. Capitaliser de l'expérience acquise par le projet et élaborer des supports de communication</b>					35 070	7 174	20,5	
3281	Elaboration d'un support de communication multimédia sur les réalisations du projet (engagement 2015)	FF	1	1	7080	11 470	7 174	62,5	
3282	Réaliser des brochures, calendriers et autres objets de visibilité sur les acquis du projet	forfait	1	1	14568	23 600	-	-	Projeté en décembre

### Appendice 3 B: Réalisations physiques et financières des activités financées sur le financement additionnel du PAIVA-B à fin Septembre 2016

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
-	<b>Impact: Réduction de la pauvreté et amélioration des revenus et des conditions de vie dans les zones d'intervention</b>					6 318 681,58	3 682 861,02	58,29	
	<b>Composante 1 « Renforcement du capital productif »</b>					4 130 032,07	2 743 479,15	66,43	
1	<b>Résultat R1 de la Composante I de Niveau 2 (Outcomes) R1: Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues</b>								
11	<b>Résultat R1.1 (Produit/Output) R1.1: Des AUM sont créées et capables de prendre en charge l'entretien et la maintenance durablement les ressources en eau et des terres (associations de type territorial)</b>					112 241	26 191	23,3	
111	<b>Activité 1.1.1: A1.1.1. Création des Comités de quartiers, de Périmètres et des Associations d'Utilisateurs de Marais</b>					59 945	26 191	43,7	
1 111	MARP de mise en place des comités de suivi (pour 35 bénéficiaires par marais en moyenne pour 3 jours) + réunion de lancement 1j par marais	atelier	10	10	100	16 522	9 700,5	58,7	
1 112	Formations sur l'approche du projet (1 journée de sensibilisation/information par marais +2j de formation par marais)	session	10	10	100	12 750	7 485,9	58,7	
1 113	Formation des comités de suivi (3 formations de 1 jour non consécutifs pour 35 bénéficiaires par marais pour 9 marais + 1 formation communale pour 2 communes)	session	20	12	60	30 674	9 005,0	29,4	Prévue en novembre - décembre pour le reste
112	<b>Activité 1.1.2.:A1.1.2.Renforcement des capacités des membres des Comité de Gestion et d'entretien des marais</b>					52 296	0	0	
1 121	Formation des relais sur le planage (50 pers/ marais pendant 3 jours/an x 13 marais)	session	13	0	0	16 534	0,0	0,0	Prévue en novembre
1 122	Encadrement du planage et de la mise en place des diguettes (2 encadrements de 6 jours chaque jours par relais par saison(2) pour 50 relais par marais/an x9) 24 jours pour 9 groupes de 50 relais	h-mois	2	0	0	4 115	0,0	0,0	Prévue en Décembre
1 123	Formation des encadreurs sur le SRI (pour 50 personnes pour 3 jours)	atelier	10	0	0	13 186	0,0	0,0	Prévue en octobre - novembre
1 124	Recyclage des anciens marais sur le SRI (pour 50 personnes pour 3 jours): 5 marais de Gitega, 2 de Karusi et 7 de Kayanza	atelier	14	14	100	18 461	0,0	0,0	
12	<b>Résultat R1.2 (Produit/Output) R1.2. Le capital productif des marais est accru et l'efficience de l'utilisation des ressources en eau est assurée durablement par les AUMs</b>					1 452 669,6	1 529 213,9	105,3	

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
<b>121</b>	<b>Activité 1.2.1: A1.2.1. Aménager de nouveaux marais</b>					<b>1 218 245</b>	<b>1 528 974</b>	<b>125,5</b>	
<b>1 211</b>	Etudes, élaboration du DAO, pour 210 ha de marais	ha	210	210	100	46 144	38 856,6	84,2	Le rapport provisoire est attendu incessamment
<b>1 212</b>	Contrôle et supervision des travaux pour 453 ha de marais + appui génie rural	ha	453	453	100	24 691	32 769,7	132,7	Les travaux sont déjà réceptionnés pour un lot de 2 marais. Les travaux sont en cours pour les autres 2 lots
<b>1 213</b>	Exécution des travaux d'aménagement de 453 ha de marais	ha	453	380	84	1 019 891	1 423 726,4	139,6	Les travaux sont déjà réceptionnés pour un lot de 2 marais. Les travaux sont en cours pour les autres 2 lots
<b>1 214</b>	<b>Suivi et supervision des réalisations techniques (Chef de composante aménag/infrastr+3 techniciens+RSE+Adj RSE) Tout inclus : salaires brut, per diems et logistique</b>								
<b>12 141</b>	<b>Suivi et supervision des travaux par le responsable composante aménag/infrastr+3 techniciens d de l'équipe d'appui et service extérieur</b>								
<b>121 411</b>	Salaire brut&charges sociales chef de composante	h-mois	5	2	40	12 963	33 622	61,8	continue à partir du mois d'Août
<b>121 413</b>	Salaire brut et charges sociales chauffeur	h-mois	5	2	40	2 469			continue à partir du mois d'Août
<b>121 414</b>	Frais de mission du RAA et équipe d'appui	h-mois	5	2	40	3 333			continue à partir du mois d'Août
<b>12 142</b>	Assistances ponctuelles du Génie rural (1 descente par semaine	h-mois	17		0	1 495			continue à partir du mois d'Août
<b>121 421</b>	Fonctionnement véhicule (Entretien, réparation, carburant et assurance)	FF/mois	5	2	40	3 055			continue à partir du mois d'Août
<b>121 422</b>	Téléphone	FF/mois	5	2	40	123			continue à partir du mois d'Août
<b>12 143</b>	<b>Suivi et supervision des réalisations techniques par le projet 100% salaire S&amp;E et son assistant +per diem 1 dép. par mois</b>					0			
<b>121 431</b>	Salaire brut & Charges sociales SE et Assistant SE	h-mois	5	2	40	22 840			continue à partir du mois d'Août
<b>121 432</b>	Salaire brut & Charges sociales Chauffeur SE	h-mois	5	2	40	2 469			continue à partir du

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
121 433	Frais de mission	h-mois	5	2	40	2 135			mois d'Août
121 434	Fonctionnement véhicule (Entretien, réparation, carburant et assurance)	mois	5	2	40	2 938			continue à partir du mois d'Août
121 435	Carburant ARSE	mois	5	2	40	557			continue à partir du mois d'Août
121 436	Téléphone	FF/mois	5	2	40	123			continue à partir du mois d'Août
1 215	Planification stratégique et annuelle des marais (1 atelier de 3 jours pour 30 px par marais +30 px par marais pour 3 jours par saison+ 30 pers pendant 2 jours)	atelier	10	0	0	28 305	0,0		Prévu en novembre
1 216	Contribution des bénéficiaires	pers/j	36 217	0	0	44 712	0,0		Elle sera évaluée à la fin de l'année
122	<b>Activité 1.2.2: A1.2.2. Réhabiliter des anciens marais</b>								
123	<b>Activité 1.2.3: A1.2.3. Entretenir les anciens et nouveaux marais</b>					234 424,9	239,7	0,1	
1 231	Travaux de Consolidation des canaux principaux (12%) dans les marais et ouvrage 3,9% (report engagement 2015 et réparation des dégâts dus aux pluies diluviennes)	FF	1	0	0	160 905	239,7	0,1	Les travaux de consolidation sont terminés et la réparation des dégâts a commencé dans certains marais
1 233	Ateliers communaux de sensibilisation sur le nouveau système de Redevance (étude PRODEMA)	atelier	7	0	0	4 441	0,0	0,0	Prévu en décembre
1 234	Formation (7) des comités d'AUM sur la gestion de l'eau, l'entretien et la maintenance + (2) visites d'échanges interprovinciales: sur 5 thèmes (gestion des AUM, la gestion de l'eau et exploitation du marais à des fins productifs, gestion et entretien d	session	10	1	10	69 079	0,0	0,0	La visite d'échange a déjà eu lieu; Les autres activités sont programmés en octobre - Novembre
13	<b>Résultat R1.3 (Produit/Output)R.1.3. La production sur les BV et dans les Marais est durablement améliorée par des systèmes de production Agro-Sylvo-Pastoraux adaptés</b>					2 097 891	598 041	29	
131	<b>Activité 1.3.1: A.1.3.1. Cibler et préparer les bénéficiaires (embocagement, installation des cultures fourragères, construction des étables cimentés)</b>					251 968,8	91 798,3	36,4	
1 312	Ciblage (ACORD) et validation des bénéficiaires pour les	collines	24	24	100	30 524	16 594,5	54,4	

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
	commune Bukeye(5), Rutegama (6), Muhanga (12) et Mabayi (1), Musigati(6) et Rugazi(2) pour la diffusion de 2017								
1 314	Formation de pré-réception (incluant 11 livrets par package de 10 génisses et 1 taureau)	pers formées	523	0	0	14 856	0,0		Prévue en novembre 2016
1 315	Acquisition de boutures de graminées (4000 par bénéficiaire)	nbre de boutures	6 376 000	821 229	13	23 615	65 765,4	40,7	Prévue en novembre 2016
1 316	Acquisition des semences de mucuna (2kg/bénéficiaire) pour 523 bénéf (347 de Muramvya + 176 de Bukinanyana)	kg	1 046	0	0	2 066			Prévue en novembre 2016
1 317	Acquisition de ciment (6 sacs par bénéficiaire)	nbre	5 778	0	0	135 825			Le processus d'acquisition est en cours
1 318	Production des plants de calliandra pour l'embocagement et l'alimentation bovine (sachets, semences, pesticides, engrais, arrosoirs)	plants	1 926 000	0	0	11 889	0,0	0,0	La production des plants en pépinière est en cours, les semences, les sachets et le matériel sont déjà distribués et les plants évoluent en pépinières
1 319	Contribution des bénéficiaires pour la production de plant	FBU/plant	1 926 000	0	0	11 889	0,0	0,0	A évaluer après la plantation
13 110	Missions de sélection des bovins (4hj/lot de 250 vaches x 4 lots) en Ouganda	h/jour	112	54	48	19 520	9 438,4	48,4	Prévu en novembre 2016
13 111	Frais de réception des bovins à la frontière et dans les communes (4 lots de 250 vaches): 8pers/lot + 1 pers pour la frontière/lot	mission	4	0	0	1 785	0,0	0,0	Prévu en Décembre 2016
132	<b>Activité1.3.2.:A.1.3.2. Instauration et renforcement de la chaîne de solidarité</b>					693 919,8	324 204,0	46,7	
1 321	<b>Achat de cheptel Bovin (1 taureau par 10 génisses) avec Kit + insémination artificielle+formation et équipement ACSA+ trousse vétérinaire</b>								
13 212	Achat de génisses par lot de 10 (40 lots de 2015 + 47,5 lots de 2016)	lot	88	44	50	606 185	324 204,0	53,5	l'autre lot sera réceptionné en décembre
13 213	Achat de taureaux	nbre	88	40	45	62 529		0,0	l'autre lot sera réceptionné en décembre
13 214	Acquisition des kits vétérinaires (produits et matériels vétérinaires, pompes d'aspersion, blocs à lécher)	kit	523	0	0	20 219	0,0	0,0	Le processus d'acquisition est en



Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
									cours
13 215	Formation des ACSA de la commune Muramvya (12) + 6 Kits ACSA	pers	12	0	0	4 587	0,0	0,0	Activité prévue en novembre
1 322	Elaboration de conventions avec les bénéficiaires pour 523 bénéf de Muramvya (347) et Bukinanyana (176) (3 copies de 7 pages/bénéf)	convention	1 569	0	0	400	0,0	0,0	Les contrats seront signés en novembre
133	<b>Activité 1.3.3: A.1.3.3. Suivi de la chaine de solidarité et Renforcement des capacités Techniques des membres des groupes d'élevage (Formation CEF, Visites d'échange)</b>					235 962	19 184	8,1	
1 331	<b>Champs Ecole Paysans (1CEP= 30 bénéficiaires) 48 nouveaux CEP de 2016</b>								
13 311	Frais de formation des animateurs pour 33 nouveaux CEP/Elevage (12 jours de formation, 1 facilitateur pour 2 cep), y compris les honoraires du formateur + agent communal suivi CEP élevage	pers formées	17	0	0	7 870	0,0	0,0	Prévue en novembre 2016
13 312	Acquisition du matériel didactique pour le démarrage des activités des 33 CEP	CEP	33	0	0	1 945	0,0	0,0	Prévue en novembre 2016
13 313	Frais d'expérimentation des CEP Elevage (concentrés, semences de mucuna, pépinières de calliandra, fabrication des blocs à lécher, etc.) : 33 CEP 2016 + Desmodium (72kg + honoraires du formateur)	CEP	33	0	0	14 259	0,0	0,0	Prévue en novembre 2016
13 315	Paiement des primes des animateurs des 33 CEP2016 +35CEP 2015 + 26CEP de Gitega pendant le 1er trimestre 2016 (3 mois)	séances	1 260	0	0	6 222	0,0	0,0	Prévue en novembre 2016
13 316	Honoraire pour Animateurs Communaux pour le suivi des CEP ( 2 Kayanza+2 Cibitoke+2 Bubanza+1 Muramvya)	h-mois	33	0	0	8 148	0,0	0,0	Prévue en novembre 2016
13 318	Frais de mission du Consultant CEP/Elevage pour le suivi des CEP (Hilaire: 3 nuitées/mois x 4 mois)	nuitée	5	0	0	154	0,0	0,0	Prévue en novembre 2016
1 332	Visites d'échanges: 18 CEP de Kayanza pendant 1jr +14 de Cibitoke pendant 2jrs, 2 bénéf/ par CEP pendant 2 jours+Location et Carburant Véhicule	p/j	114	0	0	3 086	0,0	0,0	Prévue en novembre 2016
1 334	<b>Suivi et coordination technique de la chaine de solidarité bovine (salaires brut et logistique pour 1 UFC National+2 UFCR) 100%+forfait par commune et par an ((incl. Logistique et autres) prestation IBIS 33% de 90000\$</b>					0			
13 341	Primes des ACSA de Kayanza (46), Cibitoke (29) et Muramvya (6), Bubanza (8) Kraus (38) et Gitega (22)	h-mois	1 281	405	32	11 861	14 632,0	22,8	Continue à partir du mois d'Août
13 342	Primes des TVC pour les communes de Cibitoke (2), Bubanza	h-mois	42	24	57	1 815			Continue à partir du

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
	(2) et Muramvya (1), TVC muta ho(1)								mois d'Août
13 344	Salaire et Indemnités Consultant Elevage/PAIVA-B	h-mois	4	2	50	9 877			Continue à partir du mois d'Août
13 347	Frais pour campagnes diverses: insémination artificielle + campagne retrait des animaux, etc.	campagne	1	1	100	3 086			
13 348	Carburant pour le suivi de la CSB (80L/mois x 4 mois)	l/mois	320	120	38	395			Continue à partir du mois d'Août
13 349	Frais de mission Consultant Elevage + Chauffeur (4 nuitées/mois x 4 mois) pour ses descentes sur terrain	nuitée	16	10	63	889			Continue à partir du mois d'Août
133 410	Carburant pour les REP et Directeurs de DPAE des provinces (Véhicules et motos): Kayanza: 140L+Cibitoke: 200L+Bubanza: 140L et Muramvya: 100L Gitega: 140L, Karusi: 160 L	litres	4 780	2 868	60	5 901			Continue à partir du mois d'Août
133 411	Réparation et entretien 2 Motos de Bubanza	nbre	2	0	0	617			Continue à partir du mois d'Août
133 417	Frais de communication du Consultant CEP/Elevage	mois	5	3	60	123			Continue à partir du mois d'Août
133 418	Contribution du PAIVA-B à l'IBIS	FF	1	1	100	29 700			
133 419	Salaires Bruts (contribution du PAIVA-B) pour 1 UFC National+2 UFCR) 100% + forfait par commune et par an ((incl. Logistique et autres) (à prévoir après la mise en place de l'approche programme)	FF	1	0	0	97 508	4 552,0	4,7	
133 420	Logistique (contribution du PAIVA-B) pour 1 UFC National+2 UFCR) 100% + forfait par commune et par an ((incl. Logistique et autres) (à prévoir après la mise en place de l'approche programme)	FF	1	0	0	32 503	0,0	0,0	
134	<b>Activité 1.3.4: A.1.3.4. Appui au développement des cultures vivrières (CEP, multiplication, distribution de rejets améliorés, visites de suivi)</b>					<b>916 041</b>	<b>162 855</b>	<b>17,8</b>	
1 342	1.3.4.2 Achat et distribution des rejets de bananier (cuire et fruit) (15 rejets par personne par année pour 25 bénéficiaire par BV pour 30 BV sur 9 communes)	nbre	53 000	0	0	77 210	118,4	0,2	L'analyse des offres est déjà terminée et les rejets seront bientôt commandés
1 343	Encadrement technique des BV Prestation de services par BV soit colline (77) 2 ateliers de 1 +3 jours pour le MARP+ 4 actions de formations de (2+2+2+1) Formation par BV (1BV=3 collines).pour 30 personnes à chaque action de formation+ 1 Formation de 1 j MARP pour pépiniériste+2j de formation	session	15	5	33	88 656	69 404,4	78,3	Les MARP BV seront organisés en octobre

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
	pépiniéristes								
<b>1 344</b>	<b>Coordination technique des activités intensification (incl. Salaires, charges, indemnités, per diems, logistique) 100%</b>								
<b>13 441</b>	Salaire et indemnités du Chef de sous composante	h-mois	5	2	40	12 963	23 094,0	117,5	Continue à partir du mois d'Août
<b>13 442</b>	Salaire et indemnités du Chauffeur	h-mois	5	2	40	2 469			Continue à partir du mois d'Août
<b>13 443</b>	Frais de mission pour le suivi des activités de terrain	mois	5	2	40	1 111			Continue à partir du mois d'Août
<b>13 444</b>	Fonctionnement véhicule (Entretien, réparation, carburant et assurance)	mois	5	2	40	2 994			Continue à partir du mois d'Août
<b>13 445</b>	Frais de communication (téléphone)	FF/mois	5	2	40	123			Continue à partir du mois d'Août
<b>1 345</b>	<b>Aménagement des BV (Crêtes+Dispositif antiérosif+herbes fixatrices+reboisement/reforestation) Changements climatiques+ élaboration plan d'aménagement BV ha (100%Bv+20%reboisement)</b>					0			
<b>13 451</b>	Suivi des activités de protection BV (pépinières forestiers + calliandra + activités FFW) par ACORD: (1 descente/semaine /commune = 8jrs/mois/commune) x 8 mois x 4 communes	hj	256	160	63	20 449	70 116,6	13,5	continu
<b>13 452</b>	Production des plants d'Eucalyptus pour reboisement sur 600 ha de crêtes dénudées et 700 ha sur des terrains privés	nbre plants	2 080 000	0	0	15 151			Le remplissage des sachets est à plus de 70% et les semences sont déjà semées ou repiquées
<b>13 453</b>	Achat de plants pour la reforestation communautaire sur 1000 ha	nbre plants	960 000	0	0	17 778			L'achat sera fait en décembre 2016
<b>13 454</b>	Mise en place des plants(M.O) pour le reboisement des crêtes dénudées sur 600 ha	ha	600	0	0	41 481			L'achat sera fait en décembre 2017
<b>13 457</b>	Achat du matériel pour les travaux de protection des BV (Triangle à pente, Pioches, Cordes etc.)	Kit	1	1	100	42 600			Le matériel est déjà commandé et les premières livraisons sont déjà faites
<b>13 458</b>	Achat des herbes fixatrices pour la végétalisation des fossés antiérosifs pour végétaliser 2750 Ha sur 4520 Ha aménagés	nbre	5 085 000	0	0	18 833			L'achat sera fait en novembre 2017
<b>13 459</b>	Aménagement des bassins versants (Piquetage (6500 fbu/750m) (+Creusement (10m/hj) +Plantation des herbes fixatrices	ha	1 600	0	0	126 916			Travaux ont commencé par le piquetage

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
	(60m/hj)) sur 4520 ha (450m correspond à 1 Ha)								
134 510	Elaboration des plans d'aménagement pour 8 Bassins versants: Nyakagezi, Nyandirika(Muhanga), Nyarubanda, Nyaminoga, Kinyandobwe, Nzarazangwe(Rango), Mubarazi(Muramvya), Nyabuyumpu(Rutegama)	hj	120	0	0	50 959			Travail en cours par un bureau spécialisé recruté par le projet
134 511	Réhabilitation des paysages forestiers par l'introduction de nouvelles espèces (Grevillea, Maesopsis, Jacquier, Polycia, Prunus africana, Arundinaria alpina)	nbre	427 104	0	0	15 555			La production des plants est en cours et la plantation sera faite en décembre
134 512	Promotion de l'utilisation rationnelle du bois dans 4 communes : Rugazi et Musigati(Bubanza) et Mabayi et Bukinanyana(Cibitoke) (Formation sur les foyers améliorés pour 20 pers pdt 7 jrs+Mise en place des artisans de fabricants de FA) (2 session annuelle	session	8	0	0	13 281			Le formateur est déjà recruté pour former les premiers formateurs
134 513	Promotion de l'apiculture par la formation et l'organisation des apiculteurs dans 4 communes: Rugazi et Musigati (Bubanza) et Mabayi et Bukinanyana(Cibitoke), Formation de 30 pers pdt 7 jrs (2 session annuelle par commune)	session	8	0	0	14 528			Les formateurs dont déjà formés
134 514	Equipement des associations des apiculteurs dans 4 communes: Mabayi, Bukinanyana (Cibitoke), Rugazi, Musigati (Bubanza):200 ruches, 30 enfumoirs, 30 tenues, cire/commune, 1 extracteur, maturateur/province	kit	4	0	0	108 300			Les équipements seront très bientôt commandés
1 346	Contribution des bénéficiaires pour la mise en place de plants (production des plants +plantation)	plants	2 080 000	0	0	12 840			Elle sera évaluée à la fin de l'année
1 347	Suivi et encadrement des activités d'adaptation au changement climatique	h-mois	12	0	0	20 392			
1 349	Suivi et Évaluation (2Agents de saisie en consultation)	mois	6	3	50	7 042	0,0	0,0	continue
13 410	Équipement matériel complémentaire matériel pour IGEBU	FF	1	0	0	163 160	121,5	0,1	Matériel déjà commandé
13411??	Assistance technique au MINAGRIE (33% de 125 000\$) contribution du PAIVA-B à l'assistance technique	FF	1		0	41 250	0,0		L'assistance sera faite à travers la DSIA pour poursuivre les activités du PROSANUT
14	<b>Résultat R1.4 (Produit/Output)R.1.4 La Production de Riz (SRI) dans les marais est augmentée de façon constante et durable</b>					189 622	76 948	41	
141	<b>Activité 1.4.1: A.1.4.1. Renforcement des Capacités Techniques des producteurs de riz (CEP; encadrement et</b>					87 000	48 418	56	

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
	<b>formation)</b>								
1 411	Formation des producteurs au système SRI: formation technique sur le tas pour tous les producteurs dans les 13 marais de Kayanza: 6 anciens+7 nouveaux) xxx producteurs formés	séance	1	0	0	12 346	10 270,3	83,2	Prévu en novembre - décembre pour le reste
14 121	Honoraires du Consultant CEP (2ème semestre 2016)	h-mois	4	1	25	8 395	7 195,2	85,7	Prévu en novembre - décembre pour le reste
14 122	Frais de mission du Consultant CEP pour le suivi des CEP (6 nuitées/mois x 6 mois): 2ème semestre 2016	nuitées	36	0	0	1 889	0,0	0,0	Prévu en novembre - décembre pour le reste
1 413	Etude technico-économique (état de référence de la production des marais et des CEP) analyse avant et après intervention du projet	étude	1	0	0	12 222	0,0	0,0	DAO déjà lancé pour recruter le consultant
1 414	<b>Champs Ecole Paysans (1 CEP vivriers= 30 bénéficiaires) + ajouter encadrement des cep par un prestataire de service (type ACORD) Champs Ecole Paysans Vivriers: 58 CEP pour 2016, dont 33 CEP Riz de 2016C (15 Rango + 9 Muhanga +9 Buhiga) + 25 CEP 2016B Col</b>								
14 142	Frais de formation des CEP sur la mise en place des CEP: 32 de 2016C + 35 CEP de 2017A	session	2	0	0	12 593	30 952,7	59,4	Prévue en novembre-décembre
14 143	Achat des intrants + fournitures pour le démarrage des activités de 67 CEP: 32 de 2016C + 35 de 2017A	nbre CEP	67	32	48	9 926			Prévue en novembre-décembre pour le reste
14 144	Frais de formation de 67 CEP sur le suivi: 32 de 2016C + 35 de 2017A	session	2	1	50	15 432			Prévue en novembre-décembre pour le reste
14 147	Fonds d'appui/subvention aux 26 CEP de 2016B	nbre CEP	26	26	100	12 840			
14 149	Appui de ACORD dans les 7 sessions de formations CEP (mise en place, suivi, évaluation et gestion des fonds de subvention)	session	4	3	75	1 358			Prévue en novembre-décembre pour le reste
142	<b>Activité 1.4.2: A.1.4.2.Appui à la production de semences (contrat ISABU, multiplication et suivi)</b>					<b>102 622,4</b>	<b>28 529,6</b>	<b>27,8</b>	
1 421	Formation des groupements de multiplicateurs de semences: 1 session en 2017A	session	1	0	0	2 981	28 529,6	66,6	Prévue en novembre-décembre pour le reste
1 422	Suivi des activités dans les marais par ACORD pour les activités de 2016: (3 jours/semaine /commune = 12jrs/mois/commune) x 7 communes x 7 mois (activités ISABU + SRI + CEP riz)	hj	588	400	68	39 867			Prévue en novembre-décembre pour le reste
1 423	Multiplication des semences de riz: 10 ha dans Reliquat et 10ha dans Top Up (intrants et autres fournitures, suivi)	ha	10	6	60	13 735	0,0	0,0	Prévue en novembre-décembre pour le reste
1 424	Certification des semences riz par l'ONCCS (montant inclus dans la convention avec l'ISABU) (base et certifiées): 15 ha de 2017A/B sur les 19ha prévus en 2017) (financement des 1ères	ha	10	8	80	6 173	0,0	0,0	Prévue en novembre-décembre pour le reste

Numérotation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
	inspections de Nov/Déc 2016								
15	<b>Résultat R 1.5 (Produit/Output)R.1.5. Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement (administrations communales, CDC, CCDC et autres associations collinaires)</b>					273 888,3	142 977,7	52,2	
151	<b>Activité 1.5.1: A.1.5.1. Renforcer les capacités des CDC et des CCDC à planifier, suivre et à superviser la gestion des infrastructures communautaires (formation dans l'audit, la supervision, IEC)- ACORD</b>					35 406,8	3 276,2	9,3	
1 511	Formation des encadreurs sur tous les thèmes pour ' provinces pendants ' jours (25 personnes)	session	1	1	100	1 010	988,4	97,9	
1 512	Indemnisation des formateurs participants au 1.5.1.1	session	1	0	0	2 338	2 287,9	97,9	
1 513	Formation (5) des CDC par commune : en Planification (1jour) +Suivi et supervision (1j) + audit rapportage (1j) + Leadership communautaire et gouvernance locale (1j) + ciblage suivi et gestion de la chaine de solidarité (1j)	session	9	9	100	18 096	0,0	0,0	
1 514	Coordination Technique Développement Communautaire (incl. Genre)/honoraire consultant genre	h-mois	6	3	50	13 963	0,0	0,0	continue
152	<b>Activité 1.5.2.:A.1.5.2. Former les CDC dans la conduite des AG des ciblage participatifs l'organisation et le suivi-évaluation de la chaine de solidarité/CEP</b>					9 791,4	2 922,4	30	
1 521	Formation et recyclage des CDC dans la conduite du ciblage, le suivi, la supervision et le conseil (5 personnes pendant 4 jours)	atelier	4	4	100	5 574	2 922,4	52,4	
1 522	Visites d'échange au Burundi (pour 20 personnes+ 2 encadreurs)	nbre de visite	1	1	100	4 218	0,0	0,0	
153	<b>Activité 1.5.3: A.1.5.3. Renforcer les capacités des relais techniques et des autorités locales impliqués dans la supervision, le suivi et la pérennisation des actions de développement communautaires</b>					8 678,5	-	-	
1 531	Formation (4) des services techniques et de l'adm. communale dans la conduite du ciblage, la supervision et l'évaluation de la CSC (pour 5 communes pendant 2 jours) 25 pers	atelier	2	2	100	5 973	0,0	0,0	
1 532	Formation des ACSA et des moniteurs collinaire sur le suivi et le conseil (pour 2 moniteurs pendant 2 jours 61 collines) 25 pers.	atelier	4	3	75	2 706	0,0	0,0	
154	<b>Activité 1.5.4: A.1.5.4. Animation et mise en cohérence des interventions (Animation ACORD)</b>					105 591,8	63 886,1	60,5	
1 541	Ateliers d'échanges d'expérience PAIVA-B, ACORD, CAPAD,	atelier	1	0	0	4 031	0,0	0,0	

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
	Administration et services techniques partenaires : 35 pers pour 2j								
1 542	Planification annuelle et évaluation trimestrielle	atelier	18	10	56	72 552	63 886,1	88,1	
1 543	Atelier provinciaux de lancement de projet	atelier	2	2	100	8 061	0,0	0,0	
1 544	Atelier communaux de lancement de projet	atelier	5	5	100	20 153	0,0	0,0	
1 545	Atelier de sensibilisation sur les BV	atelier	10	10	100	795	0,0	0,0	
155	<b>Activité 1.5.5: A.1.5.5. Alphabétisation des populations collinaires par les CDFC</b>					114 419,8	72 893,0	63,7	
15 511	1.5.5.1.1 Kit session d'alphabétisation	kit	62	62	100	17 222	34 980,0	63,8	
15 512	Suivi de l'alphabétisation	h-mois	124	75	60	10 437			
15 513	Indemnités Personnel CDFC	h-mois	36	36	100	11 447			
15 514	Formation des alphabétiseurs à Muramvya et Bubanza (pour 11 centres d'alphabétisation)	session	2	0	0	15 741			
1 552	<b>Animation des Groupes de caution solidaire (une formation et une sensibilisation par colline)</b>					0			
15 521	Sensibilisation formation des GCS	nbre de groupes	52	26	50	12 968	8 016,0	61,8	
15 522	Formation des assistants communaux au produit GCS	h/jour	1	0	0	258	0,0	0,0	
15 523	<b>Réduction de la pénibilité du travail de la femme (foyers améliorés, collecte des eaux de pluie, Kitchen garden) une action par colline</b>					0			
15 531	Installation foyers améliorés	nbre	250	167	67	3 897	26 253,0	64,4	
15 532	Installation collecteurs d'eau de pluie	nbre	140	0	0	34 914			
15 533	Installation kitchen garden	nbre	125	0	0	1 948			
1 554	<b>Sensibilisation, information, éducation, communication (IEC) des adultes à l'approche genre, préventions des conflits, code de la famille, etc. (104 collines)</b>		83	124	149	5 589	3 644,0	65,2	
16	<b>Résultat R1.6 (Produit/Output)R.1.6. Sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers</b>					68 112,8	34 267,2	50,3	
161	<b>Activité 1.6.1: A.1.6.1. Renforcer des capacités du personnel des services fonciers communaux par des équipements adaptés et moyens de transport (bureaux fonciers et commissions de reconnaissance collinaires)</b>					68 112,8	34 267,2	50,3	
1 611	<b>Équipement bureaux foncier des 4 Communes d'extension avec campagne de sensibilisation inclus frais de déplacement</b>								

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
<b>162</b>	<b>Activité 1.6.2A.1.6.2. Apporter un service conseil aux personnels du bureau foncier pour améliorer la performance (informatique, administratif, participation, juridique, technique, technologique)</b>								
<b>1 621</b>	<b>Appui technique prestataire de services</b>								
<b>16 211</b>	Contrat prestation de services (salaire OPP : 2920000 F/2+quota tél OPP:40000F+quota carb OPP:100 litre*2000/2+salaire et communication 2 ATP dont 1 est partagé avec PRODEFI+20 jours de location véhicule pr ATP Karusi & Gitega à raison de 50000F+140 litre	h-mois	6	2	33	27 900	32 708,0	117,2	Continue à partir de juillet 2016
<b>16 214</b>	Etude visant l'analyse des cas de succès, de viabilité et pérennisation technique des SFC (15h/j pr le consult principal à raison de 200000/j+6h/j pr chacun des 4 consult junior pour le travail de terrain à raison de 100000F/j/pers+5jrs*2 de loc véh à rai	contrat	1	0	0	4 000	0,0	0,0	Processus de validation des TDRs en cours
<b>16 215</b>	Equipement, consommables divers (3cartouches pr OPP+2ATP/trim.*4 à raison de 90000/pièces+5 rames de papts les 3 pr OPP& 2ATP+remplacement chaise OPP (275000) & réparation armoire OPP(25000) +remplacement nouveau batterie lap Top OPP à raison de 300000F+3	FF	1	0	50	747	0,0	0,0	Continue
<b>1 626</b>	Formation / actualisation des agents fonciers (2 sessions dont chacune est faite de d'une mission de 3 nuitées pour chacun de 4 AFC/commune à raison 25000F/agent+des frais de déplacement plafonné à un montant de 20 000F/AFC pr toutes les 6 communes+une lo	session	2	1	50	5 610	0,0	0,0	Il a fallu attendre l'adoption des textes d'application du code
<b>1 627</b>	Formation Commission de reconnaissance collinaire 6 communes +leur auto évaluation (un effectif de 7 CRC/colline*une moyenne de 23 colline/commune à raison de 5000F de per diem et 3000F de déplacement+1 jr de location du véh à 60000F+15lit pr 2000/l pour	session	6	0	0	5 104	1 559,2	30,6	Activité programmée en novembre
<b>1 629</b>	Réunion d'auto évaluation conjointe des services fonciers communaux (une mission de 3 nuitées pour 3 autorités/comm pour 6 commune à raison de 25000F/pers+des frais de déplacement pr 3 autorités/ comm pour 6 comm à raison de 20000F/pers+3 nuitées de l'OP	atelier	1	0	0	3 086	0,0	0,0	Activité programmée en novembre
<b>16 210</b>	Formation des autorités communales sur les textes juridiques (chacune des 2 sessions est faite d'1 mission de trois nuitées à	session	1	0	0	3 098	0,0	0,0	Il a fallu attendre l'adoption des textes



Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
	chacun de 6 autorités/comm pr les 6 comm+frais de déplacement de 20000/pers pour les 6comm+une pause-café de 40 pers à raison de								d'application du code
	<b>Subvention aux bureaux fonciers</b>					18 568			Le financement de l'activité n'était pas prévu
	<b>Prestataire ACORD engagement hors TOMPRO</b>						<b>317 290,0</b>		
<b>2</b>	<b>Composante 2 « Valorisation agricole et accès aux marchés »</b>					<b>1 442 774,98</b>	<b>375 784,45</b>	<b>26,05</b>	
<b>2</b>	<b>Résultat R2 de la Composante II de Niveau 2 (Outcomes) R.2:L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée</b>								
<b>21</b>	<b>Résultat R2.1 (Produit/Output) R.2.1. Des Coopératives mises en place sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivité des produits</b>					627 509,6	94 299,7	<b>15,0</b>	
<b>211</b>	<b>Activité 2.1.1: A.2.1.1. Renforcer les capacités des coopératives à coordonner le développement des filières ciblées pour en améliorer la rentabilité et les retombées pour les membres.</b>					<b>103 985,3</b>	<b>19 712,4</b>	<b>19,0</b>	
<b>2 115</b>	Identification des prestataires de services des différents maillons des filières riz et/ou maïs, PT (producteurs, commerçants, transformateurs, institution de recherche, de commercialisation, encadrements,...)	session	9	9	100	4 236	0,0	0,0	
<b>2 116</b>	Organisation de réunions d'information et de sensibilisation sur la chaîne de valeur riz, et/maïs, PT,)	session	9	9	100	4 461	0,0	0,0	
<b>2 117</b>	Animation de cadres de concertation entre acteurs au niveau national pour le développement des filières (lait, Riz, Mais) (participer à)	session	1	0	0	5 212	0,0	0,0	prévue en novembre
<b>2 118</b>	Ateliers de renforcement des capacités sur la définition des objectifs et la détermination des besoins aux différents maillons	session	9	0	0	4 461	0,0	0,0	
<b>2 119</b>	Ateliers de formation sur l'élaboration des business plan	session	9	9	100	4 461	0,0	0,0	
<b>211 101</b>	Salaires et indemnités Responsable Valorisation Agricole	h-mois	5	2	40	12 346	19 712,4	53,4	Continue à partir d'Août
<b>211 102</b>	Salaires et indemnités chauffeur Valorisation Agricole	h-mois	5	2	40	2 469			
<b>211 103</b>	Honoraires de l'expert en Finances Rurales	h-mois	6	2	33	13 963			
<b>211 105</b>	Frais de mission RVA	mois	5	2	40	1 019			
<b>211 106</b>	Frais de mission chauffeur RVA	mois	5	2	40	648			
<b>211 107</b>	Carburant pour le RVA,	mois	5	2	40	2 089			

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
211 108	Frais de mission Expert en Finances Rurales,	mois	5	2	40	463			
211 109	Carburant pour les missions de terrains de l'expert en finances rurales,	mois	5	2	40	406			
2 111 017	Frais de mission pour la supervision des infrastructures	h-mois	6	3	50	370			
2 111 018	Fonctionnement véhicule du Responsable Valorisation Agricole (entretien et assurance)	mois	5	2	40	3 151			
21 111	Elaboration d'un plan opérationnel négocié entre les différents partenaires (maillons de la filière)	session	9	0	0	4 461	0,0	0,0	Prévu en novembre 2016
21 112	Evaluation des coopératives	session	9	0	0	4 461	0,0	0,0	Prévu en Décembre 2016
21 113	Étude de Référence pour les nouvelles zones (104 collines)	colline	104	104	100	35 309	0,0	0,0	
212	<b>Activité 2.1.2.:A.2.1.2. Développer les Capacités des organes de gouvernance des coopératives (animation, gestion administrative et financière, renouvellement des organes) :</b>					36 130,0	-	-	
2 121	Structuration des groupements collinaires : mise en place des organes de gestion: 1 réunion d'une journée par commune avec une de 25 personnes par commune; textes statutaires également	session	7	7	100	3 339	0,0	0,0	
2 122	Création et enregistrement des coopératives	session	7	7	100	808	0,0	0,0	
2 123	Organisation et structuration des coopératives: 2 réunion de 1jour par coopérative avec une participation de 20 personnes par commune.	session	7	7	100	6 677	0,0	0,0	
2 124	Formation sur le leadership et bonne gouvernance: 2 réunions de 1 jour par commune avec une participation de 25 personnes par commune.	session	9	9	100	8 585	0,0	0,0	
2 125	Formation sur la gestion administrative et financière: 2 réunions de 1 jour par commune avec une participation de 20 personnes par communes.	session	9	9	100	8 136	0,0	0,0	
2 126	Formation sur les techniques de stockage, de gestion des hangars et de warrantage : 2 réunion 1 jours pour 25 personnes coopératives	session	9	9	100	8 585	0,0	0,0	
213	<b>Activité 2.1.3: A.2.1.3. Développer les capacités des coopératives à rendre des services de qualité aux membres (vente groupées, accès aux intrants, formations des membres, montage de dossiers)</b>					25 569,8	-	-	
2 131	Formation / recyclage en planification, élaboration de plan d'actions, (9 personnes par coopérative, 14 coopérative): 2 réunions d'une journée	session	9	9	100	7 036	0,0	0,0	

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
2 132	Formation / recyclage en gestion de stock, (9 coopératives, 9 personnes par coopérative.): 2 ateliers de 1 jour séparés	session	9	2	22	7 036	0,0	0,0	
2 133	Formation / recyclage rentabilité, suivi et évaluation (9 coopératives, 5 personnes par coopérative.) 3 jours	session	9	9	100	7 036	0,0	0,0	
2 135	Sensibilisation à la collecte des productions dans les hangars de stockages, transformation des productions (riz et maïs), à la vente groupée et au warrantage : 1 réunion d'1 jour par coopératives et pour 5 coopératives rizicoles	session	9	9	100	4 461	0,0	0,0	
214	<b>Activité 2.1.4: A.2.1.4. Développer les capacités de représentation et de négociation des agriculteurs membres des coopératives</b>					24 564,7	-	-	
2 141	Organisation des fora provinciaux sur les coopératives (50 pers)	nbre	6		0	8 435	0,0	0,0	
2 142	Organisation du Forum national de 2 jour chaque année : 50 personnes (5*10) plus un thème sur l'intégration de la concertation dans la valorisation	nbre	1	1	100	3 869	0,0	0,0	
2 143	Voyage d'échange interprovinciaux pour 5 coopératives (Cibitoke, Kayanza et Buhiga) 20 personnes	nbre	1	0	0	2 085	0,0	0,0	prévue en décembre
2 144	Voyage d'échange sous-régional (14 des coop+6 provinces+6 DPAE+ 2 encadrement)	nbre	1	0	0	5 406	0,0	0,0	prévue en décembre
2 145	Ateliers d'échange d'expérience sur la production et la commercialisation du riz entre les coopératives (25 pers)	nbre	1	1	100	3 201	0,0	0,0	
2 146	Participation à la foire Agricole	nbre	1	1	100	1 568	0,0	0,0	
215	<b>Activité 2.1.5: A.2.1.5. Augmenter la capacité de stockage et de transformation des coopératives et en assurer la gestion durable (et rentable)</b>					79 126	0	0,0	
2 152	Formation en gestion des magasins, des unités de transformation et la maintenance. 9 coopératives utilisant correctement les outils gestion des magasins et unités de transformation	session	9	4	44	4 236	0,0	0,0	
2 153	Assurer 5 formations de 2 jours non consécutifs chaque pour 1 coop par commune (1 SE, 1 Warrantage, 1 Gestion Stock, 1 Commercialisation, 1 Caution solidaires/MUSO) + 1 activité de suivi des exploitations familiales sur 2 jours non consécutifs	session	84	50	60	74 890	0,0	0,0	
216	<b>Activité 2.1.6: A.2.1.6. Aménagement et Réhabilitation des pistes</b>					358 133,8	74 587,3	20,8	
2 161	Etudes sur les pistes de désenclavement des bassins de production (localisation, technique, estimation) APS, APD, DAO	km	79	79	100	41 900	74 587,3	178,0	
2 162	<b>Exécution des travaux des pistes</b>								

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
21 621	Piste Nyabibuye-Muzumure-Marais Nzarazangwe-Karehe-Marais Nyamigona en commune Rango (20 % d'avance de démarrage en 2016)	km	17	0	0	56 960	0,0	0,0	Processus de passation du marché en cours
21 622	Piste Mutaho-Marais Kinyandobwe-Rubumbu-Marais Nyamwondo-Kiguruka-Kiramahira-Marais Gakana-Gihororo-Ruhinga-Marais Nyarubanda amont-Gipfuvya-Marais Mabumba-Nyarusange-Rango en commune Rango (20 % d'avance de démarrage en 2016)	km	19	0	0	63 662	0,0	0,0	Processus de passation du marché en cours
21 623	Piste Gipfuvya-Marais Nyarubanda amont-Karama-Muzure en commune Rango	km	10	0	0	33 506	0,0	0,0	Processus de passation du marché en cours
21 624	Piste Rugamba-Rushemeza-Marais Nyakagezi-Gisara-Marais Gasambi aval-Rushubi-Masama II-Marais Kinyamaganga-Nyamitanga-Rubanga-Marais Kinyamaganga-Nyarubabi en commune Muhanga (20 % d'avance de démarrage)	km	15	0	0	50 259	0,0	0,0	Processus de passation du marché en cours
21 625	Piste Mpehe-Mugomere-Marais Mubarazi-Remera-Ruhinga en commune Muramvya (20 % d'avance de démarrage)	km	18	0	0	60 311	0,0	0,0	Processus de passation du marché en cours
2 162	<b>Sous total 2.1.6.2 Exécution des travaux de réhabilitation de pistes</b>					0			
2 163	Formation des jeunes (Brigades de Maintenance des Pistes) 6 session pour 2016 et 6 autres pour 2017 après les travaux	session	6	1	17	29 103	0,0	0,0	
21 628	Contrôle et surveillance (10%)	km	79	0	0	22 432	0,0	0,0	Equipe de surveillance déjà recrutée mais Processus de passation du marché en cours pour les travaux
22	<b>Résultat R2.2 (Produit/Output)R.2.2. Les produits des filières lait, riz et maïs sont valorisées et les besoins de financement des coopératives/groupes de caution solidaires sont assurés à travers des mécanismes de garanties</b>					835 635,8	163 749,3	19,6	
221	<b>Activité2.2.1.:A.2.2.1. Faciliter l'accès des producteurs aux financements par les IMF</b>					108 095,0	-	-	
2 213	<b>Convention IMF (incl. FENACOBU, WISE, Formation, Financement, Suivi du fonds de garanties)</b>								
22 132	Formation des agents de terrain sur le Suivi évaluation et la	séance	1	0	0	3 849	0,0	0,0	Recrutement du

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
	récolte des données								formateur en cours
22 133	Ateliers d'évaluation des produits financiers avec les bénéficiaires et les IMF et Banques	atelier	2	0	0	7 698	0,0	0,0	A programmer après l'étude
22 134	Visite d'échanges d'expérience en faveur des agents de crédit sur au moins deux produits financiers	nbre	1	0	0	2 366	0,0	0,0	Prévue en novembre-décembre
22 136	Etude d'évaluation des produits offerts aux bénéficiaires du PAIVA-B et définition de nouveaux produits	étude	1	0	0	5 116	0,0	0,0	Le consultant est déjà recruté
22 137	Evaluation des performances de l'IMF	étude	1	0	0	5 116	0,0	0,0	Le consultant est déjà recruté
22 138	Subventions à la FENACOBU exercice 2016	FF	1	1	100	43 210	0,0	0,0	
22 139	Indemnisation par le Fonds de garantie des crédits irrécouvrables sur 2014 et 2015	FF	1	1	100	40 741	0,0	0,0	
222	<b>Activité2.2.2.:A.2.2.2. Valoriser la production laitière des petits agri-éleveurs</b>					<b>533 259,2</b>	<b>15 359,7</b>	<b>2,9</b>	
2 221	<b>2.2.2.1. Mise en place des centres de collecte du lait (CCL) avec équipement stérilisation</b>								
22 211	Mener une étude par CCL sur les lieux d'implantation et les points de collecte secondaires, ainsi que leur rentabilité économique et financière pour Muramvya, Rango, Mutaho, Bukinanyana et Mabayi	nbre	5	5	100	11 719	15 359,7	2,9	
22 212	Structuration des groupements collinaires et des groupements pré coopératifs laitiers : mise en place des organes de gestion: 1 réunion d'une journée par commune avec une participation de 25 personnes par commune; textes statutaires également pour Mur	session	5	5	100	2 019			
22 213	Construire 4 Bâtiments CCL (y compris divers frais) pour Muramvya, Rango, Mutaho, Bukinanyana et Mabayi pour Rango, Mutaho, Bukinanyana et Mabayi	Nb	4	0	0	178 714			Lettre de marché en cours de signature
22 214	Effectuer des travaux de surveillance Rango, Mutaho, Bukinanyana et Mabayi	contrat	4	0	0	8 936			Le marché est au stade d'attribution
22 215	Assistance techniques par un professionnel pour la rédaction du cahier des charges/spécifications techniques des équipements à commander	P/j	10	4	40	1 821			Continu
22 217	Acquérir et installer des Cuves de 1000L Rango, Mutaho, Bukinanyana et Mabayi	Nb	4	0	0	43 704			Le marché est au stade d'attribution
22 218	Acquérir et installer des équipements de base, groupe électrogène, chauffe-eau solaire et vélos Rango, Mutaho,	Nb	4		0	174 815			Le marché est au stade d'attribution

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
	Bukinanyana et Mabayi								
22 219	Renforcer les capacités des CCL en gestion pour Muramvya, Rango, Mutaho, Bukinanyana et Mabayi	Nb	5	5	100	3 801			
222 110	Renforcer les capacités des CCL dans le contrôle de la qualité pour Rango, Mutaho, Bukinanyana et Mabayi	Nb	4	4	100	7 500			
222 112	Former les formateurs et les producteurs/transformateurs sur le système de contrôle de la qualité	Atelier	4	0	0	5 975			En cours
222 115	Appuyer les CCL dans le recrutement et la formation des jeunes	Atelier	4	4	100	4 280			
222 116	Apporter un appui de proximité pour la transformation artisanale du lait	session	4	0	0	8 444			Prévue en novembre-décembre
222 117	Former les agents de vente dans la commercialisation et les agents comptables en comptabilité et gestion	session	4	0	0	4 278			Prévue en novembre-décembre
222 118	Apporter un appui technique pour le démarrage (2 ans)	mission	4	0	0	14 802			Prévue en novembre-décembre
2 221 110	Encadrement de proximité des activités des coopératives laitières (4 personnes):	H/mois	30	20	67	38 889			
22 241	Mener une étude pour l'identification d'un CCL approprié pour y adjoindre une unité de pasteurisation d'une capacité de 10 000 litres	étude	1	1	100	11 654			
2 225	<b>Mise en place de comptoirs de vente</b>					0			
22 251	Mener une étude pour l'identification des lieux d'implantations des comptoirs de vente	nbre	1	1	100	2 477		0,0	
2 226	<b>Former 20 jeunes pendant 3 jours sur la collecte de lait (PM/ partie jeunes) pour 4 CCL</b>	session	4	0	0	4 716		0,0	Prévue en novembre-décembre
2 227	<b>Faciliter l'accès aux services financiers</b>					0			
22 273	Organiser des ateliers provinciaux de formation des responsables des coopératives pour 20 personnes pendant 3 jours sur les mécanismes de financement	Atelier	4	4	100	4 716		0,0	
223	<b>Activité 2.2.3.:A.2.2.3. Valoriser la production rizicole des agriculteurs</b>					183 360,5	148 271,6	80,9	
2 231	<b>Mise en place des outils de séchage - stockage du paddy</b>								
22 312	Construire de nouvelles aires de séchage avec abri et de nouveaux magasins pour coopératives rizicoles	nbre	3	0	0	163 889	148 153,6	85,8	Les ordres de service sont déjà lancés
22 314	Surveillance des travaux de construction et réhabilitation des Magasins et aire de séchage Coop (Buhiga, Rango, Muhanga) ainsi Bugendana et Mutaho	Nbre	3	0	0	8 704			Les ordres de service sont déjà lancés et les surveillants sont déjà recrutés

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
2 232	<b>Appuyer les Coopératives pour l'acquisition de décortiqueuses performantes (une décortiqueuse améliorée est en cours d'acquisition sur le PTBA 2015)</b>								
2 233	<b>Mettre en place deux mini rizeries avec hangars de stockage</b>								
22 331	Étude d'implantation & analyse économique et financière de la mise en place de mini rizeries	étude	1	0	0	7 089	118,0	1,7	Contrat signé pour la consultance
2 234	<b>Faciliter l'accès à des services financiers</b>								
22 343	Organisation d'ateliers provinciaux de formation des responsables des coopératives sur les mécanismes de financement	Ateliers	4	0	0	3 679	-	-	Prévu en décembre
224	<b>Activité 2.2.4.: A.2.2.4. Valoriser la production de maïs</b>					10 921,1	118,0	1,1	
2 241	Conduire une étude de 1 localisation et de 2 faisabilité de la mise en place d'unités de valorisation	études	1	0	0	10 921,1	118,0	1,1	Contrat signé pour la consultance
	<b>Prestataire CAPAD engagement hors TOMPRO</b>						117 735,0		
3	<b>Composante 3 « Unité de facilitation et de coordination »</b>					745 874,52	563 597,42	75,56	
3	<b>Résultat R3 de la Composante III de Niveau 2 (Outcomes) R3: La Coordination du projet est performante</b>								
31	<b>Résultat R3.1 (Produit/Output) R.3.1. La gestion et la Coordination du projet est assurée de manière performante au niveau technique administratif et financier</b>					745 874,5	563 084,0	75,5	
311	<b>Activité 3.1.1: A.3.1.1. Payer les Salaires et les indemnités de l'UFC dans les délais imparties et conformément aux règlements nationaux et internationaux</b>					121 067,7	85 685,3	70,8	
3 111	<b>Salaires et charges sociales (tout inclus: per diem, carburant, réparation) de la Coordination et division administration et Finance incluant Passation de Marché</b>								
31 111	<b>Salaires et charges sociales du personnel de l'UCP (coordinateur, RAF, Resp passation marché, Asst Coord, Comptable, Assist Compta, 5 chauffeurs, Agent, Planton)</b>								
311 111	Coordonnateur	pers mois	5	2	40	16 975	74 382,3	68,4	Continue à partir d'Août
311 112	Resp Administratif et Financier	pers mois	5	2	40	14 198			
311 113	Responsable Passation Marchés	pers mois	5	2	40	12 346	11 303,0	91,6	Continue à partir d'Août
311 114	Assistante Administrative (à la Coordination)	pers mois	5	2	40	8 333			Continue à partir d'Août
311 115	Agent de Bureau	pers mois	5	2	40	6 481			
311 116	Comptable	pers mois	5	2	40	9 877			
311 117	Assistante Comptable	pers mois	5	2	40	6 481			



Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
311 118	Chauffeur Coordonnateur	pers mois	5	2	40	2 469			
311 119	Chauffeur Service Admin & Financier	pers mois	5	2	40	2 469			
3 111 110	Chauffeur appui UCP	pers mois	5	2	40	2 469			
3 111 111	Planton	pers mois	5	2	40	2 160			
3 111 112	Personnel d'appui au SAF (à engager en cas de nécessité avec statut de consultant)	pers mois	6	2	33	10 741			
31 112	Frais de mission personnel UCP	pers mois	5	2	40	2 222			
31 113	Carburant véhicules UCP	nbre véhic	2	1	67	16 293			
31 114	Appui au déplacement pers UCP (20 litres par semaine pour 4 personnes)	FF/mois	5	2	40	2 785			
31 115	Carburant pour groupe électrogène commun (quote part PAIVA-B)	FF/an	1	0	0	870			
31 116	Fonctionnement véhicules UCP inclus assurance	mois	5	2	40	3 897			
312	<b>Activité 3.1.2:A.3.1.2. Former le personnel du projet (Comptable, Technique, S et E, Administration, Archives) cfr plan de formation)</b>					12 346	0		
3 121	Former le personnel en Gestion administrative, comptable et financière (cadres et agents administratifs)	forfait	1	1	200	12 346	0,0	0,0	
313	<b>Activité 3.1.3 A.3.1.3. Organiser et participer à des ateliers d'échange d'expériences</b>					9 314,8	2 499,9	26,8	
3 131	Participation à l'atelier régional du FIDA	FF/an	1	0	0	6 210	2 499,9	40,3	
3 132	Sessions annuelles en suivi-évaluation participatif 60 personnes	session	1	0	0	3 105	0,0	0,0	
314	<b>Activité 3.1.4: A.3.1.4. Gérer efficacement l'approvisionnement du projet (AO, PPM, Registre des contrats, fiches de suivi des contrats, Acheter, inventorier et maintenir des équipements) pour l'UCP et autres</b>					483 895,4	446 379,8	92,2	
3 141	Approvisionnement de Consommables de bureau	FF	0,5	0	75	10 926	170,8	1,6	
3 142	Achat de dix (10) véhicules 4*4 dont 7 de l'UCP	nbre	10	10	100	444 500	444 077,9	99,9	
3 143	Eau & Électricité Bureau FIDA (quote part PAIVA-B)	FF/an	0,5	0	90	1 942	224,6	11,6	
3 144	Téléphone UCP & Internet (Q/PAIVA-B)	FF	5	2	40	4 922	1 906,5	38,7	Continue à partir d'Août
3 145	Location bureau siège (contribution du gouvernement)	mois	5	2	40	21 605	0,0	0,0	Continue à partir d'Août
3 147	<b>Achat pour remplacement Ordinateurs de bureau et leurs accessoires+Autres Equipements de bureau</b>								
315	<b>Activité 3.1.5: A.3.1.5. Appuyer l'approche programme et Elaborer des Rapports Administratifs et Financiers (incl. Audits)</b>					58 496	0	0,0	



Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
3 152	Contribution au Financement de l'Audit interne	FF	1	0	0	27 778	0,0	0,0	Activité faite avec les autres projets
3 153	Appuyer le programme Sun Reach (nutrition)	FF	1	1	50	30 718	0,0	0,0	Continue
316	<b>Activité 3.1.6: A.3.1.6. Recruter des services spécialisés nationaux et internationaux (consultants, bureaux de conseils, prestataires de services)</b>					<b>41 725,0</b>	<b>28 265,1</b>	<b>67,7</b>	
3 162	Assistance Technique Internationale incluant l'appui à la Valorisation	p/mois	1	1	50	31 373	6 344,1	20,2	
3 163	Assistance Technique nationale (Appui Tompro, autres appuis ponctuels)	p/mois	1	1	100	9 259	21 920,9	236,7	
3 164	Gardiennage	mois	6	2	33	1 093	0,0	0,0	
317	<b>Activité 3.1.7: A.3.1.7. Collecter les données et transmettre les informations de manière pertinente, performant et dans les délais</b>					<b>13 814,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
31 712	Frais de stagiaires pour la collecte de données (appui au suivi-évaluation) et pour les diverses tâches (appui au Service Administratif et Financier)	mois	12	9	75	13 815	0,0	0,0	
318	<b>Activité 3.1.8: A.3.1.8. Le Suivi et Evaluation du projet est assuré de manière pertinente et dans les délais (Elaborer des Rapports Techniques et budgétaire, états d'avancement)</b>					<b>61,1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
3 181	Rapports périodiques ordinaires (semestriels et annuels)	forfait	1	1	100	61	0,0	0,0	
319	<b>Activité 3.1.9: A.3.1.9. Elaborer un plan d'exécution des activités du projet pour la période restante et assurer son suivi par l'USE (diagramme de Gantt)</b>					<b>432,1</b>	<b>253,9</b>	<b>58,8</b>	
3 191	Elaboration des PTBA	forfait	1	1	100	216	253,9	117,5	
3 192	Elaborer des posters et chartes de Gantt comme outil de gestion et de visualisation à exposer dans les bureaux (incluant cartes d'interventions)	forfait	1	1	100	216	0,0	0,0	
3 110	<b>Activité 3.1.10: A.3.1.10. Le coordonnateur assure la liaison interne (UCP) et externe, ainsi qu'une bonne coordination avec les autorités nationales concernés (CP), les IFI et autres partenaires</b>					<b>4 722,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
31 101	Indemnités du Comité de pilotage/ technique	séances	3	3	100	4 722	0,0	0,0	
32	<b>Résultat R3.2 (Produit/Output)R.3.2 La Clôture du projet est assurée en conformité avec les dispositions de l'accord de don</b>								
321	<b>Activité 3.2.1: A.3.2.1. Etablir un plan de clôture pour la</b>					<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>Pas prévue dans le</b>

Numéro-tation	Libellé	Unité	Qté Prévue 2016	Qté réalisée fin sept 2016	Taux de réalisation physique en %	Coût total US \$ TC	Réalisation total US \$ TC à fin sept 2016	Taux de réalisation	Observations
	<b>coordination et les services administratif et financiers</b>								<b>TOP UP</b>
322	Activité 3.2.2.:A.3.2.2. Préparer et organiser le Transfert des activités de terrain aux bénéficiaires, Coopératives, Associations, IMF, services publics et administrations locales (implication immédiate de ces structures et renforcer leurs - assurer la d					-	-	-	
3 221	Organiser des cérémonies de transfert d'activités à Gitega et Karusi	nbre				-	-	-	
3 222	Organiser des ateliers préparatifs pour la passation et les transferts à Gitega et Karusi	nbre				-	-	-	
323	Activité 3.2.3: A.3.2.3. Elaborer le rapport final d'achèvement du projet					-	-	-	
324	Activité 3.2.4: A.3.2.4. Etude d'évaluation finale et d'impact du projet					-	-	-	
325	Activité 3.4.5: A.3.2.5. Mettre en œuvre le plan de démobilisation du personnel					-	-	-	
326	Activité 3.4.6: A.3.2.6. Assurer l'audit des 6 derniers mois					-	-	-	
327	Activité 3.2.7: A.3.2.7. Transférer des actifs du projet aux institutions et/ou projets concerné(e)s					-	-	-	
328	Activité 3.2.8: A.3.2.8. Capitaliser de l'expérience acquise par le projet et élaborer des supports de communication					-	-	-	

## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance cumulée et consolidée financement initial et financement additionnel par bailleur de fonds au 30/09/2016-(en 000 USD)

<b>BAILLEUR DE FONDS</b>	<b>Montant alloué par Don (en 000 USD)</b>	<b>FINANCEMENT REALISE (000 USD)</b>	<b>TAUX D'EXECUTION</b>
Don FIDA	33 325	14 879	44,6%
Don UE	5 785	5 785	100%
Don PAM	4 650	1 458	31%
Don du Gouvernement	6 185	820	13%
Contribution des bénéficiaires	2 994	1 537	51%
Don Canadien	137	124	91%
<b>Total</b>	<b>53 076,2</b>	<b>24 603</b>	<b>46%</b>

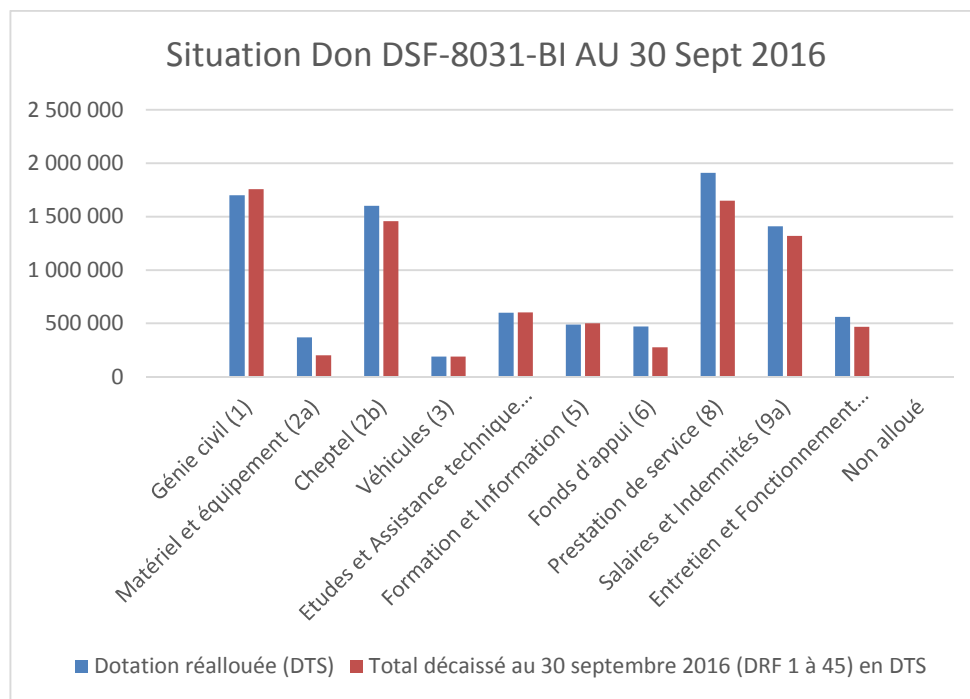
**Tableau 5B: Situation cumulée consolidée (financement initial et financement additionnel) du projet par composante au 30/09/2016)**

Cod	Libellés	Montant du financement consolidé	% Réal par Composante /Financt	% Réal Cps te /Réal totale s cumul	% Réal totale s /P ré v is io ns co ns o lidées	Réal to tales cumulées par cps te&S cps te	2 0 0 9	2 0 1 0	2 0 1 1	2 0 1 2	2 0 1 3	2 0 1 4	2 0 1 5	2 0 1 6 (au 30/09)
1	Renforcement et Protection du capital	36 391 056	31,5	71,6	48,4	17 625 202	7 132	2 337 977	3 803 215	2 486 827	2 107 143	3 077 959	1919 973	1884 976
2	Valorisation de la	12 683 590	3,2	7,4	14,3	1815 923	-	72 913	718 039	148 973	226 435	171894	270 337	207 332
3	Facilitaion de la Mise en œuvre et de la Coordination	6 793 800	9,0	20,5	74,2	5 038 033	63 634	1012 000	711800	677 743	781904	564 899	463 016	763 037
			-	-										
4	Appui Légal	137 000	0,2	0,5	90,5	124 027	-	-	85 676	38 263	23	35	30	-
Total		56 005 446	43,9	100,0	43,9	24 603 185	70 766	3 422 890	5 318 730	3 351806	3 115 505	3 814 787	2 653 356	2 855 345
		53 076 200	46,4											

**Tableau 5C: Situation cumulée d'exécution du Don FIDA initial au 30/09/2016 (DSF-8031-BI) par catégorie)**

Code	Catégorie	Dotation réallouée (DTS)	Total décaissé au 30 septembre 2016 (DRF 1 à 45) en DTS	Solde (DTS)	Taux de réalisation (%)
	<b>Avance initiale</b>		<b>636 597,99</b>	<b>-636 597,99</b>	<b>N/A</b>
<b>1</b>	Génie civil (1)	1 700 000	1 756 603,96	<b>- 56 603,96</b>	<b>103%</b>
<b>2a</b>	Matériel et équipement (2a)	370 000	202 904,67	<b>167 095,33</b>	<b>55%</b>
<b>2b</b>	Cheptel (2b)	1 600 000	1 457 024,81	<b>142 975,19</b>	<b>91%</b>
<b>3</b>	Véhicules (3)	190 000	190 000,00	<b>-</b>	<b>100%</b>
<b>4</b>	Etudes et Assistance technique (4)	600 000	604 724,99	<b>- 4 724,99</b>	<b>101%</b>
<b>5</b>	Formation et Information (5)	490 000	500 365,11	<b>- 10 365,11</b>	<b>102%</b>
<b>6</b>	Fonds d'appui (6)	470 000	277 727,93	<b>192 272,07</b>	<b>59%</b>
<b>8</b>	Prestation de service (8)	1 910 000	1 649 836,76	<b>260 163,24</b>	<b>86%</b>
<b>9a</b>	Salaires et Indemnités (9a)	1 410 000	1 318 722,64	<b>91 277,36</b>	<b>94%</b>
<b>9b</b>	Entretien et Fonctionnement (9b)	560 000	468 593,46	<b>91 406,54</b>	<b>84%</b>
	Non alloué	0	0,00	<b>-</b>	
	<b>Total</b>	<b>9 300 000</b>	<b>9 063 102,32</b>	<b>236 897,68</b>	<b>97%</b>
	Prise en compte des décaissements juin-sept 2016 (DRF 46 )		<b>236 897,7</b>	<b>-236 897,7</b>	
	<b>Total décaissé</b>	<b>9 300 000</b>	<b>9 300 000,00</b>	<b>0,0</b>	<b>100%</b>

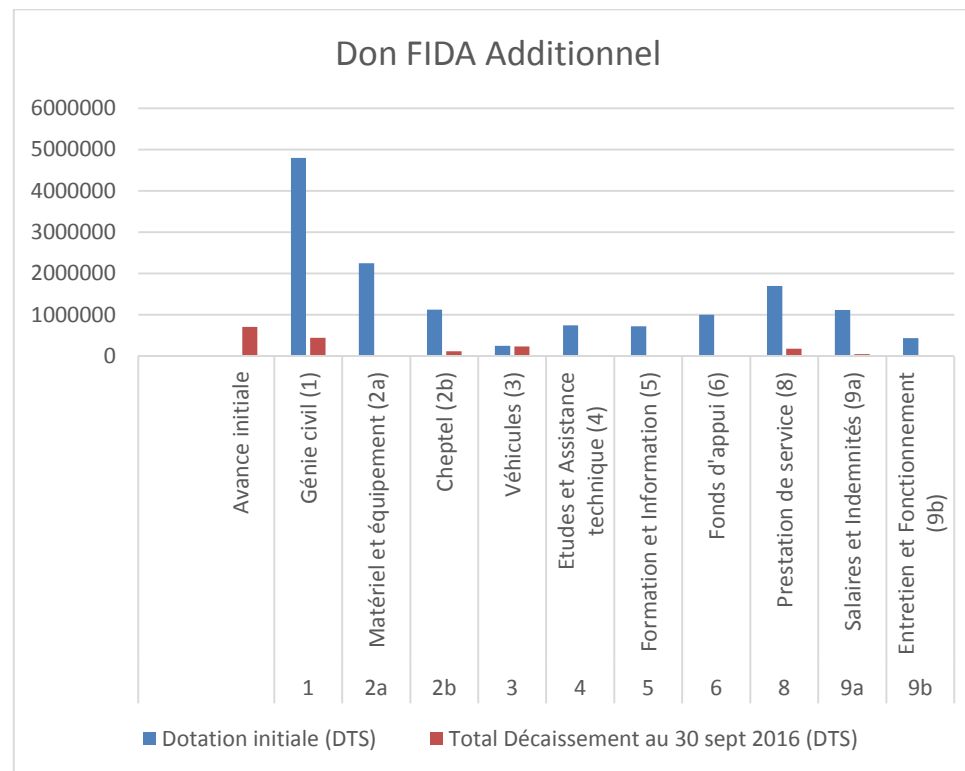
**Figure 1: Situation d'exécution du Don FIDA initial au 30/09/2016 (DSF-8031-BI) par catégorie**



**Tableau 5D: Situation cumulée d'exécution du Don FIDA additionnel au 30/09/2016 (Don FIDA additionnel DSF-8031-BI & Don Supplémentaire 2000001257) par catégorie**

Code	Catégorie	Dotation initiale (DTS)	Total Décaissement au 30 sept 2016 (DTS)	Solde (DTS)	Taux de réalisation (%)
	<b>Avance initiale</b>		<b>708 732,29</b>	<b>- 708 732,29</b>	<b>N/A</b>
<b>1</b>	Génie civil (1)	4 800 000	445 173,90	4 354 826,10	<b>9%</b>
<b>2a</b>	Matériel et équipement (2a)	2 250 000	13 468,56	2 236 531,44	<b>1%</b>
<b>2b</b>	Cheptel (2b)	1 130 000	122 848,69	1 007 151,31	<b>11%</b>
<b>3</b>	Véhicules (3)	250 000	235 637,19	14 362,81	<b>94%</b>
<b>4</b>	Etudes et Assistance technique (4)	750 000	23 845,30	726 154,70	<b>3%</b>
<b>5</b>	Formation et Information (5)	720 000	10 428,29	709 571,71	<b>1%</b>
<b>6</b>	Fonds d'appui (6)	1 000 000	2 316,24	997 683,76	<b>0%</b>
<b>8</b>	Prestation de service (8)	1 700 000	183 473,21	1 516 526,79	<b>11%</b>
<b>9a</b>	Salaires et Indemnités (9a)	1 120 000	45 703,01	1 074 296,99	<b>4%</b>
<b>9b</b>	Entretien et Fonctionnement (9b)	440 000	3 851,64	436 148,36	<b>1%</b>
	Non alloué	90 000	0,00	90 000,00	
	<b>Total (catégories)</b>	<b>14 250 000</b>	<b>1 086 746,03</b>	<b>13 163 253,97</b>	<b>8%</b>

**Figure 2: Situation cumulée d'exécution du Don FIDA additionnel au 30/09/2016 (Don FIDA additionnel DSF-8031-BI&Don Supplémentaire 2000001257) par catégorie**

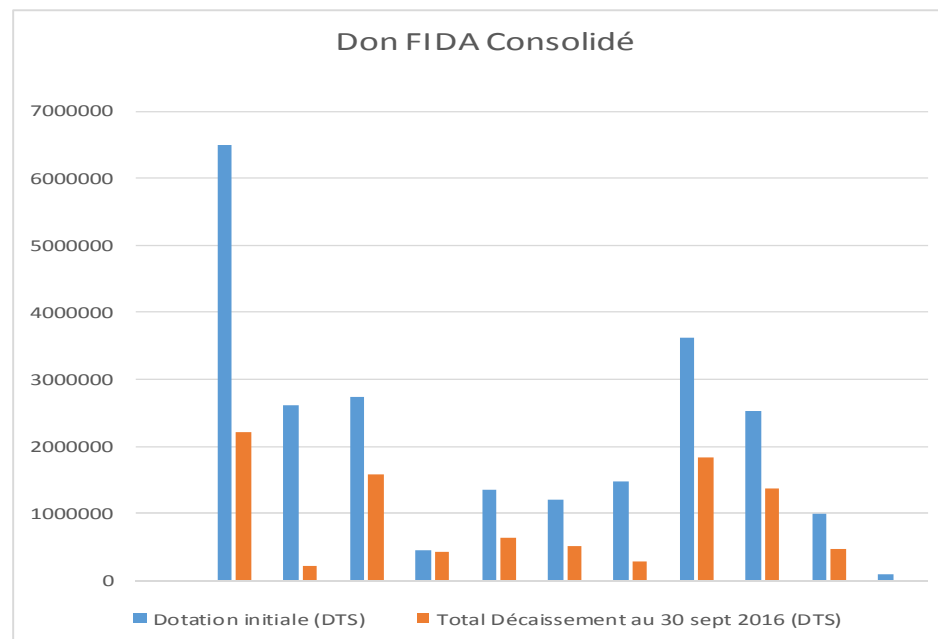




**Tableau 5E: Situation cumulée consolidée des dons FIDA (financement initial et financement additionnel) du projet par catégorie au 30/09/2016**

Code	Catégorie	Dotation initiale (DTS)	Total Décaissement au 30 sept 2016 (DTS)	Solde (DTS)	Taux de réalisation (%)
	<b>Avance initiale Top Up</b>		<b>708732,29</b>	<b>- 708 732,29</b>	<b>N/A</b>
	<b>Avance initiale Don initial</b>		<b>636 597,99</b>	<b>- 636 597,99</b>	<b>N/A</b>
<b>1</b>	Génie civil (1)	6 500 000	2 201 777,86	4 298 222,14	<b>34%</b>
<b>2a</b>	Matériel et équipement (2a)	2 620 000	216 373,23	2 403 626,77	<b>8%</b>
<b>2b</b>	Cheptel (2b)	2 730 000	1 579 873,50	1 150 126,50	<b>58%</b>
<b>3</b>	Véhicules (3)	440 000	425 637,19	14 362,81	<b>97%</b>
<b>4</b>	Etudes et Assistance technique (4)	1 350 000	628 570,29	721 429,71	<b>47%</b>
<b>5</b>	Formation et Information (5)	1 210 000	510 793,40	699 206,60	<b>42%</b>
<b>6</b>	Fonds d'appui (6)	1 470 000	280 044,17	1 189 955,83	<b>19%</b>
<b>8</b>	Prestation de service (8)	3 610 000	1 833 309,97	1 776 690,03	<b>51%</b>
<b>9a</b>	Salaires et Indemnités (9a)	2 530 000	1 364 425,65	1 165 574,35	<b>54%</b>
<b>9b</b>	Entretien et Fonctionnement (9b)	1 000 000	472 445,10	527 554,90	<b>47%</b>
	Non alloué	90 000	0,00	90 000,00	<b>0%</b>
	<b>Total</b>	<b>23 550 000</b>	<b>10 149 848,35</b>	<b>13 400 151,65</b>	<b>43%</b>
	Prise en compte des décaissements juin-sept 2016 (DRE 46 - Don Initial)		236 897,70		
	<b>Total décaissé</b>	<b>23 550 000</b>	<b>10 386 746,05</b>	<b>13 400 151,65</b>	<b>44</b>

**Figure 3: Situation cumulée consolidée des dons FIDA (financement initial et financement additionnel) du projet par catégorie au 30/09/2016**



**Tableau 5F: Taux d'exécution du PTBA 2016 (financement initial et financement additionnel)**

		(1)	(2)	(3)	(4)=(1) + (2)+(3)	(5)	(6)=(5) - (4)	(4) / (5)
Code	Composante	Réalisations (USD)	Engagements suivis en Tom2pro (Module Marchés) (USD)	Engagements Hors Tom2pro (Module Marchés) (USD)	Total du Compte (USD)	Budget total consolidé (USD)	Disponible (USD)	Exécution (%)
1	Renforcement et protection du capital productif	1 884 977,20	1 062 146,18	570 480,00	3 517 603,38	4 916 789,80	1 399 186,42	71,54
2	Valorisation de la production	207 331,99	237 263,92	131 473,00	576 068,91	1 691 798,31	1 115 729,40	34,05
3	Facilitation de la mise en œuvre et coordination du projet	763 036,14	141 943,12	52 785,00	957 764,26	1 149 174,56	191 410,30	83,34
	Total réalisé avec engagements	2 855 345,33	1 441 353,22	754 738,00	5 051 436,55	7 757 762,67	2 706 326,12	65,11
	Total réalisé sans engagements	2 855 345,33			2 855 345,33	7 757 762,67	4 902 417,34	36,81

**Tableau 5G: Vérification des ECD sur le financement initial**

DATE	N0	Description	Montant en USD	Pièces justificatives dans la liasse	Documents a compléter et commentaires
	<b>DRF 45</b>				
		<b>CAT I Travaux de génie civil</b>			
07/04/2016		Fre n°1 pour la construction d'un hangar de stockage, d'un passage couvert, d'un bloc sanitaire, d'une aire de séchage et d'un abri pour décortiquense en commune de Rango : par BEREC-ECOF	49 858,48	Facture, fiche de suivi du contrat, décompte, PV de réception provisoire, Accord de prorogation du délai d'exécution, ordre de service, contrat, Non objection, garantie de bonne exécution, rapport de la commission d'attribution,	PV de réception avec Réserves, Absence de retenue de garantie, Exclusion d'un fournisseur pour des raisons d'absence de diplôme qui aurait dû faire l'objet d'une demande de complément de dossier, DAO restrictif : aucun fournisseur ne peut avoir plus d'un lot. Un fournisseur a été exclu pour présentation d'une fausse garantie de la Banque mais n'a pas été black listé. Préfinancement de la TVA 18%.
07/04/2016		Décompte n°2 sur les travaux de consolidation des canaux et ouvrages des marais aménagés en commune Bugendana : Par SOCEA	56 097,30	décompte, PV de réception provisoire, contrat, Non objection, garantie de bonne exécution, rapport de la commission d'attribution,	PV de réception avec Réserves, Absence de retenue de garantie, Exclusion d'un fournisseur pour des raisons d'absence de diplôme qui aurait dû faire l'objet d'une demande de complément de dossier. Préfinancement de la TVA 18%.
		<b>CAT II. CHEPTEL</b>			
18/04/2016		Facture n°23/2016 médicaments vétérinaires : Par Pharmacie BOLENA	7 257,30	Facture, contrat, bordereaux d'expédition, PV de réception, rapport d'analyse des offres	RAS
		<b>CAT IV. ASSISTANCE TECHNIQUE</b>			
21/04/2016		Honoraires pour l'évaluation d'impact : HATUNGUMUKAMA Gilbert	22 643,47	Declaration de créance, PV de réception provisoire, contrat, PV de négociations, NO, PV d'attribution, Demande de proposition, ANO sur la DP	RAS
		<b>CAT VII Fonds d'appui</b>			
05/04/2016		Association ADATA: Fourniture de boutures de BANA GRASS	5 027,55	Declaration de créance, PV de réception provisoire, contrat,	Manque preuve de compétition dans le dossier, manque preuve de paiement dans le compte bancaire de l'association
18/04/2016		André Nikoruhize : Facture n°4 fourniture de 13750 rejets de bananiers	6 336,96	facture, PV de réception provisoire, contrat,	Manque preuve de compétition dans le dossier,
		<b>CAT VIII. PRESTATAIRES</b>			
27/04/2016		CDF Muramvya budget des activités du 1er trimestre	7 726,70	Ordre de paiement, budget, contrat	RAS

**Tableau 5H: Vérification des ECD sur le financement initial**

DATE	N0	Description	Montant en USD	Pièces justificatives dans la liasse	Documents a compléter et commentaires
		<b>DRF 6 top up</b>			
		<b>CAT I Travaux de génie civil</b>			
16/06/2016		surveillance et contrôle des travaux d'aménagement des marais : Kabogoye J.M	6 845,20	OP, déclaration de créance, contrat, ordre de service, rapports mensuels, PV d'attribution, Demande de proposition	Le projet aurait mieux fait de procéder à un AMI pour constituer une liste restreinte au lieu de faire un appel d'offre ouvert.
16/06/2016		surveillance et contrôle des travaux d'aménagement des marais : Kabogoye J.M	6 845,20	OP, déclaration de créance, contrat, ordre de service, rapports mensuels, PV d'attribution, Demande de proposition	Le projet aurait mieux fait de procéder à un AMI pour constituer une liste restreinte au lieu de faire un appel d'offre ouvert.
		<b>CAT II. Matériel et équipement</b>			
22/06/2016		Facturen°2016040 fourniture et installation Tom2pro : Tomate	9 193,46	Facture, conntat, PV de réception, OP	RAS
		<b>CAT II. CHEPTEL</b>			
31/05/2016		Fourniture de 40 taureaux géniteurs : Tuysienge Fabrice	14 636,48	facture, PV de réception provisoire, contrat, PV d'attribution	RAS
31/05/2016		Fourniture de 40 taureaux géniteurs : Tuysienge Fabrice	10 818,27	facture, PV de réception provisoire, contrat, PV d'attribution	RAS
31/05/2016		fourniture de 2640 de ciment : NDIMURUKUNDU Hilaire	24 634,89	OP, facture, borderaux d'expédition, garantie de conne execution, contrat, PV d'attribution, DAO	RAS
31/05/2016		fourniture de 2640 de ciment : NDIMURUKUNDU Hilaire	18 208,40	OP, facture, borderaux d'expédition, garantie de conne execution, contrat, PV d'attribution, DAO	RAS



## Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution /date	Observations
<b>Section 4.02</b>	L'UCP doit ouvrir et administrer un compte spécial de projet (en dollars US) auprès de la Banque de la République du Burundi; le FIDA dépose un montant initial équivalant à 2 000 000 USD; financement initial et financement additionnel confondus	Septembre 2009 et complément en 2016 pour le financement additionnel	Fait: 1 <sup>er</sup> versement reçu le 17 décembre 2019	Disposition respectée
<b>Section 4.02</b>	Le gouvernement doit reconstituer le compte de prêt un trimestre à l'avance	N/A	N/A	N/A
<b>Section 4.03</b>	La passation des marchés de biens, travaux et services doit être réalisée conformément à la procédure indiquée à l'annexe 3	Plan de passation des marchés (PPM)	PPM 2016 approuvé	Disposition respectée car en cours de finalisation
<b>Section 4.04</b>	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie civil doit être financée grâce aux fonds du prêt, dans le respect de saines pratiques commerciales	Signature de contrat d'assurance multirisque	Fait: chaque année	Disposition respectée mais l'assurance devrait être souscrite pour l'ensemble du patrimoine du projet
<b>Section 4.05, section 11.10(b)</b>	Le rapport d'audit doit être présenté au FIDA	Rapport d'audit 2015 finalisé et transmis le 31 mars 2016, 3 mois avant l'échéance	Transmis au FIDA 27 juin 2015  Prévu pour le 30 juin 2016	Disposition respectée  Prévision
<b>Section 4.06</b>	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentés au FIDA sur une base semestrielle	Rapport du premier semestre 2016	Rapport semestriel transmis à temps au FIDA	Disposition respectée
<b>Annexe 4, paragraphe 7</b>	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires	PTBA 2016 et PTBA 2016 révisé transmis à temps PTBA 2017	Approuvé par FIDA  En cours de préparation	Disposition respectée  Prévision (décembre 2015)
<b>Annexe 4, paragraphe 8 a)</b>	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectué par l'Emprunteur et le FIDA	4-22 novembre 2013	Examen mi-parcours réalisé conjointement du 4 au 22/11/ 2013	Disposition respectée
<b>Annexe 4, paragraphe 16</b>	Le projet doit être exempté de tout droit d'importation, accise et TVA sur les dépenses d'investissement	Sur la durée du projet (8ans)	Remboursement de la TVA sur tous les achats par l'OBR (Office Burundais des Recettes)	Disposition respectée





## Appendice 7: Mise en application des recommandations de la précédente mission de supervision de 2015 et de la mission d'appui pour le service financier de Juin 2016

### 7.1. Suivi des recommandations de la mission de supervision du PAIVA-B du 11 au 25 octobre 2015

N°	Recommandation	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 30/09/2016
1	Collaborer avec le PRODEFI pour améliorer le service d'insémination artificielle et le suivi des animaux inséminés	PAIVA-B/PRODEFI	Continue	La recommandation a été mise en œuvre dans la province de Kayanza. En province de Cibitoke (communes Mabayi et Bukinanyana), l'activité est menée en collaboration avec le PNSADR-IM dans le cadre de l'approche programme depuis septembre 2016.
2	Signer les contrats des marchés en cours (sur financement additionnel qui ont été anticipés) après la signature de l'avenant à l'accord de financement entre le gouvernement et le FIDA	ACORD/UFCP/CDC	Novembre 2015	L'avenant à l'accord de financement a été signé le 11 janvier 2016 et les contrats ont été par la suite signés. Certains contrats sont déjà exécutés et d'autres sont en cours d'exécution.
3	Intégrer dans les CEP élevage les modules sur la conduite de l'IA et la conservation des fourrages. Analyser la rentabilité des AGR destinées aux CEP.	UCP et consultant CEP	Juin 2016	Dans le cadre de la mise en œuvre de cette recommandation, des thèmes en rapport avec la conservation du fourrage avec la technique d'ensilage et fanage dans les caisses moules ont été abordés dans 26 anciens CEP et 18 nouveaux CEP de Kayanza (utilisation de la paille du riz). Les thèmes en rapport avec l'IA seront abordés dans le cadre des expérimentations avec les 32 nouveaux CEP de 2016. S'agissant de la rentabilité des AGR des CEP, le projet a organisé une évaluation et les AGR ont été orientées vers les activités jugées rentables comme la mise en place des pharmacies vétérinaires, l'élevage des porcins en pratiquant la chaîne de solidarité entre les membres, la transformation artisanale du lait (fabrication et commercialisation du yaourt) ainsi que l'élevage d'embouche.
4	Améliorer l'alimentation des animaux par l'intensification des légumineuses fourragères et la formation sur les techniques de conservation du fourrage et de la valorisation des résidus agricoles	Projet/ACORD/DPAE	Continue	Le projet a commencé l'amélioration de l'intensification des cultures fourragères. Ainsi, à partir de novembre 2016, le projet va distribuer en même temps les semences de légumineuses et boutures de Banna Grass aux bénéficiaires directs et aux bénéficiaires de la première génération. La formation sur les techniques de conservation du fourrage et valorisation des résidus agricoles est réalisée à travers les CEP comme cela est ci-haut évoqué.
5	Inclure les éleveurs traditionnels dans l'installation des cultures fourragères pour les accompagner dans la stabulation permanente.	ACORD/Projet/DPAE/ACORD	Continue	Après des campagnes de sensibilisations, certains éleveurs traditionnels ont adhéré à des CEP et bénéficient des formations qui leur permettront d'améliorer leur système d'élevage
6	Prolonger les activités de renforcement de la CSCB pour permettre le désengagement du projet et la transmission officielle de l'état d'avancement de la CSCB à l'administration locale et aux services techniques des DPAE.	Projet/Administration locale/DPAE/ACORD	Janvier à Juin 2015	Les contrats avec les DPAE Karusi et Gitega ont été renouvelés jusqu'à fin 2016. Le suivi de la CSCB va se poursuivre dans le cadre de l'approche programme. Les ateliers de transfert des activités à l'administration et services techniques sont prévus en décembre 2016.
7	Tout mettre en œuvre pour qu'une bonne partie	Projet/CAPAD	Immédiatement	La recommandation a été mise en œuvre avec les GPC rizicoles déjà mis en place et

N°	Recommandation	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 30/09/2016
	des groupements de riziculteurs (au moins 40%) obtiennent rapidement les crédits intrants sollicités pour ne pas compromettre le calendrier cultural			qui ont toutes obtenues des crédits intrants.
8	Mettre sur pied un cadre de concertation qui analysera la question de l'entretien régulier des investissements mis en place par les projets au niveau des marais et des collines en vue d'assurer leur durabilité	Projet/DPAE/ Administration locale	Décembre 2015	Cette question a été débattue dans les réunions d'autoévaluation au niveau des régions. Néanmoins, il n'y a pas encore d'avancée significative et le débat va se poursuivre sous la coordination du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage pour harmoniser les approches des différents intervenants dans le domaine.
9	Poursuivre le plaidoyer auprès du Gouvernement en vue de l'adoption et de la promulgation d'un texte réglementaire régissant la fixation et la gestion des redevances et des taxes communales sur les parcelles des marais	Projets FIDA: PAIVA-B, PRODEFI, PNSADR-IM et PROPAO	Continue	La question sera d'abord débattue au niveau des réunions thématiques organisées par le FIDA dans le but de produire un document de plaidoyer auprès des ministères concernés
10	Signer avec la commune un procès-verbal de remise et reprise des boisements qui précise notamment qu'il revient à la commune de veiller à l'entretien régulier de ces boisements et à leur protection contre les feux de brousse et les coupes illicites	Projet/Commune	continue	La réflexion a commencé à ce niveau et le procès-verbal sera finalisé et signé au moment de la remise et reprise des activités
11	Approvisionner à temps les exploitants en boutures et éclats de souche pour que leur installation intervienne dès les premières pluies de septembre à décembre	Projet	Septembre à décembre 2015	Pour 2015, le matériel de plantation a été distribué à temps. Pour 2016, il est prévu de distribuer ce matériel au mois de novembre après la mise en place des fossés antiérosifs.
12	Elaborer dans le cadre du financement additionnel des plans d'aménagement des BV qui indiquent les zones critiques à protéger prioritairement et les types de dispositifs appropriés à mettre en place	Projet	Continue	Un bureau a été recruté pour élaborer ces plans et le travail est bien avancé.
13	Constituer les comités de suivi des BV en intégrant les membres des comités des AUM pour encourager et développer les synergies entre ces deux structures qui doivent être complémentaires	Projet/ACORD	Mars 2016	Il est prévu de faire cette activité au mois d'octobre dans le cadre de la redynamisation des comités marais et BV ainsi que la planification des activités de la saison 2017 A
14	Faire le point sur l'état d'avancement de la production des semences	Projet/ISABU	Février 2016	L'état d'avancement de la production des semences est régulièrement documenté dans les rapports périodiques de l'ISABU et de l'ONCCS qui sont par après intégrés dans les rapports du projet.
15	Mener une réflexion sur le meilleur dispositif à mettre en place pour la production rationnelle des semences de riz dans une optique de rentabilité de l'opération	Projet/ISABU	Janvier 2016	La réflexion a été faite au cours de l'atelier organisé en Mars 2016 et des stratégies ont été arrêtées pour améliorer la rentabilité de cette opération: spécialisation des groupements par catégorie de semences et par zone agro-écologique.

N°	Recommandation	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 30/09/2016
16	Pratiquer la rotation des parcelles pour éviter la contamination des champs semenciers par des maladies en spécialisant notamment les marais	Projet/ISABU	Continue	La recommandation a été respectée à partir de la saison 2016 A/B
17	Poursuivre la sensibilisation des IMF et des banques locales pour qu'elles accordent systématiquement des crédits aux agri-éleveurs présentant des certificats fonciers comme garantie	Projet/ACORD/CAPAD /OPP foncier	Continue	Les séances de sensibilisation sont couplées aux séances d'enquêtes foncières sur terrain. En effet, il est prévu des descentes conjointes entre ACORD/CAPAD et OPP foncier pour animer des séances de sensibilisation et information sur l'importance du certificat dans l'accès aux services financiers.
18	Intégrer dans l'accompagnement des bénéficiaires des crédits sur la base des certificats fonciers et mener avec d'autres acteurs une réflexion sur les défis majeurs en rapport avec l'hypothèque des certificats fonciers sur toute l'étendue du territoire	Projet/ACORD/CAPAD /OPP foncier	Continue	Le projet a organisé un mini-atelier de réflexion des projets intervenant dans la certification foncière sur la problématique de l'hypothèque des certificats fonciers. La question en rapport avec l'accès aux services financiers avec l'hypothèque des certificats a été abordée en long et en large. Par ailleurs, un atelier de sensibilisation et information des acteurs des IMF et bénéficiaires a été organisé en juin 2016 à Kayanza. Dans cet atelier, les prestataires ACORD et CAPAD ont été représentés. Une autre session est prévue au cours du mois de Novembre pour les acteurs des provinces de Gitega et Karusi.
19	Analyser les mesures à prendre pour mettre en application la recommandation de 2014 visant à documenter davantage les demandes de certificats fonciers: quelle catégorie de ménages (superficie des parcelles), les bénéficiaires du projet et leurs catégories, les parcelles achetées ou héritées	Projet/OPP foncier/ SFC	Mars 2016	Tous les aspects cités dans la recommandation sont documentés sauf la catégorie de ménages bénéficiaires. En effet, les documents utilisés et harmonisés avec les autres intervenants, entre autres les registres, les PV de reconnaissance et les certificats ne prévoient pas la mention «catégorie de bénéficiaires». Par ailleurs, certaines collines bénéficiaires des services fonciers n'ont pas fait objet de ciblage et catégorisation des bénéficiaires.
20	Procéder à l'inventaire des besoins en intrants pour aider les membres des coopératives à avoir le crédit avant la prochaine saison rizicole (constituer une base de données pour faciliter la planification dans l'avenir)	Projet/ACORD/CAPAD /DPAE/MINAGRIE	Immédiatement	Les inventaires ont été faits, les besoins ont été établis et les crédits ont été octroyés aux GPC déjà mis en place
21	Négocier avec la FENACOBU la suppression progressive des garanties de stock commercial	ACORD/Projet/DPAE/ CDC	Continue	Les négociations ont été initiées mais elles n'ont pas abouti à des résultats positifs car la FENACOBU a jugé que même les stocks peuvent avoir des risques notamment les vols, incendies etc.
22	Procéder à la restructuration des GPC laitiers pour réduire la mauvaise gestion	Projet/PRODEFI/ ACORD	Décembre 2015	La restructuration a été déjà faite et les premières formations ont été dispensées par l'OPP recruté
25	Réaliser les formations et sensibilisation pour l'augmentation de l'achat et de la consommation locale du lait	Projet/ACORD/Admini stration locales	Continue	Des séances de sensibilisation et des formations ont été réalisées et d'autres vont se poursuivre. Par ailleurs, des comptoirs de vente de lait vont également être installés pour encourager la consommation locale du lait.
23	Procéder à la requête de réallocation des ressources financières disponibles pour la suite de l'exécution des activités du projet	UFC, RAF	Septembre 2015	La recommandation a été respectée
24	Emettre dorénavant des DRF de montant inférieur	RAF	Continue	La recommandation a été respectée

N°	Recommandation	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 30/09/2016
	ou égal au seuil fixé pour éviter des difficultés de trésorerie étant donné la clôture imminente du projet			
25	Appuyer les services financiers et comptables du projet pour une formation complémentaire sur l'utilisation approfondie de la nouvelle version du logiciel "Tom2Pro" et sur l'élaboration des DRF de façon automatique pour une meilleure performance du service	SAF	Janvier 2016	La formation a été réalisée et la première DRF sur le TOP UP sera automatiquement élaborée
26	Accélérer l'élaboration du PTBA 2016 afin de le soumettre à l'approbation du CT puis du FIDA avec un plan de formation du personnel du projet doté d'une ligne budgétaire pour la formation professionnelle	UFC, RAF	Décembre 2015	Le PTBA 2016 avec un plan de formation du personnel a été approuvé par le FIDA et le Gouvernement. Cependant, les formations ont été annulées lors de la révision budgétaire suite à une mesure du gouvernement de suspendre momentanément les formations à l'étranger.
27	Accélérer les procédures d'autorisation et faire un avenant au contrat initial de la SOGES pour que la mission d'audit puisse démarrer dans les meilleurs délais	UFC, RAF	Réalisée	La recommandation a été respectée
28	Recruter localement un consultant pour la mise à jour du MEP si possible dès que l'addendum pour le financement additionnel est signé (TOP UP)	UFC, RAF, CPM	Décembre 2015	Le consultant a été recruté et le rapport final du manuel des procédures administratives et financières a été déposé au projet en juillet 2016. Pour le manuel d'exécution technique, le consultant a élaboré le rapport provisoire et il est actuellement occupé à intégrer les observations du projet en vue de l'élaboration du rapport définitif
29	Le calendrier des congés doit être suivi et les congés doivent être apurés selon les dispositions du ROI	UFC, RAF	Continue	Le calendrier des congés est annuellement établi et suivi bien que certains cadres soient très surchargés et ne parviennent pas à suivre à la lettre le calendrier

**7.2. Suivi des recommandations de la mission d'évaluation et d'appui à la gestion financière**

<b>Actions</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>	<b>Etat de mise en œuvre au 30/09/2016</b>
1. Relancer le PAM pour qu'il adresse un état trimestriel des engagements et des paiements par activité.	UFC/PRODEFI	Continu	A chaque demande des vivres au PAM, le projet estime le budget y relatif. Selon les disponibilités, le PAM accorde des vivres dont le coût est calculé en tenant compte des prix unitaires de ces vivres sur le marché local.
2. Mettre à jour les états financiers du projet dès la réception des rapports financiers du PAM.	UFC/PRODEFI	Continu	La mise à jour sera faite à la prochaine livraison
3. Limiter les paiements en espèces aux petites dépenses courantes et étudier avec certaines banques la possibilité de payer la main d'œuvre locale par des virements bancaires.	UFC/PRODEFI	Continu	Le projet est en discussion avec la Banque Commerciale où les comptes du projet sont domiciliés
4. Ré-estimer la contribution effective du Gouvernement compte tenu des droits et taxes qui restent à payer jusqu'à l'achèvement du Projet, ainsi que la contribution effective du PAM et actualiser le coût total du projet.	UFC/PRODEFI	30 septembre 2016	Le projet est du même avis que le consultant et s'est déjà exprimé là-dessus dans le contre rapport de l'aide-mémoire. La question sera débattue avec la mission de supervision de 2016 et le projet agira en fonction des directives et le plan d'action qui seront adoptés.
<b>5. Adopter le format de tableaux financier de cet AM pour arrêter les prochains rapports financiers du projet et les produire systématiquement de Tompro.</b>	UFC/PRODEFI	Continu	Les tableaux seront actualisés périodiquement et à l'occasion des différentes missions d'appui
6. Préparer au début de chaque rapport d'audit interne une synthèse ne dépassant pas les trois pages, sous forme de tableau.	Audit interne	Continu	Recommandation bien notée par les auditeurs internes. L'évaluation se fera à la prochaine production du rapport d'audit interne.
7. Faire viser le registre des immobilisations par le coordonnateur du projet.	UFC	Continu	Recommandation respectée. Le coordonnateur a visé les rapports avant classement.
8. Arrêter de payer les taxes sur les fonds des dons et demander au Ministère des finances d'accorder au projet des attestations d'achat en suspension de TVA à présenter aux fournisseurs pour qu'ils ne facturent pas la TVA.	UFC/PRODEFI	31 juillet 2016	Les projets/programmes et la représentation du FIDA se sont investis remarquablement pour que le Gouvernement puisse enfin autoriser l'exonération de la TVA et une ordonnance Ministérielle a fini par être signée en février 2016, avant d'être suspendue quelques semaines plus tard. Le PAIVA-B va se joindre encore une fois aux autres en vue d'explorer tous les voies et moyens conduisant à l'obtention, à nouveau, de l'exonération, de l'obligation de devoir payer la TVA et de la recouvrer ensuite, y compris la proposition du consultant, à savoir la demande d'accorder au projet des attestations d'achat en suspension de TVA à présenter aux fournisseurs.
9. Mettre en place une procédure claire de suspension des délais des contrats en cours d'exécution.	UFC/PRODEFI	30 septembre 2016	Le PAIVA-B se conformera davantage au code des Marchés Publics.
10. Raccourcir les délais entre l'ouverture des offres, leur évaluation, la signature des contrats et la réception des travaux, fournitures et services.	UFC/PRODEFI	Continu	Des efforts sont continuellement fournis dans ce sens en dépit du nombre limité de cadres membres de la Cellule de Passation de Marchés mise en place par le Ministère de tutelle par Ordonnance.
11. Signer une convention entre le PRODEFI et le PAIVA-B qui définit les montants et les modalités de remboursement des frais de fonctionnement et la soumettre au FIDA pour NO.	UFC/PRODEFI	31 août 2016	Sans toutefois signer des conventions, les projets et programmes se sont partagés les rôles de suivi quotidien de certaines activités communes quitte à ce que le gestionnaire délégué pour une activité répercutée, après paiement, la quote-part de chacun pour remboursement: Le PAIVA-B s'occupe du gardiennage et des consommations de l'eau et de

			l'électricité; le PRODEFI s'occupe de l'internet, de l'entretien des bureaux et du groupe électrogène commun etc.....
12. Demander au FIDA, à titre exceptionnel, une NO a posteriori pour les marchés passés en entente directe.	UFC/PRODEFI	31 août 2016	
13. Ne plus attribuer des marchés/prestations en entente directe sans la NO préalable du FIDA.	UFC/PRODEFI	31 janvier 2016	Bien noté et suivi.

## Appendice 8: Evaluation de la gestion financière - Questionnaire d'orientation

<b>Pays: République du Burundi</b>	<b>Identification du Prêt/don: DSF- 3031-BI</b>
<b>Nom du projet: PAIVA-B</b>	
<b>Organisme d'exécution: Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MINAGRIE)</b>	<b>CPM: Rym BEN ZID</b>
<b>Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière: Anas ABOUELMIKIAS</b>	<b>Date de l'examen: 28/10/2016</b>

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes Commentaires Recommandations	Objet
<b>A. Risque inhérent</b>			
<b>B. Risque de contrôle</b>			
<b>1. Organisation et personnel</b>			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	La structure organisationnelle actuelle du projet est adéquate. Le personnel est composé de 18 agents. La gestion financière du projet est assurée par une équipe expérimentée, composée d'un responsable administratif et financier à plein temps, d'un comptable à plein temps, d'une assistante et d'un spécialiste en passation des marchés. Le projet bénéficie de l'approche programme à travers les deux UFCR.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	Le projet a élaboré un manuel des procédures administratives, financières et comptables. Il a été mis à jour en 2016. Ce manuel devrait être soumis à la validation du Comité technique. Les fiches de poste et les TDR existent et devraient d'être réajustés en fonction du manuel récemment mis à jour.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	L'effectif actuel du personnel SAF est adéquat et suffisant. Il est composé du RAF, du comptable, de l'assistante comptable qui ont la qualification requise et répondent aux besoins fonctionnels du projet.  Le SAF gagnerait à être renforcé par un assistant administratif/comptable.
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Le projet a élaboré un manuel des procédures administratives, financières et comptables. Il a été mis à jour en 2016.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et l'évaluation de la performance du personnel en temps	M	L'évaluation du personnel n'est pas effectuée systématiquement à la fin de chaque année comme prévu dans le manuel et dans la lettre au bénéficiaire. De même, certaines personnes

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes Commentaires Recommandations	Objet
	opportun		cumulent un nombre important de jours de congés non pris annuellement.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Le projet n'a pas souscrit une assurance maladie. Le projet paie 80% des frais médicaux et le personnel paie les 20%. Cependant le projet est affilié à l'institut de sécurité sociale pour le paiement de pension et indemnisation en cas d'accident professionnel.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Oui, les frais de sécurité sociale sont payés mensuellement.
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	M	Seuls le responsable administratif et financier et le coordonnateur en ont connaissance. Le personnel clé du projet devrait être mieux sensibilisé et bénéficier d'une large diffusion des procédures anti-corruption sous forme d'un atelier.
<b>2. Budget</b>			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	F	Chaque année le PTBA est élaboré et approuvé par le Gouvernement (à travers le Comité Technique) et le FIDA
b.	Programme de travail et du budget annuels en ligne avec les catégories de dépenses contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	OUI Le PTBA est présenté par catégorie et par composante.
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Oui, le PTBA précise les sources de financement (FIDA, Gouvernement du Burundi et les bénéficiaires)
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Le plan de passation des marchés est systématiquement annexé à chaque PTBA
<b>3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait</b>			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	M	Les délais de paiement des DRF par le FIDA est acceptable et va même en s'améliorant (26 jours en moyenne). Un effort dans la préparation des DRF reste à considérer compte tenu des montants des DRF qui dépassent les 30% du montant de l'avance initiale.
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	OUI: Le Gouvernement Burundais n'a pas de contrepartie financière directe mais accorde des contributions en nature sous forme d'exonérations d'impôts et taxes et de paiement des loyers des locaux du projet. Cependant, le projet préfinance la TVA qui doit être remboursée par le gouvernement. A la date du 30 septembre 2016, le montant de TVA préfinancée non encore remboursée par le projet s'élève à 117 220 738 BIF (ou 70 807,73 USD). La contribution des bénéficiaires a été régulièrement évaluée et enregistrée sauf en 2016



Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes Commentaires Recommandations	Objet
c.	Efficacité des canaux de financement	M	Il y a des retraits et des paiements en espèces pour la main d'œuvre.
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	Le projet gère le compte spécial et les comptes d'opérations. Le contrôle interne est appliqué: Le principe de double signature est appliqué sur tous les comptes.
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements+	F	Contrôle interne est appliqué : Principe de double signature sur les comptes.
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Allocation adéquate et suffisante car il n'existe pas de tension de trésorerie au niveau du PAIVA-B
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	OUI
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	OUI
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	OUI
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	M	Faite par l'assistante du Ministre de l'Agriculture
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	M	
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Vérification effectuée, le rapprochement est régulier et correct
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	M	Le taux d'exécution du PTBA au 30/09/2016 est de 65% il passerait à 80% en fin d'année.
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	Le recouvrement du solde du compte spécial FIDA aurait dû logiquement démarrer fin 2015 mais avec la signature du financement additionnel (top-up) cette opération sera reportée.
<b>4. Contrôles internes</b>			
a.	Séparation des tâches: les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes ci-après: (i) l'autorisation d'une	F	La séparation des tâches et responsabilités est effective dans le processus de traitement des opérations financières avec ségrégation entre les fonctions d'approbation, enregistrement et détention. Le Coordonnateur et le

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes Commentaires Recommandations	Objet
	transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction		RAF autorisent les transactions; l'exécution par le service demandeur, l'enregistrement par le comptable, la conservation des actifs par le service utilisateur de l'Actif.
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Les fonctions d'engagement de la dépense, de réception des biens et services, d'enregistrement comptable et de liquidation de la dépense sont exécutées par différentes personnes autorisées.
c.	Respect du manuel financier	F	Il y a un suivi systématique des paiements par rapport aux budgets.
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Le manuel des procédures administratives et financières s'applique à tous les financements sans exception
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	M	Bonne adéquation, le registre des contrats est bien tenu de façon permanente. Il est opportun de mettre en place un tableau de bord de suivi des obligations contractuelles des partenaires notamment en termes de respect des échéances des rapports techniques et financiers. De même, il y a lieu de renforcer les mécanismes de réception par l'implication des comptables régionaux et la signature des bénéficiaires pour attester la réception ou le service fait. La réception des semences devrait faire l'objet d'un contrôle technique par l'Office concerné.
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	M	La justification des avances sur frais de mission accuse des retards.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	Les bordereaux de livraison et les procès-verbaux de réception existent et sont bien classés
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés?	F	La vérification est effectuée et pas d'anomalies. La réconciliation de la caisse est faite régulièrement, chaque fin de mois et avant chaque réapprovisionnement
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Le projet n'utilise quasiment pas de petite caisse.
j.	Ponctualité des paiements aux	F	Le paiement des DRF étant rapide, le

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes Commentaires Recommandations	Objet
	fournisseurs et consultants		projet dispose régulièrement de liquidités nécessaires et les fournisseurs sont payés sans délais.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	OUI
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	OUI
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre au Bénéficiaire	F	OUI
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	Bonne adéquation
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière? ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diem versés au personnel)	F	OUI, les véhicules sont marqués, les inventaires des biens sont effectués à la fin de chaque année et toutes immobilisations sont étiquetées. Les carnets de bord sont globalement bien maintenus et les autorisations de voyage sont bien établies. Pour les actifs détenus par les partenaires à la base (ONG: ACORD, CAPAD, CDFC, Sécurisation foncière, IMF FENACOBU.....), le projet organise des missions d'inventaire périodiques.
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Adéquat
q.	Ateliers: i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diem versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses des ateliers	F	OUI Les documents des ateliers sont disponibles, bien classés et ne présentent pas d'anomalies
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	OUI
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	OUI
t.	Existence d'une unité de support IT en place	M	NON Il n'existe pas une unité de support IT en place. Mais des sauvegardes sont faites par l'équipe du SAF. Une sauvegarde hebdomadaire et mensuelle est faite sur support externe (disque dur amovible) conservé par le Comptable.

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes Commentaires Recommandations	Objet
<b>5. Procédures Comptables</b>			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Comptabilité d'engagement conforme aux exigences FIDA et aux exigences nationales avec l'utilisation du plan Comptable Sectoriel Agricole du Burundi.
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable?, Le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	M	La comptabilité est en partie double, à jour et complète. Elle est tenue sur le logiciel TOM2PRO la nouvelle version du TOMPRO, avec imputations analytiques et budgétaires. La préparation des DRF est automatisée sur Tom2pro. Les états financiers sont bien présentés. Le projet utilise deux bases comptables séparées pour le don initial et le don additionnel alors qu'il y a besoin d'une consolidation des deux bases.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	F	Adéquat: La documentation disponible, bien classée et bien archivée
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Fait
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Ces dispositions sont dans le manuel des procédures. Une sauvegarde systématique est faite sur support externe (disque dur amovible d'une grande capacité).
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	OUI La comptabilité et les rapprochements sont faits correctement et à jour
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	E	Adéquat, concordance entre la comptabilité et les contributions du Gouvernement et l'apport des bénéficiaires. Sauf que les contributions des bénéficiaires au titre de 2016 ne sont pas encore évaluées et enregistrées dans les comptes. Les contributions en numéraires des bénéficiaires au titre des exercices antérieurs ne sont pas retracées dans les comptes du projet.
<b>6. Rapports financier et suivi</b>			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	M	La production des RFI ne suit pas le canevas préconisé par le FIDA
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la	M	La production des RFI ne suit pas le canevas préconisé par le FIDA

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes Commentaires Recommandations	Objet
	présentation au FIDA		
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	F	OUI Production des rapports d'exécution budgétaire directement à partir du logiciel Tom2pro pour tous les financements (FIDA, Co-financiers, gouvernement et les bénéficiaires) ainsi l'exécution du PTBA est générée automatiquement en valeur et en pourcentage par bailleur, par composantes et par catégorie.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	OUI La plupart des recommandations sont également appliquées. (détails dans les annexes du rapport de supervision)
<b>7. Audit interne</b>			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	F	Il existe une cellule d'audit interne partagée par les projets et opérationnelle. En plus, au niveau national, il existe une inspection générale de l'Etat qui est chargée d'effectuer au moins une mission par an, par structure et rendre compte aux autorités
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	F	Oui
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	F	Oui. Les recommandations doivent être mieux synthétisées et suivies par échéance et responsable de mise en œuvre.
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	F	Observations pertinentes.
<b>8. Audit externe</b>			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Le mandat et la portée sont adéquats: conformité avec les directives du FIDA (ANO du FIDA sur les TDR). Le rapport d'audit de l'exercice 2015 a été remis dans les délais. Globalement, le rapport d'audit répond aux exigences du FIDA.
b.	Respect des termes de référence	M	Respecté. Le projet doit lancer le recrutement pour l'audit de l'exercice 2016 sur la base d'une liste restreinte avec des TDR adaptés à l'approche programme et la gestion axée sur les résultats.
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	Délai respecté: avant le 30 juin de chaque année
d.	Qualité de l'audit	F	Certification sans réserve

## Appendice 9: Passation des marchés et gestion des achats

Pays	PAIVA-B
Référence du Financement	2016
Période couverte du Plan Passation Marchés	31 octobre 2016

Exigences / Points à vérifier	Point(s) essentiel(s) de la procédure d'examen	Fait (O/N) <sup>27</sup>
<b>1. Presentation of procurement plan</b>		
1.a. Plan de Passation de Marchés couvre 18 ou 12 mois	Examen critique du document	O
1.b. Activités des achats présentées par composante du projet, correctement identifiées et référencées		O
1.c. Activités des achats regroupées selon la catégorie (Biens/ Travaux/Services) pour chaque composante projet		O
1.d. Activités des achats regroupées en lots/marchés groupés au sein de chaque catégorie		O
1.e. Pour chaque activité d'achats, indication de la catégorie, méthode d'achat, estimation de coûts, exigence de revue du FIDA, et calendrier prévu pour le processus d'achat dans son ensemble		O
1.f. Indication du nom du contractant et du montant du contrat (après attribution du contrat) comme un élément de la mise à jour annuelle du Plan de Passation de Marchés		O
<b>2. Cohérence avec les objectifs projets et le plan de travail annuel</b>		
2.a. Activités des achats sont pertinentes avec les objectifs du projet	Analyse comparative du Plan de Passation de Marchés avec cadre logique du projet, document de conception projet et plan de travail annuel	O
2.b. Nature et quantité de Biens/ Travaux/ Services sont en cohérence avec le rapport d'évaluation.		O
2.c. Nature et quantité de Biens/ Travaux/ Services sont en cohérence avec les activités telles que dans le plan de travail annuel		O
<b>3. Analyse des estimations financières</b>		
3.a. Vraisemblance des estimations de coût	Enquête faisant appel à différentes sources (bases de calcul de l'UGP de prévisions de coûts, achats semblables pour d'autres projets, expérience du FIDA, etc.)	O
3.b. Reflet des estimations de coût d'achats sur le budget annuel	Vérification du budget achats dans le PTBA	O
3.c. Estimations de coût d'achats sont contenues/ sont au-delà de l'affectation de fonds à chaque catégorie de dépense du projet	Comparaison des dépenses totales à date + budget actuel des achats avec l'allocation de fonds	O

<sup>27</sup> Indiquez si oui ou non cette étape de la revue a été réalisée. Toutes réponses négatives devront être justifiées dans le rapport.

Exigences / Points à vérifier	Point(s) essentiel(s) de la procédure d'examen	Fait (O/N) <sup>27</sup>
<b>4. Conformité aux règles et procédures applicables</b>		
4.a. Méthodes de passation des marchés choisies sont en ligne avec l'accord de financement, directives du FIDA et règles nationales applicables en matière de marchés publics(le cas échéant)	Vérification de méthode de passation des marchés choisie pour chaque activité des achats, par rapport aux dispositions de l'accord de financement, des directives du FIDA et des règles nationales applicables en matière de marchés publics	O
<b>5. Calendrier d'exécution et échéancier des activités d'achat</b>		
5.a. Calendrier d'exécution prévu pour chaque activité d'achat est réaliste	Examen critique du calendrier d'exécution en tenant compte des délais réglementaires lors de processus d'appel d'offres et des délais moyens d'approbation aux niveaux gouvernemental ou du FIDA	O
5.b. Dates de livraison prévues de Biens/ Travaux/ Services sont en accord avec les objectifs concrets conformément au PTBA	Examen critique des dates de livraison proposées comparées aux objectifs physiques fixés dans le plan de travail	O

Date d'approbation du Plan de Passation de Marchés: Décembre 2015 révisé en Juillet 2016.

## Appendice 10: Gestion des savoirs: Apprentissage et innovation

### Apprentissage

- 1) Le renforcement des capacités des commissions de reconnaissance collinaire (CRC) et des autorités communales sur les thèmes en rapport avec la gestion foncière décentralisée au niveau de leurs communes constitue une base de l'appropriation technique des services fonciers. En effet, les autorités communales ont montré leurs capacités à piloter les ateliers de recyclage des CRC. En guise de motivation des CRC, les autorités communales ont autorisé la certification gratuite de certaines parcelles de terres en faveur des membres des CRC.
- 2) Suite aux séances de sensibilisation, à l'amélioration de la gouvernance au sein des groupements pré-coopératives (GPC) et des services rendus aux membres par les GPC comme le crédit intrants, le stockage de la production dans les hangars et le crédit commercial, l'adhésion des riziculteurs aux GPC augmente progressivement d'année en année. La leçon tirée est que même si des services de qualité sont proposés aux membres, l'adhésion aux GPC reste faible aussi longtemps qu'une bonne gouvernance et une gestion saine ne sont pas assurées au sein des GPC.

### Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la mission d'appui

- A. Etant donné que les GPC bénéficiaires du crédit commercial de la part des institutions de microfinance (IMF) achètent aux producteurs qui le souhaitent le riz paddy à un prix plus élevé que le prix habituellement appliqué par les commerçants à la récolte (moins de 500 FBU/kg de paddy), les commerçants ont été obligés d'augmenter le prix pour faire face à la concurrence des GPC et d'acheter le paddy à un prix variant entre 600 et 680 FBU/kg dans toutes les communes des provinces Karusi, Gitega et Kayanza. Après une période de 3 à 4 mois de stockage, les GPC vendent facilement le kg de paddy entre 800 et 900 FBU.
- B. La deuxième innovation intéressante du projet concerne la production des semences sélectionnées de riz (semences de base et semences certifiées) en milieu paysan par des groupements ou des individus multiplicateurs encadrés par l'ISABU sur la base d'une convention de collaboration. Même si il y a des améliorations à apporter notamment au niveau du suivi et du traitement de la culture en champs, cette initiative a amélioré la disponibilité des semences de riz de qualité eu sein et en dehors de la zone d'action du projet.
- C. La production des plants agro-fourragers et agro-forestiers par les communautés formées majoritairement par les bénéficiaires ou futurs bénéficiaires de bovins constitue une autre innovation intéressante. La mission a noté avec satisfaction que le projet a privilégié au cours de cette année la production de plants de *Calliandra, sp* en vue d'améliorer l'alimentation des bovins et par conséquent la production du lait. Cette innovation s'inscrit aussi dans la mise en application des recommandations de l'étude sur le système d'alimentation des bovins qui a été réalisée en 2016 sur financement du projet et qui a entre autre proposé un plan de rationnement des bovins qui devrait être respecté par tous les éleveurs.